

LE TEMPS

CHF 4.50 / France € 4.50

VENDREDI 14 AVRIL 2023 / N° 7595

Portrait

De l'Amazonie au Tessin, le chercheur Boris Pezzatti au chevet des forêts menacées ●●● PAGE 18



Suisse

Karin Keller-Sutter, une grande argentine disputée au parlement ●●● PAGE 7

Hockey

L'ascension du HC Bienne racontée par son ex-défenseur Jakob Kölliker ●●● PAGE 16

Musique

Le cinéma selon Erik Truffaz, qui présente son projet «Rollin' & Clap» à Cully ●●● PAGE 17

Feu sur le roi Michel de Bruxelles

POLÉMIQUE Le président du Conseil européen, Charles Michel, vient de se faire épingler par plusieurs médias sur son train de vie politique dispendieux

■ Ses voyages coûtent environ la moitié de tous ceux entrepris par les 27 commissaires européens. Il ne conteste pas les chiffres, mais les justifie par une activité accrue

■ Un exemple? Près d'un demi-million d'euros pour aller rencontrer Xi Jinping avec Luxaviation... Des chiffres qui font jaser les Etats de l'Union

■ Vexé, il contre-attaque dans la presse belge: pour lui, aucune mission n'est inutile lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts de l'UE dans un monde en crise

●●● PAGE 4

ÉDITORIAL

Les Suisses, des cancrs linguistiques qui s'ignorent

ALINE BASSIN
@bassineline

«Baume-Schneider spricht kein Wort Englisch.» A peine la nouvelle conseillère fédérale avait-elle prêté serment en décembre que la polémique enflammait déjà les médias alémaniques. Une «ministre» suisse peut-elle représenter dignement notre pays sur la scène internationale sans maîtriser la langue de Churchill?

La question reste ouverte, mais son baptême du feu à Bruxelles a confirmé que la politicienne n'avait pas privilégié cet idiome durant son riche parcours. Elle se consolera sûrement en sachant qu'elle n'est de loin pas un cas isolé: si les Confédérés adorent vanter le plurilinguisme national, ils oublient que beaucoup d'entre eux n'ont rien à envier à la Jurassienne.

Publié en 2022, l'English Proficiency Index plaçait les Helvètes au 29^e rang d'un classement emmené par les Pays-Bas, Singapour et l'Autriche. La chute de dix places observée en trois ans ne manque pas d'inquiéter. Encore un effort et la France, 34^e, nous supplantera.

L'étude se concentrant sur les adultes, le salut viendra-t-il de la relève biberonnée aux vidéos YouTube? Le verdict tombera bientôt puisque, dès 2025, PISA,

l'étude de l'OCDE sur les compétences scolaires, se penchera aussi sur les aptitudes linguistiques. Quelques signaux n'incitent toutefois pas à l'optimisme. En début d'année,

le désintérêt des jeunes vis-à-vis des séjours à l'étranger était pointé par l'agence nationale Movetia, chargée de leur promotion.

Ceux-ci préfèrent peut-être franchir la Sarine ou le Gothard pour soigner leur agilité en allemand, en français ou en italien. Impossible en effet de critiquer les piètres performances suisses dans la langue des affaires sans rappeler que l'apprentissage des langues nationales fait de l'ombre à l'anglais. Quelques jours passés au Luxembourg montrent toutefois à quel point il est possible de mieux exploiter un terreau polyglotte.

Obsédée par son excellence scientifique et technologique, la Suisse néglige le capital linguistique unique qu'elle détient. Sensibilisation accrue en crèche, enseignement bilingue, stimulation aux échanges internes: de multiples pistes sont pourtant à portée de main. Il suffit de citer des exemples comme les séjours au pair, les services civil et militaire pour se rappeler qu'elles n'ont pas besoin d'être réservées à une élite.

Hélas, pour l'heure, seuls les esprits audacieux, curieux ou privilégiés exploitent de tels filons. En plus d'une précieuse ouverture d'esprit, ils y gagnent, comme le confirment toutes les études, un atout bienvenu dans leur carrière professionnelle.

L'apprentissage des langues nationales fait de l'ombre à l'anglais

●●● PAGE 15

Vol longue distance



ENTOMOLOGIE Le papillon belle-dame arrive en Suisse. Pendant longtemps, on pensait que le lépidoptère stationnait en hiver dans le nord de l'Afrique. En fait, cette espèce parcourt des milliers de kilomètres pour hiberner dans les Tropiques. (CALIFORNIE, 14 MARS 2019/MIKE BLAKE, REUTERS)

●●● PAGE 9

Un havre d'urgence pour nouveau-nés

ENFANCE En Suisse, les parents peuvent demander un accouchement confidentiel en vue de donner leur enfant à l'adoption. Des familles d'accueil d'urgence s'occupent de ces nouveau-nés pendant les douze semaines suivant leur naissance, ce qui permet aux géniteurs de revenir éventuellement sur leur décision. Un couple

qui a accueilli 21 bébés le temps qu'ils soient adoptés ou rendus à leurs parents, témoigne: «C'est étrange de constater que les deux mouvements sont compatibles: une totale affection pour ces petits et une totale acceptation quand nous devons les confier à leur nouveau foyer ou à leur famille biologique.»

●●● PAGE 3

SUPPLÉMENT

La nouvelle éco-société

Alors que la société se divise autour du climat, plusieurs courants apparaissent, avec leurs dogmes et leurs maîtres à penser. A quelle tribu appartenez-vous? Ce 1^{er} supplément «2050», réalisé en collaboration avec la *Neue Zürcher Zeitung*, explore le thème de l'environnement.



2 Débats

Macron et Taïwan: Europe First!

OPINION

Les cris d'indignation qui ont suivi les récentes déclarations d'Emmanuel Macron sur Taïwan, juste après sa visite à Pékin la semaine dernière, font écho aux multiples critiques dont il avait fait l'objet en poursuivant un dialogue avec Vladimir Poutine, bien après l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe. Le chef de l'Etat français est-il fasciné par les dictateurs au point de leur «lécher le c...», comme le dit Donald Trump avec son élégance coutumière?

M. Trump devrait pourtant être reconnaissant à Emmanuel Macron de récupérer le fameux slogan «America First», en le traduisant simplement par «L'Europe d'abord». Le chef de l'Etat français, au contraire de nombre de ses homologues du Vieux-Continent, a une vision très volontariste de ce qu'il rêve pour celui-ci, et il le répète depuis 2017: «L'autonomie stratégique doit être le combat de l'Europe. Nous ne voulons pas dépendre des autres sur les sujets critiques. Le jour où vous n'avez plus le choix sur l'énergie, sur la manière de se défendre, sur l'intelligence artificielle parce qu'on n'a plus les infrastructures sur ces sujets, vous sortez de l'histoire pour un moment.» Et d'exprimer dans une interview au quotidien *Les Echos* qui provoquera un vrai tollé: «Notre priorité n'est pas de nous adapter à l'agenda des autres dans toutes les régions du monde... S'il y a une accélération de l'embarquement du duopole [Chine-USA, ndr], nous n'aurons pas le temps ni les moyens de financer notre autonomie stratégique et deviendrons des vassaux, alors que pouvons être le troisième pôle si nous avons quelques années pour le bâtir.»

En résumé, pas question pour les Européens d'être les «suivistes» des Américains sur la question de Taïwan. L'adage selon lequel «les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts», s'applique aussi à l'Europe et, selon Emmanuel Macron, l'intégration européenne est ici la seule priorité.

A propos d'intérêts, M. Macron a beaucoup appris de M. Biden et de son



FRANÇOIS HAUTER
EX-CORRESPONDANT AUX ETATS-UNIS
ET EN CHINE POUR «LE FIGARO»,
LAURÉAT DU PRIX ALBERT LONDRES

A propos d'intérêts, M. Macron a beaucoup appris de M. Biden et de son prédécesseur

prédécesseur. Du contrat Aukus (les sous-marins australiens) par lequel la France s'est fait rafler 55 milliards d'euros de commandes par Washington, jusqu'aux subventions américaines visant à attirer des investissements européens pour accéder au marché américain, en passant par l'espionnage systématique de tous les amis et alliés des USA ou la vente du gaz de schiste américain quatre fois plus cher aux Européens qu'aux Américains, l'«America First» a fait preuve d'une formidable efficacité.

Il est donc de bonne guerre pour Emmanuel Macron de favoriser Airbus en Chine pour y tailler des croupières à Boeing, d'assurer les positions de BASF ou de Volkswagen là-bas, d'encourager au bon moment les conquêtes industrielles européennes sur ce marché qui

est le principal client de l'Europe et survivra au leader chinois Xi Jinping.

Le problème du jeune chef de l'Etat français est qu'il exaspère ses collègues allemands, espagnols, italiens ou polonais, en se projetant «grand stratège de l'Europe» et en jouant au patron d'un Vieux-Continent unifié. L'unité, c'est par où? Même l'Histoire ne se lit pas de la même manière à Madrid ou à Varsovie. Et malgré des progrès communs ces dernières années à Bruxelles, chacun y défend encore son potager d'intérêts nationaux, voire régionaux. Pour Pékin ou Washington d'ailleurs, pas question que cela change, que l'Europe s'émancipe.

Plus irréaliste encore est la position d'Emmanuel Macron sur une possible «neutralité» européenne en cas de conflit sino-américain. Taïwan n'est pas l'Irak. Deux colosses – la Chine et les Etats-Unis – ne peuvent pas s'affronter sans que le monde entier soit plongé dans un état crépusculaire. Le bras de fer a déjà commencé.

Taïwan, pour les Chinois, c'est un impérialisme nouveau, la porte du Pacifique et le contrôle exclusif de voies commerciales décisives. Taïwan, c'est aussi la puissance technologique du XXIe siècle, le principal fabricant mondial de microprocesseurs. Une prise inacceptable pour les Américains, démocrates et républicains pour une fois à l'unisson. Aussi longtemps que vivra Xi Jinping, qui a fait de la conquête de Taïwan le marqueur de son règne, «l'embarquement du duopole» sino-américain, comme dit M. Macron, est possible.

Car Taïwan aussi, c'est une promesse. Celle d'une Chine démocratique et qui pourrait enfin offrir son intelligence au monde, plutôt que d'être bâillonnée ou enfermée, comme c'est le cas aujourd'hui sous le joug de la dynastie rouge. De ce point de vue, comment l'Europe pourrait-elle demeurer étrangère à un conflit entre les mondes totalitaire et démocratique? Ne pas répondre à cette question expose M. Macron aux insultes de M. Trump. ■

Pas de Suisse sans fédéralisme

CHRONIQUE



MARIE-HÉLÈNE MIAUTON
MH.MIAUTON@BLUEWIN.CH

En ce vendredi 14 avril, impossible d'ignorer l'anniversaire de l'entrée du canton de Vaud au sein de la Confédération en 1803, et de la première séance de ses autorités. Moins de trois mois auparavant, le 24 janvier, il se libérait de la tutelle bernoise, retroussait les manches et mettait en chantier les structures du nouvel Etat. Peu de jeunes connaissent encore la signification de cette année 1803, charnière pour la Suisse. En février, Bonaparte avait renoncé à la République helvétique qu'il avait instituée en 1798, en admettant à contrecœur la nature profondément fédérale du pays. C'est la signature de l'Acte de médiation qui permettra l'arrivée en force de six nouveaux cantons: Vaud, mais aussi l'Argovie, la Thurgovie, Saint-Gall, les Grisons et le Tessin. Neuchâtel, Genève et le Valais attendront 1815 pour les rejoindre, avant le Jura, petit dernier en 1878.

Tout cela pour dire que, si même Bonaparte a dû renoncer à faire de la Suisse une nation unitaire centralisée, il serait dommage d'affadir aujourd'hui le fédéralisme à force de remontée des responsabilités vers Berne. Or les signes sont nombreux d'un affaiblissement de la subsidiarité et le peuple, pourtant fort attaché aux principes constitutifs du pays, se plaint trop souvent de la diversité qui en découle dans les pratiques cantonales. La concurrence fiscale en est un exemple flagrant puisque chaque Etat décide de l'impôt. En conséquence, les taux appliqués sur le bénéfice des entreprises s'étagent en 2022 de 12% à Zoug à 21% à Berne. Injustice? Non, logique régionale et conséquence de choix démocratiques.

SUR LES BLOGS

Un pas en arrière, trois en avant

«Si je n'avais pas maintenu une activité sportive à la suite de mon arrêt brutal, je n'aurais jamais gagné la Coupe du monde en cyclisme. Si je n'avais jamais milité aux côtés d'associations, je n'aurais jamais imaginé faire de la politique un jour...» écrit Celine van Till, passée de l'équitation à l'athlétisme, valide et handisport. Elle vient d'être sélectionnée par l'Armée suisse en sport d'élite, d'obtenir son diplôme en éthique et d'être élue au Grand Conseil de Genève. Une affaire de choix et de priorités qu'elle décrypte. A lire sur:

www.letemps.ch/blogs

Le montant contrasté des primes LAMaL nerve aussi le citoyen. Pour la prime de base 2023 avec une franchise de 300 francs, elles vont de 289 francs en Appenzell à 455 francs à Genève et 466 francs à Bâle-Ville. Scandale s'écrient les assurés les plus ponctionnés! Mais est-ce bien vrai, sachant que leur niveau dépend de nombreux facteurs, dont la densité des médecins sur le territoire et la consommation de santé dans la population? La loi de l'offre et la demande en somme, qui régit l'entier du fonctionnement de l'économie!

Et que penser des disparités en matière d'infrastructures de transport? Très souvent, les Romands se plaignent d'être défavorisés par rapport à la Suisse alémanique sur la question ferroviaire par exemple. Un sondage réalisé en 2017 donnait 70% de la population romande qui affirmait (37% beaucoup, 33% un peu). Pourtant, Berne se récrie et se dit consciente d'un rattrapage romand indispensable. Mais, le fédéralisme exige un lobbyisme intensif des cantons et des régions, ainsi que l'élaboration de projets aboutis et convaincants.

Dernier exemple, les programmes et systèmes scolaires différents qui compliquent la scolarisation des enfants lors de déménagements. Or, l'instruction ne fait pas partie des tâches fédérales sauf en matière de hautes écoles. C'est pourquoi il fallait s'insurger lorsque Berne a voulu imposer le gymnase en quatre ans, quoi que l'on pense de cette décision et même si la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique s'y est montrée favorable. D'ailleurs, le canton de Neuchâtel s'est monté réfractaire et le conseiller national Philippe Bauer (PLR) a déposé une interpellation, «considérant que la base légale invoquée pour imposer cette durée est erronée et viole l'autonomie des cantons».

Dans un monde qui se globalise, la structure fédérale de la Suisse, s'inscrivant en outre dans un territoire exigu, peut sembler picrocholine. Au contraire, elle permet de respecter chaque minorité régionale ou linguistique, elle crée une concurrence bénéfique entre les organisations et les systèmes. Elle instaure une capillarité démocratique et institue une surveillance étroite des autorités de bas en haut. Elle force à la rigueur et à la modestie. Voilà ce qu'il faut rappeler à un peuple qui devient friand de simplification, facilitatrice au quotidien, et qui prend goût à un étatisme galopant. ■

En France, l'arbre qui cache la forêt

OPINION

Le sujet de la discorde actuelle dans le pays n'a qu'un rapport lointain avec la situation réelle de la France. Le vrai sujet est le surendettement de l'Etat, simultané à la charge plus forte de l'impôt, les fruits d'une politique laxiste de longue date. La conséquence grève la réputation du pays et réduit son influence dans le monde.

La dérive économique est une constante des gouvernants, à l'exception de la conduite de la France par le général de Gaulle et par ses deux successeurs immédiats. Elle s'accompagne du non-respect de nos engagements vis-à-vis de nos partenaires, de l'appauvrissement de ceux qui travaillent. Pour preuve, sur quatre décennies, l'évolution de la richesse par habitant de grandes nations est révélatrice de nos malheurs (je m'appuie sur les chiffres de la Division de la statistique de l'ONU).

En 1980, le PIB par habitant en dollar place la France en tête des grands pays avec 12 700 dollars, devant les Etats-Unis (12 400), l'Allemagne (12 100), le Royaume-Uni (10 100) et l'Italie (8400).

En 2017, selon les mêmes critères, la France est dans les derniers avec 38 400, derrière les Etats-Unis (60 100), l'Allemagne (45 000), le Royaume-Uni (39 800), devant l'Italie (32 800). Au classement des nations, la France passe du premier au presque dernier rang, l'Italie reste derrière mais progresse plus vite. Depuis l'an 2000, notre pays occupe la dernière place derrière les Etats-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Sur une



ARNAUD PINEAU-VALENCIENNE
CONSULTANT ET ANALYSTE

«Avec moins, faire mieux» n'est pas dans la pensée politique française

population d'actifs de 30 millions, un chiffre quasi stable, le nombre de fonctionnaires sur vingt-cinq ans a progressé de 22%, arrivant à 5,7 millions. Sans créer plus de richesse ni trouver des économies, il n'y a pas de salut.

Une très mauvaise pratique de l'exécutif consiste à «débloquer» des ressources sur un budget déficitaire. Stupéfiant, les Français ne disent rien pourtant du revenu moyen, inférieur aujourd'hui à celui des Etats-Unis (de

36%). Le départ en retraite se produit en France avant celui de nos voisins, est-ce bien raisonnable? Les Français ont mis le doigt dans le pot de confiture, mais il ne reste plus de confiture.

Avec l'alternance en 1981, la politique nouvelle a bouleversé l'économie, mais à quoi a servi ce changement par la rupture? Ce sujet d'un déficit qui apparaît, persiste et augmente depuis l'alternance, n'a pas été abordé ni à l'occasion des vœux ces deux dernières années, ni pendant la campagne présidentielle. Le chef de l'Etat privilégie d'autres thèmes et détourne l'attention: l'arbre cachera-t-il la forêt?

Cette période est celle d'une croissance démesurée de l'impôt sur les revenus, éloignant le citoyen du principe constitutionnel selon lequel chacun doit y contribuer en fonction de ses moyens. «Avec moins, faire mieux» n'est pas dans la pensée politique française, le contrôle de l'économie française est à plus de 50% entre les mains de l'Etat. Chez nos voisins, les citoyens, sans la mainmise de l'Etat et avec moins d'impôts, font mieux que nous. Ils nous offrent un thème de réflexion pour retrouver nos performances!

Pour Milton Friedman, «placer la liberté avant l'égalité» crée plus de richesses pour tous sans l'avoir voulu. Les désordres actuels sont très révélateurs de l'incompréhension des Français pour les enjeux économiques. Le Prix Nobel disait aussi: «Les principes économiques sont si simples qu'ils tiennent en une page.» Si seulement les Français les avaient lus. ■

Avant l'adoption, des parents éphémères

PETITE ENFANCE Depuis 2003, le couple installé dans le district valaisan d'Entremont accueille des nourrissons le temps qu'ils soient adoptés, placés ou rendus à leurs parents. Soit trois mois d'amour intense et de soins apaisants

MARIE-PIERRE GENECAND

Françoise, brune de 65 ans, sympathique et dynamique, n'hésite pas une seconde. Lorsqu'on lui demande quels sont ses sentiments à l'égard des bébés qu'elle et son mari Dominique accueillent en urgence depuis vingt ans, elle répond immédiatement: «Je les aime! Dès que l'Office pour la protection de l'enfant du Valais nous contacte pour nous demander si on peut s'occuper d'un nourrisson, il devient ma priorité et je fais tout pour le protéger.»

Profil sec et solide de montagnard, Dominique, mécanicien en centrale électrique récemment à la retraite, confirme: «On a des enfants et des petits-enfants, on les aime évidemment, mais dans le cas de ces bébés en difficulté, c'est différent. On sent un besoin particulier, comme une détresse, et on y répond entièrement.»

De fait, tout est douceur et sérénité dans ce joli chalet où le couple vit depuis quarante-cinq ans, date de leur mariage, et où ont grandi leurs quatre garçons, aujourd'hui parents de six petits-enfants. Pas tous, en réalité. «Notre fils aîné est mort dans une avalanche. C'était en 2002, il avait 23 ans», confie Françoise, doucement.

Elle enchaîne: «Peu après sa disparition, lors d'un dîner, nous avons rencontré un couple qui faisait famille d'accueil, ça nous a intéressés. Je m'étais déjà posé la question de l'adoption après la naissance de mes quatre garçons, car j'adore être maman et m'occuper de bébés! L'idée de pouvoir donner de l'affection à ces nourrissons chamboulés m'a tout de suite enchantée», sourit cette Belge d'origine, diplômée en éducation physique et en biologie, qui a aussi dirigé un chœur pendant vingt ans.

Bébés en manque

«Il ne s'agit pas de remplacer notre fils aîné. On ne peut pas remplacer un enfant disparu et la douleur sera toujours là», souffle Françoise en montrant une photo de l'absent posée sur une table hommage. «Mais les bébés sont ma passion, ils me calment, m'émerveillent.» Pourtant, les nourrissons qui arrivent dans ce foyer demandent beaucoup d'attention. «Bien sûr, ils ont parfois un poids en dessous de la moyenne, dès lors, je me lève plusieurs fois par nuit pour leur donner le biberon et je veille à leur santé. Nous avons aussi régulièrement des bébés de mamans toxicomanes qui présentent des troubles liés au manque.»

Françoise se souvient justement d'une petite qui hurlait le soir de manière terrible. «Je suis descendue aux hôpitaux de Sion où une pédiatre m'a d'abord prise de haut, disant qu'il s'agissait des classiques pleurs de fin de journée, avant de regarder le dossier de l'enfant et de constater la toxicomanie de la maman. La petite était en manque, d'où ces hurlements particuliers... Au début, je n'osais pas poser ce genre de questions à l'Office pour la protection de l'enfant, maintenant, je demande quel est le contexte du bébé, car c'est important pour moi de connaître les traumatismes qu'il a déjà endurés.»

Ces jours, Françoise et Dominique accueillent un petit de 1 mois. Ce mardi de brouillard, le bébé au visage délicat dort ou prend le biberon paisiblement. «Ce calme est un peu trompeur, nuance Françoise, car cet enfant a eu des spasmes violents quand il est arrivé. Il a dû passer deux jours en observation à l'hôpital et, même si je



Françoise et Dominique ont eu quatre enfants, et ont six petits-enfants. Ils accueillent actuellement un petit de 1 mois. (DISTRICT D'ENTREMONT, 11 AVRIL 2023/LOUIS DASSELBORNE POUR LE TEMPS)

EN CHIFFRES

La majorité des adoptés est majeure

Selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), 467 adoptions ont été prononcées en Suisse en 2021. Parmi elles, la grande majorité des adoptés, 239, avaient plus de 20 ans. Seuls 48 enfants avaient entre 0 et 4 ans. Ainsi, les bébés représentent à peine plus de 10% des adoptions. Aussi, ces quarante dernières années, le nombre d'adoptions ne cesse de diminuer. Celui-ci est passé de près de 1600 cas en 1980 à quelque 400 ces trois dernières années. «Les modifications apportées à la législation concernant la protection de l'enfant, la diminution des grossesses involontaires et une meilleure acceptation des mères célibataires dans la société actuelle expliquent ce recul», note l'OFS. (LT)

le savais en sécurité, je n'ai pas pu le laisser seul et suis restée avec lui.»

Toujours cet immense attachement dont témoigne, au mur de la salle à manger, un cadre contenant les photos de tous les bébés accueillis depuis 2003, avec leur nom et leur date d'arrivée. «Oui, on a aussi un album photos pour chacun d'eux. On investit ces bébés pleinement, même si l'on sait qu'on s'en séparera au bout de trois mois, le temps légal permettant aux parents biologiques abandonnant l'enfant de se rétracter. C'est étrange, même pour nous, de constater que les deux mouvements sont compatibles. Une totale affection pour ces petits et une totale acceptation quand nous devons les confier à leur nouveau foyer ou à leur famille biologique», observe Françoise.

Le couple a plus de difficultés dans le second cas de figure. «Sur les 21 bébés que nous avons accueillis, neuf ont été adoptés et quatre ont été confiés à des familles d'accueil à long terme. Chaque fois, de belles rencontres avec ces «nouveaux» parents. Les autres bébés ont retrouvé leurs géniteurs ou seulement leur maman biologique, ce qui est souhaitable, bien sûr, mais parfois difficile. Car, quand ces parents biologiques viennent chez nous voir leur enfant et semblent fragiles, on a de la peine à leur laisser le petit, même si on respecte la décision de justice.»

A ce sujet, Françoise et Dominique se remémorent un épisode des débuts

où un couple de parents, en visite chez eux, s'était enfermé dans la salle de bain pendant quarante-cinq minutes pour changer leur bébé. «On ne savait pas quoi faire, comment réagir, si on devait intervenir ou non. Là, clairement, on s'est sentis démunis», témoignent les sexagénaires qui précisent que, maintenant, les parents biologiques ne sont en général plus tenus au courant du domicile des familles d'accueil.

45 francs par jour

Le couple a-t-il dû suivre une formation pour prendre soin de ces nourrissons? «Comme nous avons déjà élevé quatre enfants, l'assistante sociale nous a surtout demandé quelles étaient nos motivations lorsqu'elle a rédigé un dossier sur nous. Nous avons aussi dû produire un casier judiciaire vierge ainsi qu'un certificat médical assurant que nous étions en bonne santé, ce qui est normal», se souvient Dominique, avant de préciser qu'ils reçoivent 45 francs par jour, comme émoluments.

Pour le soutien psychologique, «les professionnelles de l'Office pour la protection de l'enfant nous appellent régulièrement, mais, comme tout se passe bien depuis longtemps, le suivi est assez informel», apprécie Françoise.

Il est d'ailleurs frappant de voir la liberté dont font preuve ces parents éphémères. «Nous vivons avec ces

petits comme si c'étaient les nôtres», décrit Dominique. Lorsque nous allons à la cabane, située à 2300 mètres d'altitude, nous les prenons avec nous et, pareil, lorsque nous allons voir la famille de ma femme en Belgique, les petits nous accompagnent aussi. Il nous arrive même de les faire garder par des proches qui ont toute notre confiance quand on a une sortie.» Un tel naturel subjugué. Et explique sans doute pourquoi tout à l'air si facile dans ce foyer.

«On investit ces bébés pleinement, même si l'on sait qu'on s'en séparera au bout de trois mois»

FRANÇOISE, MÈRE D'ACCUEIL

«Ce qui est fou, c'est que nous avons encore des nouvelles aujourd'hui d'une quinzaine de ces bébés», se réjouit Françoise, décidée à continuer cette activité tant que sa santé le lui permettra. «L'un des petits du début de notre activité, qui a la vingtaine maintenant, m'a offert le dvd de *Pupille*, ce très beau film français qui raconte une situation exactement comme la nôtre. Ce geste

m'a beaucoup émue. Souvent, quand ils sont plus grands, les enfants ont besoin de voir où ils ont passé leurs premiers mois. Les retrouver est chaque fois une fête!»

Meilleure communication

Comment ont réagi les enfants du couple à l'annonce de ce tournant de vie, il y a vingt ans? «Nos garçons avaient 15, 20 et 23 ans, ils étaient encore à la maison, mais déjà très indépendants. Ils ont tout de suite embarqué dans l'aventure et aujourd'hui, nos petites-filles adolescentes, qui viennent régulièrement manger chez nous, adorent s'occuper des bébés.»

Tout est donc rose pour ces experts en accueil éclair de bébés? «Oui, excepté ces seules petites réserves: on aimerait être plus intégrés, écoutés dans les décisions d'orientation des bébés. Et on rêverait aussi de séances où tous les services relatifs à l'enfance s'asseyent à la même table pour discuter et que tout le monde entende la même chose. Il y a parfois des petits bugs de communication qui pourraient être évités si les infos étaient partagées par tous les intervenants en même temps.»

Dans les bras de Françoise, puis de Dominique, le nourrisson a fini son biberon. Il fait son rot, sourit aux anges et retourne dans sa douce torpeur, savourant visiblement son séjour dans ce foyer certes provisoire, mais réparateur. ■

Pour les géniteurs, douze semaines de délai

LÉGISLATION L'intervenante à l'Office pour la protection de l'enfant valaisan Nancy Gammaldi évoque les conditions d'adoption des nourrissons abandonnés à la naissance ou leur placement

En Suisse, l'accouchement sous X n'existe pas, mais les parents peuvent demander un accouchement confidentiel en vue de donner l'enfant à l'adoption, informent les Hôpitaux universitaires de Genève. Une décision souvent difficile à prendre. Dès lors, le Code civil suisse prévoit deux types de délais pour permettre une marge de manœuvre aux géniteurs.

Déjà, ils doivent attendre six semaines après la naissance de leur enfant pour donner leur consentement légal à l'adoption. Ensuite, ils ont encore six autres semaines pour se rétracter. C'est donc pendant ces douze semaines de latence que les familles d'accueil d'urgence ou à court terme s'occupent des nouveau-nés.

«Nous attendons la fin du délai légal des douze semaines pour entreprendre concrètement les démarches d'adoption», commence Nancy Gammaldi, intervenante à l'Office pour la protection de l'enfant valaisan (OPE). En principe, l'enfant n'est jamais confié à des parents adoptifs du canton dans lequel il est né, pour préserver les parents biologiques et l'anonymat de la démarche. «Une fois que nous avons trouvé une famille d'adoption dans un autre canton, nous organisons des rendez-vous encadrés par des professionnels pour qu'elle puisse rendre visite à la famille d'accueil et se familiariser avec le bébé.»

Deux familles pour les nourrissons

La partie romande du Valais compte 111 familles d'accueil, dont deux seulement sont spécialisées dans l'accueil à court terme de nourrissons. «Cela correspond aux besoins du terrain, puisque nous avons très peu de bébés mis en adoption en Valais,

un à deux par année et environ huit à dix placements d'enfants de moins de 1 an pour la même période», renseigne Nancy Gammaldi

En revanche, les offices romands pour la protection de l'enfant mènent une campagne de recrutement pour trouver de nouvelles familles d'accueil afin de répondre à la variété des situations, comme l'accueil des fratries dans le même foyer, «une mission souvent difficile à réaliser», note l'intervenante.

«Quand on pense familles d'accueil, on imagine toujours des modèles à plein temps, où les enfants résident complètement dans leur nouveau foyer. En réalité, et le cas de la famille valaisanne rencontrée ci-dessus le prouve, il peut y avoir des accueils d'urgence, à court, moyen et long terme. Ou des accueils relais, c'est-à-dire concentrés sur des week-ends et des vacances. Toutes les vocations sont bienvenues pour pouvoir répondre à la variété des besoins!» ■ M.-P. G.

4 International

Charles Michel, le dépensier

SCANDALE Le président du Conseil européen invoque un contexte international qui a profondément changé pour justifier des déplacements nombreux et dispendieux. Sans convaincre

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES
@vdegraffenried

Charles Michel, un président du Conseil européen à tendance roitelet, pris dans une frénésie de voyage aiguë? C'est du moins l'image dont le principal concerné tente de se défaire. Epinglé récemment par *Le Monde* et *Politico* pour ses voyages «coûteux», «polluants», son «goût pour les avions privés», qui prendraient le dessus sur l'organisation des sommets, l'homme est en pleine contre-offensive médiatique. Mercredi, c'est dans plusieurs médias belges – *Le Soir*, *La Libre Belgique*, *De Standaard*, *Moustique*, *Sudinfo* et *RTL* – qu'il s'est justifié, pendant que les révélations et témoignages se poursuivent.

L'affaire n'est pas sans lien avec les rivalités grandissantes entre instances européennes. Personne n'ignore que les relations entre Charles Michel et la présidente de la Commission européenne, qui se partagent la représentation de l'UE à l'extérieur, ne sont pas des plus cordiales. Les bisbilles de l'organisation du récent Sommet UE-Ukraine à Kiev l'ont bien rappelé. Et surtout le «Sofagate» à Ankara, en avril 2021, lorsque Charles Michel s'est précipité sur le seul fauteuil à côté de Recep Tayyip Erdogan, laissant Ursula von der Leyen, debout, sonnée et pantoise.

Ainsi donc, attaqué sur plusieurs fronts, Charles Michel réagit. Dans *Le Soir*, il se défend contre

des propos «mensongers», un récit «biaisé» et semble désigner les coupables d'une sorte de cabale. Et si, à travers lui, c'était l'ambition internationale de l'Union européenne qui était visée? suggère-t-il, lui qui comme le président français juge qu'il ne faut pas suivre aveuglément les Etats-Unis. Et si le climat préélectoral y était aussi pour quelque chose?

«Il y a probablement une tentative de déstabilisation ou d'intimidation, qui me vise, moi d'une part, et qui vise aussi le Conseil d'autre part. Je crois que le rôle accru du Conseil et de l'UE sur la scène internationale peut déranger un certain nombre d'acteurs», fait-il savoir à *La Libre Belgique*.

«Il y a plus de missions, donc plus de dépenses»

CHARLES MICHEL DANS LE QUOTIDIEN BELGE «LE SOIR»

Climat panier de crabes ou pas, le président de l'aréopage des 27 chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE se défend d'exagérer avec ses frais de voyage, alors que ses déplacements aux quatre coins du monde donnent le tournis et alimentent bien des discussions à Bruxelles.

Charles Michel rappelle d'abord qu'il existe des règles strictes et



Le goût de Charles Michel pour les voyages est montré du doigt. «Il y a probablement une tentative de déstabilisation ou d'intimidation, qui me vise, moi, d'une part, et le Conseil, d'autre part», a déclaré le dirigeant européen pour se justifier. (BRUXELLES, 10 FÉVRIER 2023/JOHANNA GERON/REUTERS)

transparentes au Conseil. Il assure qu'il a toujours joué le jeu de produire les factures demandées par les journalistes. Les dépenses sont par ailleurs accessibles en ligne. En clair, il ne conteste pas les chiffres avancés. Mais leur interprétation. Pour rappel, *Politico* et *Le Monde* ont notamment révélé que dans le projet de budget 2024, les frais de déplacements de Charles Michel et du personnel qui l'accompagne seraient 30% supérieures à ceux de 2023, pour atteindre environ 1,9 million d'euros. Plusieurs Etats membres ont demandé des explications.

A titre de comparaison, les frais des voyages de la présidente de la Commission européenne et des 26 commissaires ont représenté en 2022 quelque 3,7 millions d'euros, indique *Le Monde*, le 9 avril. Charles Michel aussi dispendieux que près de 13 commissaires? Le président du Conseil s'en défend en évoquant notamment l'inflation.

«Du temps de ses prédécesseurs, son compatriote Herman Van Rompuy (2010-2014) et

le Polonais Donald Tusk (2014-2019), ces frais ne dépassaient pas 500 000 euros pour un budget total contenu sous le million d'euros. L'inflation ne peut expliquer à elle seule cette envolée», précise le journal français. *Le Monde* s'est procuré des factures et la palme du déplacement le plus coûteux concerne la Chine: 460 000 euros, le 1er décembre 2022, avec Luxaviation, pour aller rencontrer Xi Jinping.

Plutôt trop que pas assez

Dans son article du 23 mars, *Politico* remet aussi en cause ses méthodes de travail, évoque le «chœur croissant de mécontentement à l'égard de Charles Michel à Bruxelles» parce qu'il passerait davantage de temps en voyage qu'à préparer et diriger les sommets du Conseil européen. Après s'être entretenu avec des dizaines de sources, le média américain conclut que Charles Michel se retrouve aujourd'hui «isolé au sommet du Conseil européen, ses relations avec les gouvernements

nationaux qu'il est censé servir étant au plus bas».

Voilà qui a piqué Charles Michel au vif. Il contre-attaque, épaulé par son équipe de communication, tente de lisser son image. L'augmentation de ses voyages, et donc du budget qui va avec, se justifie par la «nécessité d'honorer une action internationale dans l'intérêt de l'Europe» alors que les crises se multiplient (pandémie de Covid-19, guerre en Ukraine...), insiste-t-il. «Que veut-on? Laisser monsieur Lavrov et les milices de monsieur Wagner se promener sur le continent africain pour porter leur narratif, sans être là pour occuper l'espace et défendre les intérêts de l'UE? Il y a plus de missions, donc plus de dépenses. Je ne conteste pas. Mais que veut-on? Pratiquer la chaise vide?» clame l'ex-premier ministre belge dans *Le Soir*.

Pour lui, aucune mission n'est inutile s'il s'agit de défendre les intérêts de l'UE, en consultation avec les Etats membres. Et de résumer: «Je préfère le reproche d'en

faire trop que pas assez!» Quid des accusations selon lesquelles il se concentrerait davantage sur son avenir professionnel – il quittera son poste actuel fin 2024, après les élections européennes – en multipliant les déplacements et rencontres que sur sa fonction présente? «Balivernes!» dénonce-t-il sur *RTL*.

Ses justifications n'ont pas empêché la publication de nouveaux témoignages jeudi. Les vanes sont ouvertes, les langues se délient. Charles Michel, qui comme président du Conseil européen a de fait le statut de chef d'Etat, est soupçonné de vouloir trop briller. Sur la défensive, il a tout intérêt à restaurer son image avant de quitter son mandat. Vu la vague de critiques, il y a fort à parier qu'il se fera un peu plus discret question voyages ces prochains mois.

Pendant ce temps, le chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell, d'ailleurs un peu éclipsé par l'omniprésence de Charles Michel, doit, lui, renoncer à un voyage en Chine. Il a attrapé le covid. ■

Joe Biden embrasse ses origines irlandaises et boude l'Angleterre

DIPLOMATIE Le président américain, très fier de ses origines, est en tournée sur la terre de ses ancêtres

ÉRIC ALBERT, LONDRES
@icilondres

La comparaison est difficile pour le Royaume-Uni. D'un côté, Joe Biden a passé quinze heures – dont une nuit – sur le sol britannique, en Irlande du Nord. Sa rencontre mercredi avec Rishi Sunak, le premier ministre du Royaume-Uni, a été expédiée lors d'un café de quarante-cinq minutes. Ce rendez-vous «bilatéral» était tellement bref qu'un conseiller du président américain l'a surnommé «bi-latte» (un latte étant un café au lait). Joe Biden n'a même pas pris le temps de passer par Londres ou d'essayer d'envoyer un signal diplomatique fort.

De l'autre côté, le président américain consacre actuellement trois jours à une grande tournée en République d'Irlande. Les efforts déployés dans ce pays de 5 millions d'habitants sont énormes: jeudi, il a rencontré le président irlandais, puis son premier ministre, avant de prononcer un discours devant les deux Chambres du parlement et d'être reçu à un grand dîner de gala au château de Dublin. La veille, il avait prononcé un discours dans un pub du comté de Louth,

sur la côte est du pays, d'où est originaire un de ses ancêtres. Ce vendredi, il continuera ce retour aux sources, rencontrant de lointains cousins dans le comté de Mayo, à l'ouest du pays, d'où vient une autre partie de sa famille. Les diplomates irlandais en seraient presque gênés. «Il vient presque en vacances, avec l'envie de visiter», reconnaît l'un d'entre eux.

En signant le livre des visiteurs dans la résidence du président irlandais, Joe Biden a résumé son sentiment d'une phrase: «Vos pas vous emmèneront là où se trouve votre cœur.» Ses ancêtres ont beau s'être exilés aux Etats-Unis au milieu du XIXe siècle – un arrière-arrière grand-père a émigré en 1850, un autre arrière-arrière grand-père en 1851 – le président américain est extrêmement fier de ses origines irlandaises. Le 14 février, lors de la Saint-Patrick, alors qu'il recevait le premier ministre irlandais, Leo Varadkar, à la Maison-Blanche, il racontait cette anecdote à propos de son grand-père: «A chaque fois que je sortais de sa maison à Scranton, en Pennsylvanie, où j'ai habité pendant un moment, il me regardait et me disait: Joey, rappelle-toi, la meilleure goutte de sang en toi est irlandaise.» L'actuel locataire de la Maison-Blanche est le deuxième président américain à être catholique, après John F. Kennedy, lui aussi d'origine irlandaise.

Formellement, sa visite se déroule à l'occasion du 25e anniversaire de l'accord du Vendredi-Saint, qui a mis fin en 1998 à trois décennies de guerre civile larvée en Irlande du Nord, faisant 3500 morts. Les Etats-Unis y avaient joué un rôle crucial. Bill Clinton – et surtout son envoyé spécial sur place, le sénateur George Mitchell – aidant les pourparlers entre unionistes (qui se définissent comme Britanniques) et nationalistes (qui se définissent comme Irlandais).

Propos ambigus

Aujourd'hui, les armes se sont tuées, mais la situation politique est dans l'impasse. Le gouvernement nord-irlandais, qui est normalement constitué d'une coalition entre partis unionistes et nationalistes, est suspendu depuis février 2022, le Brexit ayant complètement chamboulé le fragile équilibre qui régnait. Le Democratic Unionist Party (DUP), le principal parti unioniste, refuse de revenir y siéger depuis qu'une frontière commerciale a été introduite entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord (c'est-à-dire au sein même du Royaume-Uni).

Dans ces circonstances, Joe Biden a mis la pression. «J'espère que l'assemblée et le gouvernement [d'Irlande du Nord] seront bientôt restaurés. (...) C'est à vous de juger, pas à moi, mais j'espère

que ça arrivera.» Ses propos sont perçus comme trop partisans par les unionistes. Arlene Foster, ancienne leader du DUP et ancienne première ministre d'Irlande du Nord, affirme même «qu'il n'y a aucun doute» que Biden «déteste le Royaume-Uni».

Certes, l'étroite relation entre les Etats-Unis et l'Irlande n'est pas nouvelle. Environ 31 millions d'Américains sont partiellement descendants d'émigrés irlandais. Joe Biden était le quatrième président à s'exprimer devant le parlement irlandais, après John F.

Kennedy en 1963, Ronald Reagan en 1984 et Bill Clinton en 1995, qui y avaient tous des racines. Chaque année, la Saint-Patrick est un moment fort du calendrier diplomatique américain, avec des réceptions organisées à tous les niveaux à Washington. Mais l'actuel président semble avoir porté cet héritage à un autre niveau. Ce qui ne l'empêche pas, bien entendu, de commettre ses gaffes coutumières. L'an dernier, lors d'un discours, il avait lancé, pour faire rire: «Je suis peut-être Irlandais, mais je ne suis pas stupide.» ■

DOCUMENTS CLASSIFIÉS

«OG», mystérieux auteur de la fuite

La fuite de documents américains classifiés est l'œuvre d'un jeune homme ayant travaillé sur une base militaire. Il a partagé ses informations sur un groupe privé en ligne, selon le journal «Washington Post».

Le quotidien américain affirme dans un article publié mercredi avoir interrogé sous le sceau de l'anonymat deux membres du réseau social Discord où ont été publiés des centaines de pages de documents confidentiels, dont certains top secret ou concernant la guerre en Ukraine ou encore des alliés des Etats-Unis.

La fuite, qui fait l'objet d'une enquête criminelle de la part du Département américain de la justice, provient d'un homme ayant comme pseudonyme «OG». Il a régulièrement publié pendant des mois des centaines de pages copiées sur des documents dans la base militaire où il travaille, avance le journal, qui ajoute que la personne interrogée a refusé de préciser de quelle base il s'agissait. ■ ATS

En RDC, Alain Berset en terrain miné

VISITE Alain Berset est attendu aujourd'hui dans l'est de la République démocratique du Congo. Dans la région, en proie à une instabilité constante, les combats se sont intensifiés depuis près d'un an. Plus de 800 000 civils ont été déplacés

CAMILLE PAGELLA
@CamillePagella

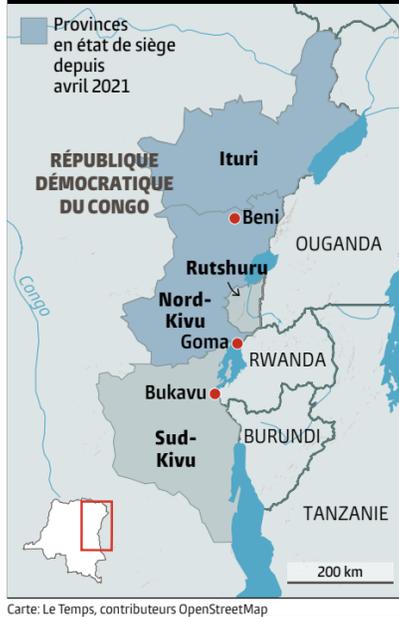
Alain Berset est devenu mercredi le premier président suisse à fouler le tarmac de l'aéroport international de Ndjili, à Kinshasa, pour une visite dans le plus grand pays d'Afrique subsaharienne: la République démocratique du Congo (RDC). Le programme? S'informer des activités suisses de promotion de la paix et d'aide humanitaire dans la région des Grands Lacs. Mais la rencontre s'inscrit principalement dans le cadre de la présence de la Suisse au sein de l'organe exécutif de l'ONU; à la mi-mai, Alain Berset présidera à New York une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la protection de la population civile dans les zones de conflits.

Vendredi, le président de la Confédération se rendra dans l'est du pays, une région gangrenée par la violence des conflits et où Kinshasa a déclaré l'état de siège. A Goma, la capitale de la province du Nord-Kivu, Alain Berset rencontrera les forces suisses qui participent à la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco), et dont le mandat a été prolongé d'une année en décembre dernier. Présente depuis près de 24 ans en RDC et forte de 16 000 hommes, la Monusco, la plus grande force de l'ONU déployée dans le monde, est aujourd'hui la cible d'une vague de critiques sans précédent dans le pays. Certaines de ses bases ont été le théâtre de manifestations sanglantes.

Tensions avec le Rwanda

«La présence de la Monusco est très contestée dans ces régions où elle n'arrive plus à assurer son mandat de stabilité et de protection des populations civiles. Ces dernières sont régulièrement les cibles d'attaques de groupes armés, notamment depuis la résurgence du Mouvement du 23 mars (M23), il y a 1 an», explique Didier Péclard, directeur du master en études africaines au Global Studies Institute de l'Université de Genève. Dans l'est, le Kivu Security Tracker, qui surveille la situation, a enregistré la présence de 120 milices armées. Parmi elles, les rebelles du M23 sont devenus la principale force à abattre pour l'Etat congolais qui accuse le Rwanda voisin de leur venir en aide. Des informations confirmées par un rapport confidentiel de l'ONU et des renseignements américains.

L'EST DE LA RDC, RÉGION SOUS TENSION



Carte: Le Temps, contributeurs OpenStreetMap

Kigali accuse de son côté l'armée congolaise de s'être alliée avec les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), un groupe à dominante hutue qu'elle considère comme les successeurs des responsables du génocide contre les Tutsis, en 1994. Depuis son retour en force, le M23 a conquis une large partie de la région du Rutshuru à l'est de Goma, souvent de manière sanglante: le 29 novembre dernier, au moins 131 personnes ont été tuées par balles ou à l'arme blanche dans la ville de Kishishe, désormais aux mains des rebelles. Selon l'ONU, plus de 800 000 personnes ont été déplacées à cause des combats dans la région.

Nouvelle coalition militaire et Wagner?

Sur le terrain, une force nouvelle s'est déployée pour épauler Kinshasa: une coalition militaire de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC), sous tutelle kényane et à laquelle participent aussi le Burundi, l'Ouganda et le Soudan du Sud. Pour l'instant, elle assure ne pas être offensive, mais tenter de ramener la stabilité dans la région, soit une mission similaire à celle de la Monusco. Et une tentative de prévoir sa suite? Pourtant, un retour rapide à la paix semble illusoire. Les appels au cessez-le-feu sont restés sans réponse et les tentatives de réconciliation

entre le président congolais, Félix Tshisekedi, et rwandais, Paul Kagame, inefficaces. De son côté, Kinshasa refuse pour l'instant toute négociation avec le M23. En janvier dernier, *Die Tageszeitung*, s'interrogeait également sur la possible présence des mercenaires de Wagner dans la région après la publication sur Twitter d'une photo de cadavres de combattants blancs tués par le M23. Le gouvernement congolais, qui a intensifié ses relations avec Moscou l'année dernière, avait jusqu'alors rejeté l'éventualité de faire appel à des mercenaires, dont Wagner, présent en Centrafrique voisine.

Revendications anciennes

Dans l'est de la RDC, le M23 n'est pas la seule milice responsable de l'instabilité. «Tout est imbriqué. C'est un puzzle qui a toujours été complexe et qui le devient de plus en plus à mesure que le temps passe», poursuit Didier Péclard. Tous ces groupes armés sont des expressions diverses de conflits qui sont liés à des revendications anciennes dont certaines datent de l'époque coloniale. Elles ont souvent une dimension foncière. L'ethnicité peut être une manière de mobiliser des troupes autour d'un combat, mais le réel problème tourne autour de la marginalisation historique d'un

«Tout est imbriqué. C'est un puzzle qui a toujours été complexe»

DIDIER PÉCLARD, GLOBAL STUDIES INSTITUTE DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

certain nombre de groupes sociaux à l'est de la RDC. La sécurité à l'est devrait aussi être un enjeu majeur des élections présidentielles promises par Félix Tshisekedi le 20 décembre prochain. Candidat à sa propre succession, il devra faire état de quelques succès pour avoir une chance après son élection entachée de fraudes en 2018.

Environ 40 millions de Congolais devraient être appelés aux urnes. Dans les provinces de l'est du pays, un recensement difficile a débuté. Face au président en exercice, les opposants jouent des coudes. Lors de sa visite dans l'est de la RDC, Alain Berset doit d'ailleurs s'entretenir avec Denis Mukwege, médecin militant des droits de l'homme et Prix Nobel de la paix, dont beaucoup estiment qu'il pourrait être un adversaire de taille pour Félix Tshisekedi. ■

Taiwan organise des exercices de simulation en cas de guerre

ASIE Dans un contexte de tensions croissantes avec la Chine, Taïpei a procédé jeudi à des entraînements en cas de frappes de missiles ou d'autres attaques. Pékin va par ailleurs interdire quelques heures dimanche toute navigation maritime au nord de l'île

ATS

MAIS ENCORE

La Cour suprême tranchera sur la pilule abortive

L'avenir de la pilule abortive aux Etats-Unis se décidera devant la Cour suprême: l'administration Biden a annoncé jeudi qu'elle saisirait le temple du droit pour contester les restrictions d'accès à ce cachet, décidées quelques heures plus tôt par une cour d'appel. (ATS)

Hausse des exécutions en Iran

Les exécutions judiciaires en Iran ont enregistré une hausse de 75% en 2022, avec 582 pendaisons, selon deux organisations de défense des droits humains qui dénoncent une «machine à tuer» visant à «instiller la peur» dans le pays. (AFP)

Plus d'un millier de volontaires ont participé jeudi à Taïwan à des simulations de frappes de missiles, d'explosion d'armes chimiques et d'attaque meurtrière dans une station de métro, après des exercices militaires chinois pour faire pression sur l'île.

Ces simulations ont eu lieu dans la ville de Taichung, mettant en action des secouristes se précipitant pour évacuer des blessés sur des civières et des mannequins censés représenter des morts qu'ils transportaient dans des sacs mortuaires.

«Je suis fier d'être Taïwanais et je crois en notre pays. Nous devons en savoir plus sur la prévention des catastrophes et la guerre», a déclaré Chang Weichen, 40 ans, un employé du gouvernement local. «Cela nous sera utile.»

Ces simulations de catastrophes surviennent dans un contexte de tensions entre Pékin et Taïpei.

La Chine va par ailleurs interdire quelques heures dimanche toute navigation maritime dans une zone située au nord de Taïwan, en raison de la «possible chute de débris de fusée», ont annoncé jeudi les autorités maritimes chinoises.

Le périmètre est situé à environ 160 kilomètres de Taïpei. Mercredi, le ministère taïwanais des Transports avait annoncé que la Chine imposerait également brièvement une zone d'exclusion aérienne au nord de l'île, en raison d'«activités spatiales». Selon le Ministère taïwanais des transports, Pékin avait à l'origine annoncé une fermeture pour trois jours, avant de modifier ses plans après des objections émises par Taïpei.

Interrogé sur ces mesures, un porte-parole de la diplomatie chinoise, Wang Wenbin, n'a fait aucun commentaire lors d'une conférence de presse. ■

EN BREF

Le sort de Bakhmout reste incertain

La Russie a affirmé jeudi bloquer les forces ukrainiennes dans Bakhmout et empêcher tout renfort d'y entrer, laissant entendre qu'elle était sur le point de prendre cette ville de l'est du pays, épicentre des combats depuis l'été dernier. Dans un commentaire à l'AFP, l'armée ukrainienne a immédiatement démenti, en assurant continuer à ravitailler ses troupes dans Bakhmout et y infliger quotidiennement des «pertes folles» à l'ennemi. L'AFP n'a pas pu vérifier ces déclarations de source indépendante. ATS

Le nombre de victimes augmente en Birmanie

L'attaque aérienne menée mardi par les forces gouvernementales birmanes dans la région de Sagaing, dans le centre du pays, a fait au moins 130 morts selon de nouvelles estimations parues dans plusieurs médias. Les Nations unies parlent d'au moins une centaine de morts tandis que CNN fait part de plus de 160 morts, citant un chiffre donné par un ancien député maintenant exilé. L'attaque a été «condamnée fermement» jeudi par l'Asean, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Les autorités n'ont pour l'heure donné aucun bilan de cette attaque. ATS

Un nouveau missile coréen alerte le Japon

La Corée du Nord a tiré jeudi un «nouveau type» de missile balistique, possiblement à combustible solide selon l'armée sud-coréenne, ce qui marquerait une avancée technologique et stratégique majeure pour le programme d'armement de Pyongyang. Ce tir a déclenché une brève alerte dans l'île nippone de Hokkaido (nord) avant que le Japon ne précise que le projectile n'avait pas frappé son territoire. Les missiles à combustible solide, que Pyongyang cherche depuis longtemps à mettre au point, sont plus stables et plus rapides à préparer pour un lancement. ATS

Le final risqué de la mobilisation française

SYNDICATS Les nombres de manifestants et de grévistes baissent alors que la décision des Sages sur la réforme des retraites est très attendue. Scénarios pour une fin de crise

PAUL ACKERMANN, PARIS
@paulac

Les oppositions et les syndicats français (en tout cas les plus radicaux) promettent que ce ne sera pas le point final d'une mobilisation de trois mois contre l'impopulaire réforme des retraites d'Emmanuel Macron. Ce jeudi, les Français ont encore une fois défilé et fait grève contre ce texte qui est passé en force au parlement il y a près d'un mois. Et ce vendredi en fin de journée, le Conseil constitutionnel doit rendre son verdict sur la validité du texte et du processus législatif.

Ce sera la dernière étape du «chemin démocratique» de la réforme, en tout cas du point de vue du camp macroniste. Mais des élus de gauche, surtout chez les Insoumis, ont d'ores et déjà fait savoir que la décision des Sages ne les empêcherait pas de continuer à demander le retrait de la réforme. Une petite musique sur l'illégitimité de cette instance, constituée d'anciens politiques et non de juristes, fait également son chemin. Même de la part de Marine Le Pen, dont la stratégie

est de rassurer sur son respect des institutions depuis le début de cette crise. Si elle assure que son parti respectera la décision du Conseil, elle a affirmé mercredi sur BFMTV qu'il faudrait peut-être repenser le mode de désignation de ses membres. De quoi instiller le doute.

Une affluence en légère décline

Ce jeudi, pour la 12e journée de mobilisation nationale, l'affluence était en décline. Mais accompagnée des habituelles violences. Le 6 avril, la 11e journée de mobilisation syndicale avait déjà réuni moins de monde que les précédentes. Selon le ministère de l'Intérieur, 380 000 manifestants ont défilé en France ce jeudi, contre 570 000 le 6 avril et 740 000 le 28 mars. Les syndicats annoncent quant à eux à peine plus d'un million de manifestants ce jeudi contre près de deux millions la semaine passée.

Côté blocages, l'essoufflement massif des grèves dans les transports, l'énergie ou l'éducation n'a pratiquement été contredite que par la CGT de la filière déchets de Paris qui a lancé un nouvel appel à la grève pour (re)faire des rues de la capitale une «décharge publique» à ciel ouvert.

La décision du Conseil constitutionnel peut mettre un terme à cette mobilisation en plein essouf-

lement mais aussi provoquer une radicalisation dans les jours qui suivront, comme le passage en force à l'Assemblée nationale l'avait fait, avec des nuits de violence dans plusieurs villes. La police a d'ailleurs annoncé jeudi matin qu'elle interdisait les manifestations autour du siège du Conseil constitutionnel jusqu'à samedi.

Si les Sages jugent que le processus qui a mené à l'adoption de la réforme n'est pas conforme à la Constitution, notamment à cause des procédures accélérées adoptées, le texte sera enterré. Mais ce scénario est jugé peu probable.

Par contre, une censure partielle, scénario jugé le plus probable, aurait des vertus, y compris pour le gouvernement. Un rejet des articles dits «sociaux», concernant l'emploi des seniors ou la pénibilité, qui pourraient être jugés déplacés dans un texte budgétaire, favoriserait une reprise des discussions entre exécutif et syndicats. L'idée serait d'envisager ensemble le retour de mesures sociales dans d'autres projets de loi, tout en permettant au gouvernement d'affirmer que le cœur de sa réforme, le passage de l'âge légal de 62 à 64 ans, est valide.

Les syndicats affirment que cette option ne leur convient pas, l'âge légal étant au cœur de la contestation. Ils défendent par ailleurs que la censure partielle enlève encore des arguments au

gouvernement sur l'équilibre de son texte. Ces organisations, surtout les plus modérées, seraient cependant en mauvaise posture pour maintenir le momentum de leur mouvement dans ce scénario.

Un dialogue promis

Emmanuel Macron a en tout cas promis pour la semaine prochaine un échange avec les syndicats «qui permettra d'engager la suite et de tenir compte» du verdict des Sages. L'exécutif est effectivement pressé de passer à l'après-réforme et multiplie les annonces et prises de parole dans ce sens. Les syndicats radicaux répondent déjà qu'ils ne viendront pas discuter si le retrait de la réforme n'est pas sur la table, les plus modérés affirmant qu'ils voudront tôt ou tard réinventer leur mode de mobilisation. Mais personne ne parle de point final.

Reste qu'en cas de validation totale ou partielle, une autre question doit être tranchée par les Sages: celle du référendum d'initiative partagée lancé par la gauche et qui pourrait bien être validé. Il donnerait ainsi aux opposants un nouvel objectif, une campagne qui durerait jusqu'à l'année prochaine et devrait passer par la récolte de 4,8 millions de signatures vérifiées en neuf mois, un objectif jamais atteint depuis l'entrée en vigueur de ce processus législatif en 2015. ■

Anne Hiltpold, l'ascension d'une héritière

GENÈVE La candidate PLR a créé la surprise au premier tour de l'élection au Conseil d'Etat. Face à ceux qui pointent son manque de charisme et de notoriété, la conseillère administrative à Carouge revendique une action politique de proximité

SYLVIA REVELLO
@sylviarevello

C'est la surprise du premier tour de l'élection au Conseil d'Etat genevois. Conseillère administrative à Carouge, la PLR Anne Hiltpold s'est placée en quatrième position. Pour ceux qui connaissent le parcours de cette élue de terrain qui a patiemment tissé sa toile, sagement attendu son heure avant de se lancer, ce résultat n'est en réalité qu'une demi-surprise. Ni frondeuse ni flamboyante, Anne Hiltpold cultive un style discret, nourri par un solide ancrage communal. Trop discret? Face à ceux qui pointent son manque de charisme ou de notoriété au niveau cantonal, elle revendique son action de terrain. Chez elle, pas d'envoies oratoires ou de grands débats philosophiques, mais une volonté de répondre aux préoccupations concrètes des citoyens.

«Je me suis laissée tenter»

Benjamine d'une dynastie radicalement, la candidate assume son héritage familial tout en relativisant son importance. Ancien maire de Carouge, son père lui a transmis le virus de la politique, certes, son frère n'est autre que l'ancien conseiller national Hugues Hiltpold et son cousin, Serge, siège au Grand Conseil, mais elle n'est pas qu'une héritière. «Mon nom m'a ouvert des portes en politique, mais ne m'a jamais garanti de siège. Mes élections et réélections, je ne les dois qu'à moi-même», affirme celle qui a fait son entrée au Conseil municipal de Carouge en 1999, puis à l'exécutif en 2015 avant d'être facilement réélue en 2020. Après des années en «zone de confort», saura-t-elle trouver sa place hors de son fief?

Si elle refuse le qualificatif de carriériste, Anne Hiltpold revendique une certaine ambition. Lors de la partielle de 2021, l'idée de se hisser à l'échelon cantonal la titille. «Au départ, j'avais peur de ne pas avoir la légitimité, n'ayant jamais siégé au Grand Conseil. Pour cette élection, j'ai été sollicitée par mon parti et je me suis laissée tenter», confie-t-elle, rappelant que la politique est aussi une question de timing. «Quand j'ai un objectif en tête, je fais tout pour y arriver.» Alors que ses chances d'être élue sont désormais réelles, la PLR de tout juste 50 ans, passion-



Anne Hiltpold: «Il existe une quantité de petits propriétaires qui payent énormément d'impôts et ne roulent pas sur l'or.» (GENÈVE, 1ER MARS 2023/MARTIAL TREZZINI/KEYSTONE)

née de course à pied, se verrait bien reprendre le Département de l'ins-truction publique, de l'aménagement du territoire, voire de l'économie.

«Son seul défaut, c'est d'être de droite!»

Mais quel est son profil? Difficile de la situer précisément au sein de son parti tant ses prises de position sont prudentes et souvent consensuelles. «C'est le genre d'élues de terrain pour lesquelles les considérations gauche-droite se trouvent reléguées au second plan et qui parviennent à convaincre au-delà de leur camp», rétorque le député PLR Cyril Aellen, qui la décrit comme une personnalité bossueuse et loyale qui ne se met pas en avant mais sait jouer le bon coup au bon moment.

Egalement avocate à la Chambre immobilière genevoise, Anne Hilt-

pold est souvent perçue comme la défenseuse des propriétaires. Elle milite notamment pour construire davantage de propriétés par étages dans le canton. Durant cette campagne, elle a également mis en avant sa fibre sociale, en prônant l'école dès 3 ans ou encore l'horaire continu censé faciliter la vie des parents. Défendre à la fois les préoccupations des plus précaires et les partisans du libéralisme économique, un grand écart difficilement tenable? «Je comprends qu'on puisse y voir un paradoxe mais je crois qu'on peut défendre le logement social pour ceux qui en ont vraiment besoin, tout en valorisant le retour au travail», répond l'intéressée. Quant au lobby immobilier qui étranglerait les locataires, elle refuse la caricature. «Dans le contexte de pénurie, il y a bien sûr des abus, mais on oublie souvent

qu'il existe une quantité de petits propriétaires qui payent énormément d'impôts et ne roulent pas sur l'or.»

Son positionnement modéré est-il électoraliste? Pas si on en croit ceux qui la côtoient à la mairie de Carouge, où elle est notamment chargée du Département de la petite enfance et du social. A l'image du petit miracle de la cité sarde, où droite et gauche semblent vivre en bonne intelligence, Anne Hiltpold fait l'unanimité. «Depuis 2015, il n'y a pas eu de sujets de discorde majeurs. Nous avons toujours réussi à trouver des solutions qui conviennent à tous», salue la conseillère administrative socialiste Stéphanie Lammar. «Quand elle nous a annoncé sa candidature, je lui ai dit qu'en cas d'élection je la regretterai.» La candidate PLR n'a-t-elle donc aucun défaut? «Son seul

défaut, c'est d'être de droite» sourit Stéphanie Lammar.

Le conseiller national vert Nicolas Walder, qui a travaillé à ses côtés durant cinq ans, vante lui aussi son sens de la collégialité et du consensus, sa personnalité sérieuse et à l'écoute. S'il confirme l'existence d'une fibre sociale chez son ancienne collègue, il pointe le dilemme de la droite libérale dans lequel Anne Hiltpold est engluée comme d'autres avant elle. «Elle affirme vouloir baisser les impôts, mais comment ne pas le faire au détriment des prestations?» questionne-t-il.

«On ne la sent pas passionnée»

Egalement vice-présidente à la FASE (Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle), Anne Hiltpold siège avec le président

Charles Beer, qui la décrit comme un «bras droit fiable». Alors que la fondation est empêtrée dans le dossier complexe du report de charges entre canton et communes, l'ancien conseiller d'Etat socialiste affirme avoir toujours pu compter sur elle durant ces négociations. «Au-delà de ses intérêts en tant que représentante d'une commune et membre de l'ACG, elle a toujours fait passer la jeunesse avant tout», ajoute-t-il. Si Charles Beer concède qu'elle n'a ni le profil d'une «batteuse d'est-trade ou de tribunitienne», il souligne qu'elle sait écouter et décider le moment venu.

«Mon nom m'a ouvert des portes en politique, mais ne m'a jamais garanti de siège»

ANNE HILTPOLD, CANDIDATE AU CONSEIL D'ETAT

Au sein du Conseil municipal, certaines voix se montrent plus critiques. On pointe un manque d'envergure et de passion, des interventions molles et peu visionnaires. «On ne la sent pas passionnée, elle suit la ligne de son parti, mais ne va pas se battre pour ses idées», glisse un ancien élu.

Face à sa colistière Nathalie Fontanet, qui a survolé le premier tour, Anne Hiltpold a effectivement pu apparaître comme effacée, moins sûre d'elle. Elle-même se décrit comme quelqu'un de gentil. «J'ai des amis de tout bord politique qui m'apprécient», revendique-t-elle. A-t-elle le cuir assez épais pour le poste? L'intéressée se dit prête à tout, même à prendre des coups. Elle évoque en exemple la réforme de la caisse de pension de la commune en 2020. «C'était difficile à faire passer, parce que les employés allaient devoir cotiser plus pour toucher moins, mais au final ils ont apprécié qu'on assume nos décisions», souligne-t-elle avant de conclure. «Me battre ne me fait pas peur, tant que c'est avec honnêteté.»

Ces deux prochaines semaines, nous dressons le portrait de nouveaux candidats au Conseil d'Etat genevois. Voici le premier volet.

A Vevey, la fin du buffet de la gare avive la peur de l'uniformisation

COMMERCES Après dix-sept ans, le patron du Buffet Express jette l'éponge. Une disparition qui suscite l'émotion et des réactions politiques. Elle reflète aussi l'évolution des habitudes de consommation des usagers

CÉLINE ZÜND
@celinezund

Il n'a rien du buffet de la gare iconique, avec nappes blanches et mets de brasserie au menu. Mais, malgré son décor désuet, sa carte minimaliste et ses abords bruts, ou peut-être grâce à cela, le Buffet Express, à Vevey, s'est construit discrètement, au fil des ans, une clientèle fidèle. Voyageurs de passage côtoient ouvriers, retraités, chauffeurs de taxi ou jeunes fêtards au bout de la nuit. «Ils m'appellent le papy, ou le boss, sourit le patron Philippe Carita. Le matin, je suis le premier ouvert. Parfois il faut faire la police, ou nettoyer les débris. Quel que soit le repreneur, je doute qu'il fasse cela.»

Car le tenancier du petit bistrot, essoré, s'apprête à fermer en juin. On ignore qui sera le futur locataire mais les spécula-

tions vont bon train, avec une certitude parmi une population trop habituée à voir les gares s'uniformiser: ce sera une chaîne, comme ailleurs.

«Non, ça ne va pas!»

Dans un climat teinté de défiance à l'égard des CFF, l'annonce suscite de l'émotion, à Vevey, où l'on (re)découvre ce petit bistrot ouvert 7j/7, du matin au soir, devant lequel la plupart des pendulaires passent sans le voir. Des élus s'en mêlent. Dans un communiqué, le parti décroissance alternative (da.) dénonce «les ravages» d'une exigence de rentabilité qui «transforme les gares en centres commerciaux». La gauche radicale veveysanne souligne encore la perte d'un lieu refuge, pour une clientèle «populaire et souvent peu argentée».

Car le Buffet Express joue aussi un rôle social que peu d'établissements commerciaux endossent, en laissant un coin de table aux SDF et aux toxicomanes, qu'ils soient accros au ballon de blanc ou à la cocaïne. «Philippe a réussi à construire un vrai tissu social, qui doit garder sa place au centre. Surtout dans un gros village comme Vevey», glisse Jean-Fran-

çois, retraité, assis comme chaque matin sur la banquette traversante du bistrot, un journal posé devant lui.

Pour beaucoup, l'attachement au lieu repose sur la personnalité de Philippe Carita. L'homme fin, yeux noisette cerclés de lunettes rectangulaires, n'hésite pas à lâcher un «non, ça ne va pas!» sonore à travers la terrasse, quand un client lui pose la question. En retour, il est capable de passer «des heures à

«Les gares sont aussi des espaces démocratiques et de rencontre»

SONIA LAVADINHO, DIRECTRICE DE BFLUID

écouter», derrière son comptoir. Depuis qu'il a fait part de ses difficultés dans le 24 heures, le patron de 58 ans reçoit quantité de messages de soutien. «Mon histoire, c'est David contre Goliath», dit-il. Après la rénovation de la gare, les CFF

renouvellent le bail du Buffet Express en 2018, moyennant une augmentation de loyer de plus de 60%, selon le tenancier. Puis vient la Fête des Vignerons, une aubaine, rapidement suivie d'un coup de massue: le Covid-19. «Bien sûr, il y a eu des aides. Mais une partie de ma clientèle n'est jamais revenue», explique Philippe Carita. Les hausses des coûts de l'énergie s'ajoutent aux difficultés. Son affaire périclète. Las, il annonce son départ et propose un nouveau candidat à même de reprendre son fonds de commerce. Mais les CFF préfèrent signer un contrat avec un autre acteur. «Ils m'ont juste dit qu'il s'agit d'une chaîne.»

Un rôle social et de cohésion

Du côté des CFF, on ne divulgue pas le nom du repreneur. La compagnie ferroviaire relève toutefois les exigences élevées pour les restaurateurs, qui doivent s'adapter aux changements de comportement de consommateurs plus pressés: «Auparavant, il n'y avait qu'un train par heure. Aujourd'hui, les clients profitent d'un horaire cadencé, et leurs habitudes ont changé: tout doit aller plus vite! C'est difficile à tenir pour certains petits com-

merces locaux», ajoute Frédéric Revaz.

Pour Sonia Lavadinho, géographe, anthropologue et directrice du bureau d'expertise en mobilité et développement territorial Bfluid, les CFF ont des efforts à fournir pour faire des gares «de vrais écosystèmes offrant un mélange entre commerces indépendants et grandes enseignes, entre lieux de séjour court et long. Ce n'est pas évident de trouver le bon équilibre, surtout avec des acteurs indépendants imprévisibles. Mais les gares ont intérêt à développer une personnalité plus forte, plutôt qu'un paysage monotone. Ce sont des lieux d'entrée dans une ville.»

Un intérêt qui touche à l'image, mais pas seulement. «Les gares ne sont pas que des lieux de transport. Ce sont aussi des espaces démocratiques et de rencontre. Elles jouent un rôle dans la cohésion et le maintien d'un tissu social, ajoute Sonia Lavadinho. En privilégiant les flux de passagers, elles se déshumanisent. La présence de lieux où l'on s'arrête, on échange, apaise l'espace public. Comme un ingrédient dans une mayonnaise, l'agencement des commerces a un effet liant.»



Karin Keller-Sutter lors de la session extraordinaire des Chambres fédérales, convoquée pour débattre des décisions financières du gouvernement pour le sauvetage de Credit Suisse. (BERNE, 12 AVRIL 2023/ALESSANDRO DELLA VALLE/KEYSTONE)

Karin Keller-Sutter fustigée par la gauche

CONSEIL FÉDÉRAL Même si le Conseil national lui a infligé une grosse déconvenue sur le dossier Credit Suisse, la majorité bourgeoise refuse de lui attribuer la responsabilité de l'échec

PHILIPPE BOEGLIN, BERNE
 @BoeglinP

Elle rêvait de devenir ministre des Finances, et l'on peut se demander aujourd'hui si elle s'en mord les doigts. Après avoir repris cette année le poste clé de grande argentière, dotée du pouvoir de couler ou de valider les dépenses de ses six collègues au Conseil fédéral, Karin Keller-Sutter se débat avec une crise soudaine, le fiasco Credit Suisse. A la mi-mars, la libérale-radical a dû activer la procédure d'urgence, pousser l'autre grande banque UBS à racheter son éternelle rivale au bord du gouffre, et mettre à disposition 109 milliards de francs de garanties. Un pactole que le Conseil national a rejeté cette semaine, sous l'impulsion des Vert-e-s, des socialistes et de l'UDC. La décision devrait rester sans effet juridique, législation d'urgence oblige. Mais elle prive la ministre et le gouvernement de l'assentiment parlementaire.

«Donneuse de leçons»

Karin Keller-Sutter essuie un lourd revers politique. Personnalité forte du gouvernement, friande d'influence, la voici confrontée à une réalité: une des deux Chambres fédérales (et donc formellement le parlement) la conteste sur l'une des plus grandes affaires du moment. «C'est tout de même l'une de ses plus grandes défaites», remarque Thomas Aeschi (ZG), chef du groupe parlementaire UDC. Difficile de prédire si cela peut l'affaiblir durablement, mais «sa position est plus compliquée que ce qu'elle a connu jusqu'ici», estime Lisa Mazzone (Les Vert-e-s/GE), vice-présidente du groupe parlementaire écologiste qui s'interroge également: «Va-t-elle revoir sa méthode de travail et davantage chercher à intégrer les avis divergents?» En effet, l'attitude dominante de Karin Keller-Sutter a cassé de la vaisselle. Certains déplorent un excès de

rigidité vis-à-vis du parlement, un côté sec et «donneur de leçons».

Dans le débâcle de Credit Suisse, elle ne porte pas de responsabilité directe. En fonction aux Finances depuis janvier, elle a repris une situation désespérée, dans laquelle son prédécesseur UDC, Ueli Maurer, n'avait pas jugé bon d'intervenir. L'option choisie pour le sauvetage de l'institut financier n'est que peu contestée. C'est plutôt le «service après-vente» qui a fait tousser.

Ainsi, l'ordonnance rédigée pour la reprise de Credit Suisse par UBS annihile tout recours à la loi sur la transparence, qui permettrait de prendre connaissance des documents liés à l'opération. S'y ajoute la nomination d'un expert de l'Univer-

«Elle a combattu la CEP en coulisses, ce qui a incité le Conseil des Etats à traîner les pieds»

ROGER NORDMANN, CONSEILLER NATIONAL

sité de Saint-Gall afin d'analyser les événements, expert partiellement financé par... Credit Suisse. Et pour couronner le tout, le flou a plané sur les intentions de la ministre concernant l'intronisation d'une Commission d'enquête parlementaire (CEP), destinée à faire la lumière sur le fiasco. «Elle a combattu la CEP en coulisses, ce qui a incité le Conseil des Etats à traîner les pieds», affirme Roger Nordmann (VD), chef du groupe parlementaire socialiste. Une attaque radicalement démentie par des soutiens de la ministre: celle-ci a assuré publiquement qu'elle respecterait la volonté du parlement en cas de CEP.

Roger Nordmann n'avale pas le positionnement de la ministre. «C'était le moment de s'engager pour de nouvelles mesures, de devenir une femme d'Etat et de recadrer sèchement les grandes

banques. Malheureusement, elle n'a pas été capable de sortir de la technocratie et de ses ordonnances, de son rôle de sage représentante des grandes entreprises au Conseil fédéral.» A sa gauche, la Verte Lisa Mazzone observe que «le constat qui prédomine est celui d'un manque de sensibilité. On sauve une banque sans poser de conditions solides aux crédits engagés, en tardant à régler la question des bonus, sans feuille de route concernant les emplois».

Soutien dans le camp bourgeois

La libérale-radical Karin Keller-Sutter trouve du soutien dans le camp bourgeois. Président des vert'libéraux, Jürg Grossen (BE) salue ses déclarations «authentiques et honnêtes durant la session parlementaire. Elle n'a pas fait de promesses impossibles à tenir, malgré la pression mise par le PS». A l'UDC, pourtant détractrice de l'enveloppe de 109 milliards, Thomas Aeschi assure que «notre refus n'a rien à voir avec Karin Keller-Sutter, nous aurions fait la même chose avec Ueli Maurer ou Alain Berset». Le parti conservateur a voté non sur la base de motifs matériels: législation *too big to fail* inadaptée, abus du droit de nécessité par le Conseil fédéral et échec d'organes, comme l'autorité de régulation des marchés financiers (Finma). «En règle générale, la collaboration entre l'UDC et Karin Keller-Sutter est bonne», poursuit-il, l'applaudissant pour sa ligne stricte sur la migration et les dépenses publiques.

Ayant soutenu Karin Keller-Sutter, les partis du centre droit pestent sur l'alliance contre-nature entre la gauche rose-verte et la droite dure. D'après eux, ces formations en profitent pour marquer leur protestation à six mois des élections fédérales et attirer des suffrages. Le Centre et le Parti libéral-radical les ont ainsi traités «d'irresponsables». Un haut fonctionnaire parle même de «bazar». Le président des vert'libéraux Jürg Grossen est tout autant fâché. «Le PS a commencé par donner son accord à un compromis, puis a exigé des garanties supplémentaires. Il cherchait en fait à dire non pour donner un signal en année électorale. C'est inacceptable. L'enjeu est trop important.»

Pas encore de réponse sur la création d'une CEP

PARLEMENT Les Chambres recourent-elles à une Commission d'enquête parlementaire pour éclaircir les faits qui ont conduit à la débâcle de Credit Suisse? Cette question ne sera pas tranchée avant le mois de juin

MICHEL GUILLAUME, BERNE
 @mfguillaume

La colère et l'impuissance ont marqué la session parlementaire extraordinaire du parlement qui s'est achevée mercredi en queue de poisson, le Conseil national ayant refusé à deux reprises d'entériner l'accord conclu par le Conseil fédéral sur la reprise de Credit Suisse par UBS. Une importante question, qui ne sera tranchée qu'en juin en plénum, est restée sans réponse. Pour éclaircir les faits, les Chambres recourent-elles à une Commission d'enquête parlementaire (CEP)? Ou se contenteront-elles de solliciter leurs commissions de gestion? La première a plus de pouvoir, mais les secondes présentent l'avantage de disposer d'une infrastructure déjà en place. Elles pourraient ainsi commencer à travailler plus vite.

exergue «le pilotage déficient» du Conseil fédéral, par ailleurs informé beaucoup trop tardivement. Dans le cas actuel de Credit Suisse, Pierre-François Veillon privilégie donc le recours à la Commission de gestion par rapport à une CEP. «C'est plus rapide à mettre en place, car cette commission de surveillance a déjà son secrétariat. Elle dispose, de plus, des mêmes compétences qu'une CEP», argumente l'ancien conseiller d'Etat vaudois.

Deux historiens favorables

L'historien et essayiste Josef Lang, ancien conseiller national (Les Vert-e-s/ZG) n'est pas d'accord. «Une CEP, disposant de sa propre infrastructure, a plus de poids politique. Elle peut obliger tout le monde à témoigner, contrairement à la Commission de gestion. Dans l'affaire du logiciel espion de Crypto, les présidents de l'entreprise n'ont pas été auditionnés», relève-t-il. Il constate d'ailleurs que toutes les CEP ont marqué l'histoire suisse. «La CEP sur les Mirage a mis un terme à la toute-puissance de l'armée suisse. Et celle sur le DFJP a révélé l'immense scandale des fiches, comme pour faire écho à la devise de Picasso: «Je ne cherche pas, je trouve.»

Autre historien qui plaide pour une CEP sur Credit Suisse: Marc Perrenoud, ancien membre de la Commission indépendante d'experts (Commission Bergier) ayant enquêté sur l'économie suisse durant la Deuxième Guerre mondiale. «Il faut que cette CEP ait un maximum de pouvoir, sinon son travail ne sera qu'un exercice alibi.» Marc Perrenoud déplore l'opacité des banques, qui n'ont ainsi pas voulu rendre publics les documents de leurs archives relatives à leurs activités durant la guerre. «La Suisse n'a pas tiré les conséquences du développement de la place financière, de sorte que le Conseil fédéral se trouve toujours dans la situation de jouer les pompiers en cas de problèmes».

Une chose est sûre. «La CEP n'est pas un tribunal pénal», souligne Moritz Leuenberger, qui lui avait dirigé en 1989 la CEP sur les circonstances ayant conduit à la démission de la conseillère fédérale Elisabeth Kopp. Dans cette enquête sur son Département de justice et police, elle avait critiqué les agissements «politiquement inacceptables» de la conseillère fédérale Elisabeth Kopp. Mais par la suite, celle-ci avait été blanchie par le Tribunal fédéral. ■

«La commission sur les Mirage a mis un terme à la toute-puissance de l'armée suisse»

JOSEF LANG, HISTORIEN ET ESSAYISTE

Lors du sauvetage d'UBS par l'Etat en 2008, le Conseil national et le Conseil des Etats s'étaient livrés durant plusieurs mois à un long bras de fer à ce sujet. Alors que la Chambre du peuple avait dit oui à une CEP à une large majorité, le sénat s'y était opposé, préférant attendre les conclusions d'un groupe de travail ad hoc composé de 20 membres des deux Commissions de gestion.

Son président d'alors avait été Pierre-François Veillon (UDC/VD), qui estime aujourd'hui que c'était une bonne solution. «Nous avons travaillé très intensément durant un an jusqu'en mai 2010 et le parlement a été très content de notre enquête», se rappelle-t-il. Dans son rapport final de plus de 200 pages, cette commission ad hoc avait mis en

PUBLICITE

EN BREF

Faux mails de la police vaudoise

La police vaudoise met en garde contre de faux mails qui émanent prétendument de la police. L'arnaque commence par une convocation à Lausanne pour une «enquête de routine» et se termine par une demande d'argent. Il ne faut en aucun cas y répondre, ni donner suite. Elle rappelle que les services étatiques (suisses et européens) n'utilisent jamais de mail @gmail ou @hotmail. ATS

Une coprésidence pour les cantons

La Conférence des directrices et directeurs des départements, cantonaux de justice et police (CCDJP) sera à l'avenir dirigé pour la première fois par une coprésidence. Les ministres des cantons de Neuchâtel et Nidwald Alain Ribaux respectivement Karin Kayser-Frutschi succèdent à leur collègue saint-gallois Fredy Fässler, en convalescence. ATS

8 Carnet du jour

DEUIL

C'est avec une profonde tristesse et émotion que nous faisons part du décès de

MONSIEUR MICHEL BONJOUR

qui s'est endormi paisiblement, à l'âge de 88 ans, dans l'après-midi du 10 avril 2023.

Son épouse: Monique **Bonjour Cabannes**
 Son fils, sa femme et leur fille: Eric et Sylvie **Bonjour**, Luna **De Araujo Almeida** et sa famille
 Son fils : Alain **Bonjour**
 Ses petites-filles: Chloé **Bonjour**
 Lola **Bonjour**
 Sa belle-sœur: Mirielle **Bonjour-Stauffer**

Ses nièces, neveux et leurs familles, les familles parentes, alliées et amies.

La cérémonie aura lieu le lundi 17 avril à 14h15, au temple protestant, rue des Remparts 1, à La Tour-de-Peilz.

Domicile de la famille: Mme Monique Bonjour, ch. du Crêt-à-l'Aigle 5, 1814 **La Tour-de-Peilz**.

Un grand merci au personnel de L'Etoile du Matin à Jongny, pour son aide, son soutien et les soins apportés lors de son séjour dans l'établissement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

CONVOIS FUNÈBRES

LAUSANNE

11 h: **M. Pierre Lequet**; centre funéraire de Montoie, chapelle B.
 15 h: **M^{me} Liesl Graz Eschenheimer**; Christ Church, avenue Eglise-Anglaise.

15 h: **M. Paul Ramuz**; centre funéraire de Montoie, chapelle B.

16 h: **M. Marcos Torrecillas**; centre funéraire de Montoie, chapelle A.

VAUD

Cheseaux-sur-Lausanne – 13 h 30: **M^{me} Janine Goley-Buffa**; temple.

Gollion – 16 h: **M. Jean Wittwer**; restaurant Casque d'Or.

Grandson – 14 h: **M. Raymond Maillard-Landi**; temple.

La Tour-de-Peilz – 14 h: **M^{me} Trudy Gaillard-Haug**; cimetière de Vassin.

Morges – 14 h: **M^{me} Eliane Bezençon-Etter**; temple.

Vevey-Corsier – 14 h: **M^{me} Arlette Delavy-Brocard**; église Saint-Jean.

Villars-le-Terroir – 14 h 30: **M. Bruno Scherb**; église Saint-Nicolas.

FRIBOURG

Courtion – 14 h 30: **M^{me} Cécile Riedo-Meuwly**; église Saint-Marcel.

Fribourg – 14 h: **M^{me} Serafina Russo-Cirinà**; église Saint-Maurice.

Torny-Le-Petit – 14 h 30: **M^{me} Gisèle Baudois-Rossier**; église.

VALAIS

Ardon – 17 h: **M. Bernard Molk**; église.

Martigny – 14 h: **M. Christian Bugnon**; église évangélique de Réveil Source de Vie, rue de la Moya 1.

Miège – 16 h 30: **M^{me} Gilberte Mounir**; église.

Sierre – 10 h 30: **M. Pietro De Ieso**; église Sainte-Catherine.

JURA

Boncourt – 11 h 30: **M. Joseph Millar**; Domaine de Mont-Renaud, rte de Mont-Renaud 21.

Courrendlin – 14 h: **M^{me} Valérie Champion**; église.

Les Breuleux – 14 h: **M. Honoré Chaignat**; église.

Mervelier – 14 h: **M. Jean-François Fleury**; église.

JURA BERNOIS

Perrefitte – 14 h 30: **M^{me} Magali Zampedri-Neukomm**; halle de gymnastique.

GENÈVE

Confignon – 11 h: **M. André Vuilleumet**; église.

Genève – 10 h: **M. Mauro De Araujo Ferreira**; église Sainte-Clotilde.

Genève – 10 h 30: **M. Giorgio Brianti**; église Saint-Paul.

Genève – 13 h 30: **M. Jean-Dominique Romero**; centre funéraire de Saint-Georges.

Genève – 14 h 15: **M^{me} Madeleine Penseyres**; centre funéraire de Saint-Georges.

Genève – 15 h 45: **M^{me} Maria-Rosa Pizzatti**; centre funéraire de Saint-Georges.

Genève – 16 h: **M^{me} Anne-Marie Montaño Moret**; centre funéraire de Saint-Georges.

Le Petit-Saconnex – 10 h: **M^{me} Anneliese Kreuzer**; église Jean XXIII.

Vésenaz – 14 h: **M^{me} Liliane Schneider**; église.

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE

Urgences santé/Ambulances: Tél. 144

Police Secours: Tél. 117

Sauvetage du lac: Tél. 117

Pompier: Tél. 118

Secours routier: Tél. 140

La Main tendue: Tél. 143

Centre d'information toxicologique: Tél. 145

Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147

REGA: Tél. 1414

Air Glaciers: Tél. 1415

HÔPITAUX ET CLINIQUES

GENÈVE

HUG: Tél. 022 372 33 11

HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20

HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36

HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00

HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55

HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62

HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42

HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00

Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11

Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50

Centre Médical Eaux-Vives: 022 737 47 47

Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45

Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44

Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15

Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11

Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77

Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55

Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00

Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35

Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour)

Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV)

SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50

SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64

VAUD

CHUV: Tél. 021 314 11 11

Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84

Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11

Centre téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133

Centre de la main: Tél. 021 314 25 50

Clinique Cécil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00

Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39

Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69

Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33

Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99

Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44

Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11

Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11

Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18

Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12

Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11

Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11

Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00

Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64

Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61

Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Oex: Tél. 026 923 43 43

Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60

Permanence Unisanté-Flon: Tél. 021 314 90 90

Hôpital intercantonal de la Broye, Payerne: Tél. 026 662 80 11

FRIBOURG

Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00

NEUCHÂTEL

Hôpital Pourtalès: Tél. 032 713 30 00

Hôpital La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 967 21 11

Hôpital de la Providence: Urgences médicales et chirurgicales

Tél. 032 720 30 46

Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 930 30 00

Clinique Montbrillant, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 910 04 00

VALAIS

Hôpital de Sion: Tél. 027 603 40 00

Hôpital de Sierre: Tél. 027 603 70 00

Hôpital Martigny: Tél. 027 603 90 00

Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12

Permanence médicale du Chablais: Route de Morgins 54, Monthey, 058 773 11 46, ouverte du lundi au vendredi de 9h à 18h, avec ou sans rendez-vous.

JURA

Hôpital de Delémont: Tél. 032 421 21 21

Hôpital de Porrentruy: Tél. 032 465 65 65

ADRESSES DE POMPES FUNÈBRES EN SUISSE ROMANDE

GENÈVE

Pompes Funèbres Officielles Ville de Genève: Tél. 022 418 60 00

Pompes Funèbres Générales Genève SA: Tél. 022 342 30 60

A. Murith SA: Tél. 022 809 56 00

VAUD

Pompes Funèbres Officielles de la Ville de Lausanne: Tél. 021 315 45 45

Blanchet & Wiesmann SA: Renens, Tél. 021 636 13 13

Cossonay-Ville: Tél. 021 861 13 13

Nyon: Tél. 022 362 33 33

Cassar Pompes Funèbres SA: Lausanne: rue du Tunnel 7, Tél. 021 329 08 10.

Aigle: tél. 024 466 46 56

Aubonne: Tél. 021 808 62 88

Bex: tél. : 024 463 35 79

Carrouge: Tél. 021 903 26 24

Corcelles-le-Jorat: Tél. 021 903 18 69

Château-d'Oex: Tél. 026 924 40 00

Chexbres: Tél. 021 946 24 01

Echallens: Tél. 021 882 23 35

Froideville: Tél. 021 881 15 20

Goumoens-la-Ville: Tél. 021 881 56 94

La Tour-de-Peilz: Tél. 021 944 00 54

Le Mont-sur-Lausanne: Tél. 021 653 06 12

Mézières: Tél. 021 903 23 38

Montreux: Tél. 021 964 46 46

Morges: Tél. 021 801 06 08

Morrens: Tél. 021 731 16 55

Moudon: Tél. 021 905 28 28

Nyon: Tél. 022 361 80 10

Orbe: Tél. 024 441 15 55

Oron-la-Ville: Tél. 079 398 80 15

Rolle: Tél. 021 825 50 60

Villeneuve: Tél. 021 960 30 20

Vuibroye: Tél. 021 907 79 18

Yverdon-les-Bains: Tél. 024 425 27 27

Eggs F. & Fils: Territet, av. de Chillon 74, Tél. 021 963 44 24

Fischer Manfred Sàrl: Chavornay, le Verneret 27A, Tél. 024 441 13 38

Floridauil: Lausanne, av. William-Fraisse 1, Tél. 021 616 05 97

Funeradog: Pampigny, rte de la Moutonnerie 3A, Tél. 021 800 08 33

Funesta: Aigle, rue de Jérusalem 2, Tél. 024 471 91 91

François Schneider et fils, Yverdon-les-Bains et environs: rue du Buron 2, Tél. 024 425 73 43.

Gaillard et Pittet SA pompes Funèbres: Morges, av. de Vertou 8, Tél. 021 801 23 43

Bière: Tél. 021 809 51 60

Nyon: Tél. 022 361 05 05

Perron: Tél. 021 825 30 40

Gavillet SA Pompes funèbres: Montreux, avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 27 32

Vevey: Tél. 021 922 89 11

Générales SA: Montreux, avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 10 43

Vevey, boulevard Paderewski 12, Tél. 021 922 89 13

Le Sépey, route de Leysin 35, Tél. 024 491 18 51

Echallens, Grand-Rue 7, Tél. 021 882 20 22

Lucens, avenue de la Vignette 25, Tél. 021 906 60 44

Lausanne, rue du Maupas 6, Tél. 021 342 20 20

Pérusset SA: Orbe, rue Sainte-Claire 8, Tél. 024 441 32 78

Pompes Funèbres de la Riviera: Vevey, avenue Mayor-Vautier 22, Tél. 021 922 69 00

Clarens: Tél. 021 961 11 12

La Tour-de-Peilz, Tél. 021 944 50 80

St-Légier-La Chiesaz, Tél. 021 943 53 00

Pompes Funèbres de Saint-Laurent SA: Moudon, rue du Temple 6, Tél. 021 905 12 00

NEUCHÂTEL

Wasserfallen Pompes Funèbres: faubourg du Lac 11, Tél. 032 725 40 30.

Flühmann-Evard: rue de la Maladière 16, Tél. 032 725 36 04

La belle-dame, un voyage au long cours

INSECTES Le papillon diurne, commun dans toute la Suisse pendant la belle saison, est un voyageur infatigable, franchissant le Sahara à la fin de l'automne. Des sites de reproduction viennent d'être décrits en Côte d'Ivoire, au Bénin ou encore au Cameroun

AURÉLIE COULON
@AurelieCoulon

Il a atteint les Alpes et arrive en Suisse. Le papillon belle-dame, aussi appelé vanesse des chardons (*Vanessa cardui*), a été repéré en Espagne et en Italie, où il commence à se reproduire. Ce joli lépidoptère est commun en Europe pendant la belle saison. Chaque année, le printemps annonce son grand retour, parfois massif comme en témoignait déjà la *Gazette de Lausanne* le 21 juin 1949: «Ces apparitions, isolées tout d'abord, ont crû en nombre tels les lundi et mardi 13 et 14 juin: notre pays a été envahi d'une véritable migration de ce lépidoptère. [...] On a pu voir les belles-dames cingler à travers le pays, à toute vitesse, toujours dans la même direction, en général du sud-ouest vers le nord-est, à une allure supérieure parfois à 30 km à l'heure. On a vu passer jusqu'à trois à cinq papillons en une seule minute, au moment de la plus forte densité de l'essaim.»

«Tous ces déplacements sont importants aussi pour les écosystèmes traversés»

GERARD TALAVERA, SPÉCIALISTE DES INSECTES MIGRATEURS À L'INSTITUT DE BOTANIQUE DE BARCELONE

Avec ses ailes orangées et tachetées de noir et de blanc, le papillon vole à la recherche de ses plantes préférées pour se nourrir et se reproduire. À l'automne, la baisse des températures l'oblige à se déplacer plus au sud. C'est alors que commence un long périple, sur plusieurs générations, de l'Europe à l'Afrique. Pendant longtemps, on a pensé que les belles-dames stationnaient dans le nord du continent africain pendant l'hiver. Mais récemment, une équipe internationale de chercheurs a pu démontrer que cette espèce traversait le Sahara et passait le cœur de l'hiver dans des pays d'Afrique tropicale à des milliers de kilomètres de sa résidence d'été. Une migration longue



Les chenilles de belle-dame fabriquent un abri caractéristique en fils de soie pour se cacher, ce qui a compliqué le travail des chercheurs pour les localiser. (GERARD TALAVERA)

distance que ces scientifiques commencent seulement à cartographier.

«Pour cette espèce, les déplacements sont très importants, explique Gerard Talavera, spécialiste des insectes migrants à l'Institut de botanique de Barcelone. Les individus sont obligés d'aller ailleurs en hiver car ils ne survivent pas au gel. En Afrique aussi, chaque génération doit bouger un peu pour trouver les bonnes conditions de température et de nourriture.»

L'étude de Gerard Talavera et de ses collègues, publiée lundi dans la revue *PNAS*, est la troisième volet d'une série d'expériences menées depuis plusieurs années. «En 2016, nous avons publié des travaux après une série d'expéditions montrant que la belle-dame traversait le Sahara après son séjour dans le Maghreb à l'automne entre octobre et novembre, rapporte le biologiste, auteur principale de l'étude. Il restait à comprendre ce que cette espèce devenait pendant les mois d'hiver.»

Les belles-dames, du fait de leur petite taille et de leur cycle de vie court (un mois environ), ne sont pas faciles à suivre. Les scientifiques ont donc développé une modélisation informatique de «prédiction de niche écologique» à partir de données climatiques provenant des sites connus de reproduction. Cet outil leur a permis de déterminer comment la distribution des individus pouvait changer de mois en mois, d'une région accueillante à une autre. «Nous avons

ensuite voyagé dans ces régions pour tester notre modèle, qui s'est avéré être assez juste», raconte Gerard Talavera.

De 2017 à 2020, pendant les mois de décembre et janvier, les entomologistes, munis de filets à papillons, ont sillonné la région subsaharienne et documenté la présence d'adultes mais aussi de chenilles de *Vanessa cardui* en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Cameroun, en Ouganda, au Kenya et en Ethiopie. Ils ont aussi identifié et récolté les plantes locales préférées des belles-dames pour le développement de leurs chenilles. «La recherche a été très longue; ces animaux ne sont pas faciles à trouver, et il a fallu beaucoup se déplacer, parfois sur des centaines de kilomètres, se rappelle le biologiste. Au début, nous ne voyions rien puis nous avons trouvé les plantes de reproduction. C'était excitant, car petit à petit nous avons trouvé des individus un peu partout.»

Séquencer l'ADN du pollen

Afin d'obtenir des connaissances temporelles en plus des données spatiales sur le cycle annuel de cette espèce, des membres de l'équipe ont aussi suivi le développement de l'espèce sur place pendant deux années. Ils ont pu démontrer que la migration transsaharienne n'était pas anecdotique et avait bien lieu chaque année. Au final, les belles-dames réalisent environ cinq cycles de reproduction

dans leurs stations hivernales sur les huit à dix au total chaque année.

«Tous ces déplacements sont non seulement importants pour la survie de l'espèce mais ils ont aussi des impacts dans les écosystèmes traversés, précise Gerard Talavera. Chaque année, des millions d'insectes – pas seulement ce papillon – se déplacent sur des milliers de kilomètres et, à chaque stop, ils se nourrissent. Ils participent aussi à la pollinisation, pouvant amener du pollen d'Afrique en Europe et vice versa, ce qui favorise le transfert de gènes et intervient dans la survie des espèces végétales, comme pour la résistance à la sécheresse.»

La belle-dame est un modèle d'étude de la migration des papillons, au même titre que le monarque en Amérique. Pour étoffer leur boîte à outils, Gerard Talavera et ses collègues travaillent actuellement au développement de nouvelles techniques pour établir les déplacements des individus. Une d'entre elles consiste à séquencer l'ADN du pollen retrouvé sur le corps d'un adulte et à le comparer aux bases de données génomiques existantes pour les végétaux. Cette méthode permet de dire quelles régions le papillon a traversées. «En Espagne, nous avons détecté du pollen de plantes sahariennes sur un papillon, ce qui nous a beaucoup surpris!», confie Gerard Talavera. De quoi étoffer encore un peu plus l'histoire des migrations des belles-dames. ■

EN BREF

Jupiter attendra Juice

Le lancement de la sonde spatiale Juice à destination de Jupiter a été annulé en dernière minute jeudi après-midi pour cause de météo défavorable. Il est reporté à vendredi, a indiqué l'Agence spatiale européenne (ESA). Mission phare de l'ESA, Juice (Jupiter Icy Moons Explorer) devait prendre son envol à 14h15 (heure suisse) de Kourou, en Guyane française, à bord d'une fusée Ariane 5. Le lancement a été reporté à cause d'un «rouge météo», à savoir des risques de foudre. Une nouvelle tentative est prévue vendredi à la même heure. Le report a été annoncé quelques minutes seulement avant le décompte final, depuis la salle de contrôle Jupiter, en présence notamment du roi des Belges Philippe. **ATS**

Vers un diagnostic précoce de Parkinson

L'accumulation d'une protéine, l'alpha-synucléine, dans le cerveau est bien liée à certaines formes de la maladie de Parkinson, confirme une étude publiée jeudi. Ces travaux ouvrent potentiellement la voie à un diagnostic précoce de cette pathologie. La présence élevée de cette protéine dans le liquide céphalo-rachidien, qui baigne le cerveau, est «d'une grande précision [pour repérer] les formes typiques de la maladie de Parkinson», résume cette étude publiée dans le *Lancet Neurology* et menée par le neurologue américain Andrew Siderowf. Cette étude «pose les bases d'un diagnostic biologique de la maladie de Parkinson», jugent, dans un commentaire, des chercheuses n'ayant pas participé à ce travail. Même si un test «biologique» de la maladie n'est pas encore pour demain. **ATS**

Quand les champignons marins aident les coraux

Etudiés jusqu'ici surtout comme vecteurs de maladies marines, les champignons pourraient aussi être capables de venir en aide aux coraux, selon une recherche de l'EPFL. Ces travaux ouvrent de nouvelles perspectives dans le contexte des changements climatiques. Les champignons marins ont longtemps été laissés de côté, car il est difficile de caractériser leurs communautés et d'isoler des espèces spécifiques, a indiqué jeudi l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) dans un communiqué. Avec le développement de nouveaux instruments d'analyse et de méthodes de séquençage, il est désormais possible de les étudier de manière beaucoup plus précise. **ATS**

MÉTÉO

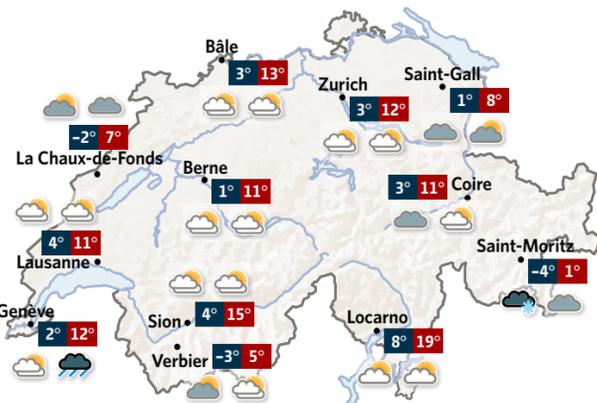
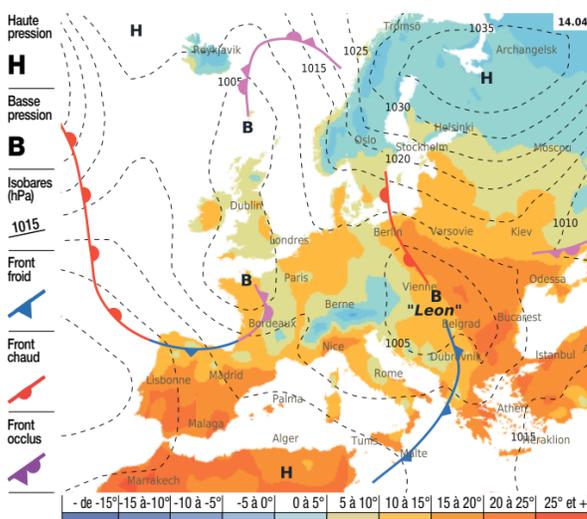
ÉPHÉMÉRIDE

Vendredi 14 avril 2023

lever: 06h51
coucher: 20h21
3 minutes de soleil en plus

lever: 04h30
coucher: 13h09
lune décroissante
taux de remplissage: 37%

Situation générale aujourd'hui à 13h



CE VENDREDI, les belles éclaircies du matin laisseront place à un temps de plus en plus nuageux en cours d'après-midi. Les premières pluies sont attendues en fin de journée sur le Jura, elles s'étendront ensuite à toutes les régions. Ce week-end, cette humidité sta-

PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI	MARDI	MERCREDI
	90%	90%	80%	70%	70%
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	4° 10°	4° 11°	4° 13°	3° 15°	4° 16°
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	6° 12°	5° 14°	4° 18°	5° 19°	6° 20°
Suisse centrale et orientale	4° 10°	6° 10°	5° 13°	5° 15°	5° 16°
Sud des Alpes	7° 15°	8° 18°	9° 18°	9° 19°	10° 18°
Limite des chutes de neige	-	-	-	1600 m	1800 m

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi. Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666 en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24 (fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG

PUBLICITE

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *achat*, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du jeudi, 13.04.2023, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2023 en %

BONHÖTE

Fonds en obligations

Bonhôte Sel.-Obli HR Multi-Fds (CHF)	CHF 4/2a	81.71	1.1
--------------------------------------	----------	-------	-----

Fonds en actions

Bonhôte Sel. Glob Emerg MF (CHF)	CHF 4/2a	109.47	-0.1
Bonhôte Str.-Megatrend ESG I (USD)	USD 1/1a	108.80	9.6

Fonds d'allocation d'actifs

Bonhôte Impact Fund I-CHF	CHF 3/2a	98.21	1.4
---------------------------	----------	-------	-----

Fonds immobiliers

Bonhôte-Immobilier SICAV - BIM	CHF 2/2	131.20	-2.7
--------------------------------	---------	--------	------

Investissements alternatifs

B. Alter. Multi-Performance Cl. (CHF)	CHF 4/2a/13422.00	1.4
B. Alter. Multi-Performance Cl. (EUR)	EUR 4/2a/ 9722.00	1.6
B. Alter. Multi-Performance Cl. (USD)	USD 4/2a/12445.00	2.1

Autres fonds

Bonhôte Strategies-Monde (CHF)	CHF 4/4a	130.96	4.5
--------------------------------	----------	--------	-----

Fonds d'allocation d'actifs

BCV Actif Balancé (CHF) ESG	CHF 1/1f	94.66	2.7
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 2/1f	85.97	1.6
BCV Actif Offensif (CHF) ESG	CHF 2/1f	90.16	3.5
BCV Actif Sécurité (CHF) ESG	CHF 2/1f	87.53	0.9
BCV Str Equipo ESG Amb	CHF 2/1f	93.60	2.5
BCV Str Equipondéré ESG	CHF 2/1f	151.83	2.6
BCV Stratégie Actions Monde ESG	CHF 2/1f	123.93	4.9
BCV Stratégie Dynamique ESG	CHF 2/1f	101.08	3.8
BCV Stratégie Obligation ESG	CHF 2/1f	82.30	0.6
BCV Stratégie Revenu ESG	CHF 2/1f	107.22	1.7

Fonds immobiliers

Good Buildings SREF	CHF 5/5	131.50	-1.9
Immo Helvetic	CHF 5/5	203.70	2.2

Berninvest

Fonds immobiliers

Good Buildings SREF	CHF 5/5	131.50	-1.9
Immo Helvetic	CHF 5/5	203.70	2.2

BLACKROCK

Fonds en obligations

BSF Eme Mkt Shrt Dur Bd D2 USD	USD 1/1f	110.93	2.1
BSF Svs Fix Inc Str D2 EUR	EUR 1/1e	128.62	0.2

Fonds en actions

BGF Sys Glb Eq High Inc D2 USD	USD 1/1e	19.42	7.1
--------------------------------	----------	-------	-----

Autres fonds

BSF Glb Real Asset Sec D2 USD	USD 1/1f	116.72	4.8
-------------------------------	----------	--------	-----

bordier | 1844

Fonds en obligations

BO Fd IV-Bordier Eur. Fix Inc EUR	EUR 4/4e	99.89	0.5
BO Fd IV-Bordier Gbl Fix Inc USD USD	USD 4/4e	109.16	2.3

Fonds en actions

BO Fd IV-Bordier Core Hold Eur - EUR	EUR 4/4e	147.15	8.9
BO Fd IV-Bordier Gbl EmMkt USD	USD 4/4e	175.52	3.8
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur - EUR	EUR 4/4e	111.31	9.6
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD 4/4e	1741.03	8.1
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq USD	USD 4/4e	170.30	7.8

Investissements alternatifs

CS (Lux) Capital Allocation UB USD	USD 1/1e	109.47	2.3
CS (Lux) S&M Cap Alpha L/S B	EUR 2/1a	161.19	3.5
CS Comm. Fd Plus (CH) USD BH CHF	CHF 2/1e	125.68	-5.3

Autres fonds

CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/1e	17.78	3.6
CS (Lux) Com Idx PI USD Fd B	USD 2/1e	71.77	-3.0
CS (Lux) CommodityAllocation B	USD 2/1e	75.31	-3.5
CSIPI(Lux) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 2/1e	241.59	0.1

Représentant pour la Suisse:

LLB Swiss Investment AG

Fonds en actions

Classic Global Equity Fund	CHF 3/3a	530.08	6.7
Classic Value Equity Fund	CHF 3/3e	165.18	8.2

SY|N|C|H|R|O|N|Y Funds

Fonds en obligations

Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	CHF 1/1e	89.98	0.7
Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	EUR 1/1e	94.98	1.4
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/1e	99.59	0.9
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 4/3e	90.39	6.0

Fonds en actions

Synchrony (LU) HighDiv US Stocks A	USD 1/1e	145.33	1.2
Synchrony (LU) HighDivEuroP.St. A	EUR 1/1e	110.14	10.0
Synchrony (LU) Silk Road ZS A	USD 1/1e	112.50	10.3
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/1e	145.59	8.7
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	EUR 1/1e	139.66	9.0
Synchrony (LU) SwissSm&MidCaps A	CHF 1/1e	133.17	8.9
Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	EUR 1/1e	187.40	5.4
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/1e	130.49	8.2
Synchrony Europe Equity A	EUR 4/3f	92.14	8.1
Synchrony High Div. Swiss Stocks A	CHF 1/1e	129.89	6.3
Synchrony High Gr. Econ.Equity A	USD 4/3f	98.49	2.8
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/1e	140.01	9.2
Synchrony Swiss Equity A	CHF 4/3e	100.84	7.1
Synchrony Swiss Equity C	CHF 4/3e	100.96	7.2
Synchrony US Equity A	USD 4/3e	152.32	6.5

Fonds d'allocation d'actifs

Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/1f	133.76	2.8
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR 2/1f	135.61	3.0
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/1f	93.08	1.6
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/1f	119.39	4.2
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 1/1f	94.47	2.3
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/1f	134.41	6.0
Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	EUR 1/1e	128.14	2.8
Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	EUR 1/1e	156.33	3.9
Synchrony LPP 25 B	CHF 1/1f	115.77	2.8
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/1f	119.84	3.4
Synchrony LPP 40 ESG B	CHF 1/1f	109.48	4.2
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/1f	122.38	5.7

Fonds immobiliers

Synchrony Global RE Eco. Sec. Fd. A	CHF 1/1	110.79	-4.0
-------------------------------------	---------	--------	------

CIC

Fonds en obligations

CIC CH - BOND CHF «PRIMUS» AKL B	CHF 3/3f	92.45	-0.4
CIC CH - CONVERT BOND AKL B	CHF 3/3f	1179.70	2.3
CIC CH - CONVERT BOND AKLC	CHF 3/3f	99.60	1.8
CIC CH - CORP BD EUR - SWIF AKLB	EUR 3/3f	768.56	1.5

Fonds en actions

CIC CH - EQUITY CHF «Primus» AKLB	CHF 3/3f	204.97	9.4
-----------------------------------	----------	--------	-----

Fonds d'allocation d'actifs

CIC CH - STRATEGY (CHF) AKLB	CHF 3/3f	975.98	3.5
------------------------------	----------	--------	-----

BBGI GROUP Global Investments

Autres fonds

BBGI - Equit. Sw. Behavior. Value	CHF 1/1e	153.60	6.4
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF	CHF 1/1e	103.20	6.1
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF Hdg.	CHF 1/1e	77.20	7.8
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR	EUR 1/1e	134.10	6.4
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR Hdg.	EUR 1/1e	83.60	8.3
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl USD	USD 1/1e	109.50	9.4
BBGI Commodities (USD) A	USD 1/1e	106.10	1.1
BBGI Natural Resources (USD)	USD 1/1e	192.70	8.2
BBGI Share Alternative Energy (USD)	USD 1/1e	96.80	2.5

caceis INVESTOR SERVICES

Fonds en actions

Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/1e	115.20	3.9
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR 1/1e	88.32	4.6
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/1e	123.41	4.1

CITE GESTION

Fonds d'allocation d'actifs

WF Asset Allocation Fund A EUR	EUR 1/1e	1039.61	5.4
WF Asset Allocation Fund A H CHF	CHF 1/1e	999.48	5.0
WF Asset Allocation Fund A H USD	USD 1/1e	1162.61	6.2

CREDIT SUISSE

Fonds en instruments du marché monétaire

CS Money Market Fund CHF B	CHF 2/1e	947.56	0.2
CS Money Market Fund EUR B	EUR 2/1e	1011.26	0.5
CS Money Market Fund USD B	USD 2/1e	1101.90	1.1

Fonds en obligations

CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 2/1e	103.15	-0.4
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD 2/1e	108.65	2.8
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/1e	108.36	0.3
CS (Lux) Corp ST Duration EUR BF B	EUR 2/1e	122.55	0.8
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD 2/1e	149.34	1.5
CS (Lux) EM Corp IG Bd Fd B	USD 2/2e	135.44	2.3

CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD 2/2e	125.71	1.6
CS (Lux) Inflation Linked CHF BF B	CHF 2/1e	112.33	0.1
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 2/1e	478.79	0.3
CSIP (Lux) GL Bal Convertible B	USD 2/1e	160.64	2.4
CSIP (Lux) Glob Inv Grade Conv Bd Fd B	USD 1/1e	144.27	3.3

Fonds en actions

CS (CH) 130/30 Swiss Equity Fd B	CHF 2/1e	37.39	5.3
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 2/4e	402.87	7.0
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 3/1e	14.42	6.6
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 3/1e	21.67	6.6
CS (CH) Swissac EF B	CHF 2/1e	524.43	5.2
CS (Lux) Digit. Health Eq Fd B USD	USD 2/2e	622.52	5.9
CS (Lux) Europ Div Plus EQ B	EUR 2/1e	21.64	7.7
CS (Lux) Europ.Ent.Eq.Fnd B EUR	EUR 2/1e	3913.91	7.9
CS (Lux) EZ Qual. Grth Eq Fd B	EUR 2/1e	19.61	12.2
CS (Lux) EZ Qual. Grth Eq Fd UB	EUR 2/1e	15.33	12.4
CS (Lux) GL Div Plus EQ B	USD 2/1e	22.27	5.4
CS (Lux) Global Value EF B EUR	EUR 2/1e	13.41	3.3
CS (Lux) Infrastruct Eq Fd B	USD 2/2e	204.23	4.4
CS (Lux) Japan Value Equity B JPY	JPY 2/1	2714.00	8.6
CS (Lux) S&M Cap Germany EF B EUR	EUR 2/1e	2925.32	7.1
CS (Lux) Security Equity Fd B	USD 2/1e	38.14	7.7
CS EF (CH) S&M Cap Switz. Eq Fd B	CHF 2/1e	1406.59	7.4

Fonds d'allocation d'actifs

CS (CH) Int. & Div. Focus Bal CHF UB	CHF 2/1e	110.14	1.8
CS (CH) Int. & Div. Focus Growth CHF UB	CHF 2/1e	123.32	2.1
CS (CH) Int. & Div. Focus Yld CHF UB	CHF 2/1e	97.67	0.9
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/1e	100.06	1.6
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	CHF 1/1e	102.07	1.6
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF 2/1e	117.19	2.5
CS (CH) Privilege 75 CHF UB	CHF 1/1e	106.64	4.0
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD 1/1e	182.41	3.8
CS (Lux) Portfolio Fonds Bal EUR UB	EUR 2/1e	114.66	3.5
CS (Lux) Portfolio Fund Bal CHF UB	CHF 2/1e	111.08	2.5
CS (Lux) Portfolio Fund Bal USD UB	USD 2/1e	128.00	4.6
CS (Lux) Portfolio Fund Growth CHF UB	CHF 2/1e	123.49	3.4
CS (Lux) Portfolio Fund Growth EUR UB	EUR 2/1e	126.17	4.6
CS (Lux) Portfolio Fund Growth USD UB	USD 2/1e	139.45	5.9
CS (Lux) Portfolio Fund Yld CHF UB	CHF 2/1e	101.33	1.6
CS (Lux) Portfolio Fund Yld EUR UB	EUR 2/1e	104.94	2.3
CS (Lux) Portfolio Fund Yld USD UB	EUR 2/1e	117.24	3.8
CS (Lux) Sys Index Fund Bal CHF UB	CHF 2/1e	113.62	3.1
CS (Lux) Sys Index Fund Growth CHF UB	CHF 2/1e	126.62	4.6
CS (Lux) Sys Index Fund Yld CHF UB	CHF 2/1e	102.76	2.2

Fonds immobiliers

Credit Suisse 1a Immo PK	CHF 5/5e	1120.00	-0.9
CS Real Estate Fund International	CHF 5/5e	655.00	-16.0
CS Real Estate Fund LogisticsPlus	CHF 5/5e	102.40	-9.2
CS REF Green Property	CHF 5/5e	131.00	4.6
CS REF Hospitality	CHF 5/5e	62.35	-2.0
CS REF Interswiss	CHF 5/5e	167.60	3.6
CS REF LivingPlus	CHF 2/1e	138.10	0.3
CS REF Stiat	CHF 5/5e	208.00	1.6

Investissements alternatifs

CS (Lux) Capital Allocation UB USD	USD 1/1e	109.47	2.3
CS (Lux) S&M Cap Alpha L/S B	EUR 2/1a	161.19	3.5
CS Comm. Fd Plus (CH) USD BH CHF	CHF 2/1e	125.68	-5.3

Autres fonds

CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/1e	17.78	3.6
CS (Lux) Com Idx PI USD Fd B	USD 2/1e	71.77	-3.0
CS (Lux) CommodityAllocation B	USD 2/1e	75.31	-3.5
CSIPI(Lux) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 2/1e	241.59	0.1

Fonds immobiliers

Cronos Immo Fund	CHF 5/5	116.90	1.2
------------------	---------	--------	-----

Investissements alternatifs

CS (Lux) Capital Allocation UB USD	USD 1/1e	109.47	2.3
CS (Lux) S&M Cap Alpha L/S B	EUR 2/1a	161.19	3.5
CS Comm. Fd Plus (CH) USD BH CHF	CHF 2/1e	125.68	-5.3

Autres fonds

CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/1e	17.78	3.6
CS (Lux) Com Idx PI USD Fd B	USD 2/1e	71.77	-3.0
CS (Lux) CommodityAllocation B	USD 2/1e	75.31	-3.5
CSIPI(Lux) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 2/1e	241.59	0.1

Fonds immobiliers

Cronos Immo Fund	CHF 5/5	116.90	1.2
------------------	---------	--------	-----

Investissements alternatifs

CS (Lux) Capital Allocation UB USD	USD 1/1e	109.47	2.3
CS (Lux) S&M Cap Alpha L/S B	EUR 2/1a	161.19	3.5
CS Comm. Fd Plus (CH) USD BH CHF	CHF 2/1e	125.68	-5.3

Autres fonds

CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/1e	17.78	3.6
CS (Lux) Com Idx PI USD Fd B	USD 2/1e	71.77	-3.0
CS (Lux) CommodityAllocation B	USD 2/1e	75.31	-3.5
CSIPI(Lux) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 2/1e	241.59	0.1

Fonds immobiliers

Cronos Immo Fund	CHF 5/5	116.90	1.2
------------------	---------	--------	-----

Economie & Finance

2,6%

LES LOYERS PROPOSÉS SUR LES ANNONCES D'HOMEGATE ONT ATTEINT DES SOMMETS AU MOIS DE MARS, se hissant à des niveaux jamais vus depuis le début de l'indicateur en 2009. Sur un an, la hausse atteint 2,6%, a indiqué jeudi la plateforme suisse de petites annonces immobilières.

MAXIME SAADA
Patron de Canal+

Le groupe français et Apple ont annoncé jeudi la signature «d'un partenariat stratégique pluriannuel», permettant à Canal+ de s'enrichir de l'ensemble des contenus d'Apple TV+ à compter du 20 avril.



0,85%

RAIFFEISEN RECOMMANDÉ À SON RÉSEAU DE FILIALES DE RELEVER LES TAUX D'INTÉRÊT DES COMPTES POUR PARTICULIERS ET ENTREPRISES.

Pour les clients privés, le groupe saint-gallois recommande un taux de 0,85% pour les avoirs jusqu'à 100 000 francs et de 0,5% au-delà de ce seuil.

SMI 11 258,95 +0,24%	↑	Dollar/franc	0,8880	↓
		Euro/franc	0,9814	↓
Euro Stoxx 50 4363,24 +0,67%	↑	Euro/dollar	1,1053	↑
		Livre st./franc	1,1127	↓
FTSE 100 7843,38 +0,24%	↑	Barih Brent/dollar	86,51	↓
		Once d'or/dollar	2042	↑

L'essor fulgurant de la vidéosurveillance

TECHNOLOGIE En France, le parlement a adopté une loi, très décriée, autorisant l'automatisation de l'analyse des images captées. Pendant ce temps, à Genève, une étude montre l'opacité autour des caméras, qui se multiplient dans l'espace public

ANOUCHE SEYDTAGHIA
@Anouch

De Genève à Paris, le débat sur la sécurité offre des similitudes. Mardi, le parlement français a adopté une loi autorisant l'utilisation de la vidéosurveillance algorithmique, une mesure que critiquent plusieurs associations de défense des libertés individuelles. A Genève, une étude vient d'être publiée sur la multiplication des caméras de surveillance dans la Cité de Calvin et l'opacité qui règne autour de cette technologie.

En France, ce sont les Jeux olympiques d'été 2024 qu'organiserà Paris qui ont motivé les autorités à accroître le dispositif sécuritaire avec cette nouvelle technologie. La vidéosurveillance algorithmique consiste en l'analyse des images par des machines, et non plus seulement par des humains. Et ce seront les algorithmes qui seront chargés de détecter toute situation jugée alarmante, avec potentiellement ensuite une intervention policière.

«Qui fixe les règles?»

Le problème, estime notamment des associations comme Amnesty et La Quadrature du Net, c'est que ces «situations ne sont pas encore définies. S'agit-il d'un sac abandonné? De quelqu'un qui vit dans la rue? D'un mouvement de foule? Ces associations redoutent une surveillance généralisée via ces algorithmes, qui pourraient rapidement servir à contrôler la population via des critères arbitraires. En face, le gouvernement français a assuré qu'il n'y aurait ni dérive ni utilisation de la reconnaissance faciale.

Les préoccupations françaises se retrouvent aussi en Suisse. Cette semaine, l'institut Edgeland publiait les résultats intermédiaires d'une étude sur les caméras de surveillance à Genève. Des volontaires ont localisé plus de 270 caméras, répertoriées ensuite sur une



Dans un centre français de supervision urbaine. Désormais, les images pourront être analysées par des algorithmes. (NANTES, 27 MARS 2019/LOIC VENANCE/AFP)

carte. Selon l'institut, à quelques exceptions près, la majorité des caméras ne sont pas correctement signalées, un flou total régnant sur leurs propriétaires et l'utilisation des données. Précisons par ailleurs qu'Edgeland est présidé par Yves Daccord, qui est aussi président du conseil d'administration du Temps.

Selon Bernard Rappaz, associé de recherche au sein d'Edgeland, «pour calmer la perception d'insécurité, la caméra de surveillance est l'objet idéal. Cette technologie peut être très efficace pour mener des enquêtes policières et

résoudre un crime. Mais à quel prix? Qui fixe les règles? Qui contrôle les contrôleurs de technologies qui s'immiscent dans le moindre recoin de notre vie? Comme l'a démontré notre enquête qui visait à comprendre où et comment sont stockées nos images filmées dans les rues de Genève, le flou le plus total règne. Impossible ou presque d'avoir ces infos.»

Pour le chercheur, personne, que ce soit à l'Etat ou dans le secteur privé, n'a une vision d'ensemble de «cette surveillance numérique qui se met silencieusement en place». «Par différents recou-

pages, on évalue à 3000 le nombre de caméras à Genève, poursuit Bernard Rappaz. A ce stade, via notre carte, nous avons déjà 300 caméras documentées, mais très souvent elles ne sont pas signalées, comme la loi l'impose pourtant.»

Les CFF très demandeurs

Au niveau suisse, personne ne sait combien de caméras sont en fonction. «Les CFF ont récemment déclaré avoir augmenté leur dispositif de 10 000 caméras depuis 2015 et en exploiter près de 25 000 à l'échelle suisse. Cette tendance

à la hausse est également visible dans d'autres entreprises de transport ainsi que dans l'espace public de manière générale», affirme de son côté Estelle Pannatier, responsable au sein de l'association suisse AlgorithmWatch.

Selon Estelle Pannatier, «il y a en Suisse des projets visant à mettre en place de la vidéosurveillance algorithmique, soit un ensemble de technologies qui permettent, à l'aide d'algorithmes, d'automatiser l'analyse des images captées par les caméras. Cependant, ces développements ne sont pas de la même ampleur qu'en France, en particulier en ce qui concerne la vidéosurveillance algorithmique en temps réel.» La responsable cite le projet, récemment abandonné par les CFF, de catégorisation biométrique, qui s'apparente selon elle à une forme de vidéosurveillance algorithmique.

Présence par défaut

Cette forme de vidéosurveillance est sans doute déjà une réalité en Suisse, estime de son côté Bernard Rappaz: «Comme nous l'a dit de manière confidentielle l'un des cyberexperts du canton, «le problème aujourd'hui, c'est que les technologies que nous achetons sont équipées par défaut avec des solutions algorithmiques. Difficile par conséquent de ne pas les utiliser...»

La reconnaissance faciale est elle aussi utilisée en Suisse, mais «l'absence de transparence quant à l'utilisation de ces systèmes ne nous permet pas d'avoir une vue d'ensemble», regrette Estelle Pannatier. La collaboratrice chez AlgorithmWatch note que «l'authentification par reconnaissance faciale est utilisée aujourd'hui à l'aéroport de Zurich, notamment. Des systèmes de reconnaissance faciale à des fins d'identification sont utilisés par certaines polices cantonales à des fins de poursuite pénale, notamment dans les cantons d'Argovie, de Neuchâtel, Schaffhouse, Saint-Gall et Vaud, et ils ont été testés pour l'accès aux stades de football.»

Un temps symbole de l'émancipation féminine, Tupperware risque la faillite

ENTREPRISES Le fabricant des boîtes en plastique vendues principalement entre femmes peine à se réinventer, à la fois dans son modèle de distribution et dans ses produits eux-mêmes

MATHILDE FARINE
@mathildefarine

A l'instar de Kleenex, Scotch ou Pampers, Tupperware a connu un tel succès que la marque est devenue le nom d'un produit. Mais il pourrait bien devenir le seul à ne plus se vendre. Même s'il est iconique, le fabricant de boîtes en plastique pour stocker de la nourriture joue désormais sa survie. En début de semaine, l'entreprise américaine a annoncé avoir urgemment besoin de financements pour maintenir ses activités. Sans quoi, la faillite menace pour la société basée à Orlando, en Floride. L'action a plongé, perdant la moitié de sa valeur, à un peu plus de 1 dollar.

C'est un plus bas historique, mais avant la pandémie, Tupperware le frisait déjà. Sauf que les confinements et un regain planétaire pour les fourneaux ont fait redécouvrir les ventes. Pas suffisamment pour donner une nouvelle vie à la société

très endettée. L'an dernier, la firme a enregistré un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de dollars, en baisse de 18%. L'Amérique du Nord reste son marché principal même si les ventes ont chuté de 19%, suivi de l'Asie. Elle dit compter une «force de vente active» de 284 025 personnes (-18% par rapport à 2021), dont près de la moitié en Amérique du Sud, la seule région où les revenus progressent.

Des réunions commerciales mais festives

Si Tupperware a désormais un côté suranné, qui ne fait plus vendre, son produit phare – elle en a fabriqué d'autres, mais toujours dans le giron de la cuisine – a été tout à la fois un symbole de la société de consommation et du modernisme, de l'émancipation féminine voire de son contraire.

En 1946, un chimiste, Earl Tupper, met sur le marché un produit alors quasi-révolutionnaire: des boîtes hermétiques protégeant la nourriture de l'air et de l'eau avec un nouveau type de plastique, le polypropylène. La fièvre ne prend cependant pas tout de suite. Il faut l'intervention d'une employée d'une autre entreprise, Brownie Wise, une mère céli-

bataire, qui se met à organiser des réunions pour toucher les clientes que vise la société. Elle recrute ensuite d'autres femmes pour tenir d'autres réunions et ainsi de suite. Son succès est tel qu'elle devient l'une des rares femmes à grimper dans la hiérarchie d'une entreprise américaine à cette époque, devenant vice-présidente. Il n'en faut pas plus pour que les Tupperware Parties voient le jour et se propagent dans tout le pays dès les années 1950, puis en Europe une décennie plus tard. Le concept essaime ensuite pour d'autres produits et d'autres marques, qui s'inspirent de la réussite de ces boîtes en plastique.

Pour beaucoup, l'irruption de ce produit et des réunions souvent festives devient un moyen d'émancipation des femmes, renvoyées à leur cuisine après avoir remplacé les hommes dans les usines pendant la guerre. D'autres nuancent cette image idyllique, rappelant qu'elles restent ainsi confinées aux travaux ménagers.

«J'ai d'abord pensé qu'il s'agissait d'un complot de l'exploitation capitaliste contre les femmes et, ensuite, j'ai rencontré toutes ces femmes qui ont eu une vie fantastique grâce aux tupperwares et je

me suis rendu compte à quel point cela avait été source de pouvoir pour elles», raconte Alison Clarke, professeure en histoire du design à l'Université des arts appliqués de Vienne, citée par la BBC. Autrice de *Tupperware. The Promise of*

«Dans un monde numérique, ce modèle ne fonctionne plus»

ALISON CLARKE, PROFESSEURE EN HISTOIRE DU DESIGN

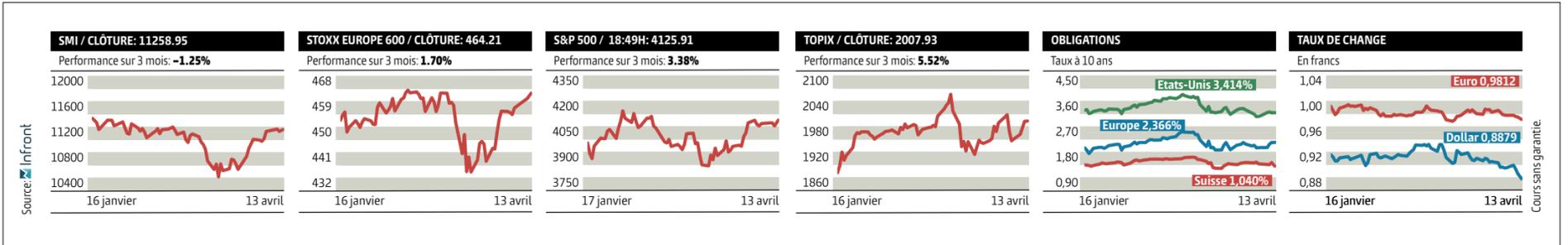
Plastic in 1950's America, elle estime que ce produit a «offert une source de travail à des femmes qui n'avaient pas accès à des emplois flexibles». «Il s'agissait d'un produit au design brillant, rendu magique par la façon de le vendre, mais dans un monde numérique, ce modèle ne fonctionne plus», ajoute Alison Clarke.

Organiser des Tupperware Parties est toujours possible, y compris en Suisse, où l'entreprise a installé son siège européen, d'abord à Nyon, puis à Lucerne. Elle met à disposition une petite dizaine de

«Party Managers». Les tenues strictes des débuts – gants blancs, pas de jambes visibles – ne sont plus de mise et l'entreprise a bien essayé de s'adapter à l'air du temps en encourageant des rencontres virtuelles, mais cela n'a pas suffi. Reconnaissant que les plus jeunes générations ne sont pas friandes de ce modèle, la société s'est finalement décidée à réinstaller ses produits petit à petit dans les rayons des supermarchés. Des produits qui n'ont pas suffisamment changé, alors que la concurrence, absente les premières années, s'est largement développée, offrant des moyens plus écologiques ou plus efficaces de stocker la nourriture.

Tupperware n'a pas dit son dernier mot. Son directeur général Miguel Fernandez a assuré que la société ferait «tout ce qui est en son pouvoir» pour redresser la situation. Licenciements et ventes de biens immobiliers pourraient s'ajouter à la réduction des sites de production déjà entamée. Mais le responsable ne promet rien, tant la situation est difficile. A l'heure où le plastique est tant décrié, il faudrait probablement une autre révolution pour que la marque subsiste autrement que pour décrire des produits fabriqués par d'autres. ■

12 Finance & Bourses



Richemont se distingue

BOURSE Jeudi, la bourse suisse a ouvert la séance en très légère hausse de 0,03% à 11234,87 points. La veille, Wall Street avait reculé, les investisseurs ayant été refroidis par le compte rendu (les minutes) de la dernière réunion de la Réserve fédérale, soulignant que l'inflation restait beaucoup trop élevée. Les prix à la production américains de mars seront publiés jeudi. En Chine, les exportations ont progressé de 14,8% au mois de mars, enregistrant le premier rebond depuis six mois, portées par la reprise de l'activité dans le pays. Le SMI a clôturé en hausse de 0,24% à 11258,957 points et le SPI de 0,12% à 14733,36 points. **Richemont** a affiché la meilleure performance du jour avec un gain de 4,39% à 145 francs, profitant des très bons résultats trimestriels publiés la veille par le groupe français LVMH.

LE TITRE VEDETTE



Sonova s'est apprécié de 1,65% à 282,70 francs, **Sika** de 1,23% à 238,20 francs, **Partners Group** de 1,11% à 859,60 francs et **Lonza** de 1,01% à 581,40 francs. Aux bancaires, **Credit Suisse** a gagné 0,65% à 0,8416 franc et **UBS** 0,29% à 19,07 francs. En revanche, les assurances étaient à la peine, emmenées par **Zurich Insurance** (-1,22% à 427,50 francs). Les pharmaceutiques **Roche** (+0,42% à 276,55 francs) et **Novartis** (+0,41% à 87,11 francs) ont grignoté quelques points, tandis que **Nestlé** (-1,17% à 111,62 francs) freinait le SMI. **ABB** (-0,68% à 307,3 francs) et **Givaudan** (-0,68% à 307,3 francs) ont également figuré parmi les replis du jour. Givaudan a annoncé un léger repli de 0,4% à 1,773 milliard de francs de son chiffre d'affaires trimestriel, conformément aux attentes des analystes.

■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

EN BREF

PostFinance devra muscler ses fonds propres

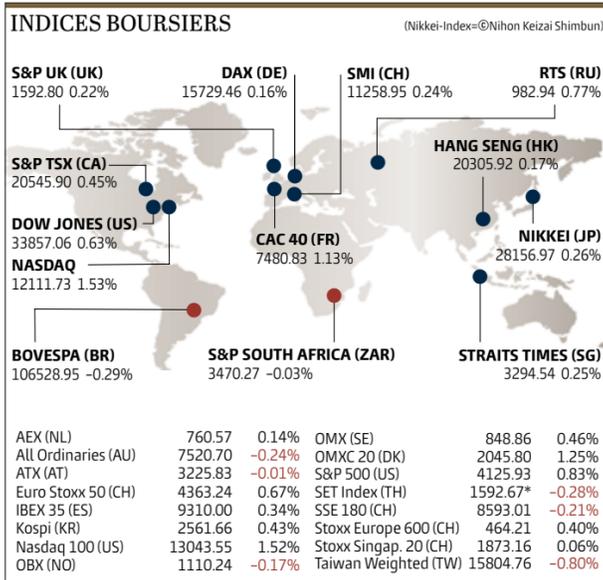
PostFinance doit renforcer ses fonds propres sur ordre de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (Finma). Le Tribunal administratif fédéral (TAF) a rejeté le recours de l'établissement financier. En juillet 2021, la Finma avait ordonné à PostFinance d'augmenter ses fonds propres. Elle a jugé que sans ce matelas supplémentaire, le bras financier de La Poste n'aurait pas les garanties suffisantes face aux risques encourus. Le montant nécessaire est caviardé dans l'arrêt publié jeudi par le TAF. Il est cependant supérieur à 270 millions de francs, comme le critique PostFinance dans sa prise de position. **ATS**

Teck Resources refuse l'offre révisée de Glencore

Le groupe minier canadien Teck Resources a indiqué jeudi avoir rejeté une offre révisée de rachat du groupe suisse, estimant qu'elle n'était toujours pas dans «son meilleur intérêt». Le géant zougais avait révisé les termes de son offre en introduisant un versement en numéraire de 8,2 milliards de dollars américains et un versement en actions dans l'unité spécialisée dans les métaux qui doit émerger de cette transaction. Glencore estime qu'associer ses activités de charbon thermique à celles de charbon à coke de Teck ferait émerger «un leader» des matières premières générant de solides flux de trésorerie. **AFP**

BOURSE 13.04.2023 ↑ SMI 11258.95 0.24% ↑ SPI 14732.25 0.11% ↑ SLI 1762.50 0.24% ↓ SMIM 2723.613 -0.09% ↓ VSMI 13.427 -2.64%

Titre	13.04.	Div.	Rend. du div.	Cours clôture	Variation % jour d'avant	Plus bas / Plus haut
						Bas 52 semaines / Haut
ABB NA	0.84	2.72	30.84	-0.68	23.84	32.26
Alcon N	0.20	0.33	63.88	0.38	55.22	77.58
Cr. Suisse NA	0.095	11.25	0.84	0.65	0.66	6.91
Geberit NA	12.50	2.59	487.10	0.27	406.50	568.80
Givaudan	67.00	2.18	3073.00	-0.68	2672.00	3936.00
Holcim N	2.20	0.00	56.96	0.67	39.21	59.50
Logitech NA	0.96	1.89	50.92	-0.35	42.07	68.68
Lonza Gr.	3.00	0.60	581.40	1.01	436.80	665.40
Nestlé NA	2.80	2.64	111.62	-1.17	103.42	127.12
Novartis	3.20	3.67	87.11	0.41	73.32	88.42
Partners Gr.	33.00	4.30	859.60	1.11	722.80	1174.00
Richemont	3.25	2.24	145.00	4.39	90.28	149.35
Roche Hld.GS	9.50	3.44	276.55	0.42	256.05	393.00
Sika N	3.20	1.34	238.20	1.23	190.10	318.40
Sonova	4.40	1.56	282.70	1.65	208.90	384.80
Swiss Life	25.00	5.07	591.20	-0.30	416.30	630.80
Swiss Re NA	5.90	0.00	94.14	-0.40	68.16	99.68
Swisscom	22.00	3.66	600.60	-0.13	443.40	606.20
UBS Group N	0.50	2.61	19.07	0.29	13.87	20.85
Zurich Ins. Gr.	24.00	5.61	427.50	-1.22	384.60	461.20



↑ GAGNANTS		Cours du SPI du 13.04.2023		↓ PERDANTS	
XLife Sciences	32.60	+6.89%	Talenthouse	0.012	-20.00%
Schweiter Tech.	715.00	+6.08%	Spexis	0.34	-8.92%
Kardex	206.00	+5.10%	Airesis S.A	0.55	-7.56%
Swiss Steel H.	0.14	+4.79%	Mobimo	240.00	-6.61%
Richemont	145.00	+4.39%	Newron Pharma	4.60	-5.93%

SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI sans SMI)						
Titre	Cours 13.04.	Var % j. d'av.	52 semaines	Cosmo Pharma.	54.70	0.37
	clôture		Haut / Bas		69.5	42.3
Accelleron	20.94	-0.57	24.8	14.2		
Achiko Ltd	0.02	+0.00	0.17	0.01		
Adecta Therap.	0.13	-1.95	0.82	0.10		
Addeco Gr. NA	32.74	1.17	40.4	26.4		
Adval Tech	129.00	+0.00	162	119		
Aevis Vici. NA	18.50	0.27	22.0	16.8		
Airesis S.A	0.55	-7.56	0.72	0.51		
Allreal NA	160.60	-1.47	198	126		
Also Holding	189.20	+0.00	235	138		
Aluflexpack	18.30	-0.54	20.2	13.7		
ams-OSRAM	6.04	-1.15	13.0	5.26		
APG SGA NA	184.00	0.27	197	141		
Arbonia NA	10.66	0.19	18.8	10.0		
Arundel NA	0.16	-	2.40	0.13		
Aryzta NA	1.56	0.39	1.60	0.83		
Ascom NA	8.58	1.66	10.6	5.51		
Asmalworld	1.83	+0.00	3.13	1.80		
Autoneum H. NA	133.80	2.61	139	78.9		
Bachem H. NA	93.90	0.75	103	49.0		
Baloise NA	147.90	-0.40	177	123		
Barry Callebaut	1846.00	-3.90	2318	1756		
Baselland. KB	902.00	-0.22	934	896		
Basilea Pharm.	47.10	1.62	55.4	29.6		
Basler KB PS	64.40	+0.00	68.2	57.4		
BB Biotech	49.55	0.20	65.9	48.5		
Belimo	421.60	1.01	514	317		
Bell Food	283.00	0.18	283	211		
Bellvue Gr.	32.70	2.19	41.2	28.5		
Bergb.Engelb.	45.70	-1.08	49.1	39.6		
Berner KB	231.00	-1.28	237	207		
BKW	147.20	-0.27	149	96.7		
Bossard	233.00	0.87	265	158		
Bq. Cant. de G.	199.00	0.25	200	161		
Bq. Cant. de J.	52.00	-	56.5	48.6		
Bq. Cant. Vaud.	87.65	-1.24	98.8	71.5		
Bucher Ind.	412.80	1.03	444	297		
Bündner KB	1770.00	-1.12	1795	1550		
Burkhardt	542.00	1.69	599	355		
Burkhalter	92.30	2.56	92.3	67.4		
BVZ	835.00	1.21	850	700		
Bystronic	674.00	0.60	930	495		
Calida Holding	41.00	-1.09	53.0	39.0		
Cembra Money	74.40	-1.06	82.0	63.4		
CI Com	2.42	+0.00	3.06	1.73		
Cicor Technol.	42.90	-4.24	52.8	40.5		
Clariant	14.57	0.48	19.7	14.1		
Coltene	75.00	-0.13	105	68.5		
Comet	226.80	-1.13	256	136		
Comp. Fin.Tr.	115.50	+0.00	116	101		

INDICES BOURSISERS								
Index	Cours	Var %	Index	Cours	Var %	Index		
S&P UK (UK)	1592.80	0.22%	DAX (DE)	15729.46	0.16%	SMI (CH)	11258.95	0.24%
S&P TSX (CA)	20545.90	0.45%	CAC 40 (FR)	7480.83	1.13%	RTS (RU)	982.94	0.77%
DOW JONES (US)	33857.06	0.63%	NASDAQ	12111.73	1.53%	HANG SENG (HK)	20305.92	0.17%
BOVESPA (BR)	106528.95	-0.29%	S&P SOUTH AFRICA (ZAR)	3470.27	-0.03%	NIKKEI (JP)	28156.97	0.26%
STRAITS TIMES (SG)	3294.54	0.25%	AEX (NL)	760.57	0.14%	OMX (SE)	848.86	0.46%
All Ordinaries (AU)	7520.70	-0.24%	OMX20 (DK)	2045.80	1.25%	S&P 500 (US)	4125.93	0.83%
ATX (AT)	3225.83	-0.01%	SET Index (TH)	1592.67*	-0.28%	SET Index (TH)	1592.67*	-0.28%
Euro Stoxx 50 (CH)	4363.24	0.67%	SSE 180 (CH)	8593.01	-0.21%	KOSPI (KR)	464.21	0.40%
IBEX 35 (ES)	9310.00	0.34%	Stoxx Europe 600 (CH)	464.21	0.21%	Nasdaq 100 (US)	13043.55	1.52%
Stoxx Europe 600 (CH)	2561.66	0.43%	Stoxx Singap. 20 (CH)	1873.16	0.06%	OBX (NO)	1110.24	-0.17%
Taiwan Weighted (TW)	15804.76	-0.80%						

CHANGES					
	achète	vend	achète	vend	
\$/CHF	0.8876	-0.95%	€/CHF	0.9812	-0.38%
La Banque					
1 Euro	0.9812	0.9817	0.96	1.02	98.18
1 Dollar US	0.8900	0.8903	0.86	0.94	106.67
1 Dollar canadien	0.6643	0.6646	0.63	0.71	141.34
1 Dollar australien	0.5990	0.5992	0.56	0.64	155.64
100 Dollar hongkong	11.3368	11.3411	10.80	12.60	793.65
100 Yens	0.6685	0.6686	0.63	0.72	13937.28
1 Livre sterling	1.1140	1.1144	1.05	1.20	83.68
100 Couronnes suédoises	8.6155	8.6226	7.95	9.45	1058.20
100 Couronnes norvég.	8.5532	8.5602	7.90	9.50	1052.63
100 Couronnes danoises	13.1695	13.1749	12.40	14.15	706.71
1 Bitcoin USD	30326.81	(13.04.)	29966.93	(12.04.)	

TAUX D'INTÉRÊT DU MARCHÉ MONÉTAIRE				
	13.04.	13.04.		13.04.
Saron	1.404	Euribor	1 mois	2.934
ESTR	2.898	Euribor	3 mois	3.177
ESTR	2.384	Euribor	6 mois	3.49
ESTR	1.874	Euribor	12 mois	3.718
ESTR	0.806			

PÉTROLE/COMBUSTIBLES				
	Brut	86.46	-0.88%	
Londres Brent, \$/Baril				
Baril NY WTI (Nymex) \$/bar.	82.49	83.26		
Baril RBOB (Nymex) \$/gal.	2.83	2.86		

MÉTALX PRÉCIEUX				
	Or	1810.61	0.28%	
CHF/Ounce				
CHF Pièces	13.04.	achète	13.04.	vend
8 Florin Kruggerand	329.50	359.00		
Maple leaf	1785	1882		
Napoleon 20 Fr.	329.00	371.00		
Souverain ancien	416.00	472.00		
Souverain nouveau	416.00	468.00		
Vreneli 20 Fr.	331.00	371.00		

MATIÈRES PREMIÈRES					
	13.04.	12.04.			
Cuivre (LME) \$/t	9066	1.67%	Platine (Zurich)	25.52	25.58
Etain (LME) \$/t	24462	2.01%	Once/USD	725.00	740.00
Plomb (LME) \$/t	2179	1.10%	Kg/CHF		
Aluminium hg (LME) \$/t	2332	1.99%	Argent (Zurich)	25.52	25.58
Ble (CBOT) €/t	670.00	-1.25%	Once/USD	1458	1468
Mais (CBOT) \$-Cts/bu	655.50	-0.11%	Kg/CHF	41690	42060

EXPLICATIONS: tous les prix des actions de la bourse de Zurich; * = dernier prix mentionné; Div. = dividende; GS = bons de participation; I = actions au porteur; NA = actions nominatives; PS = bons de participation; St. = actions ordinaires; Vz. = actions privilégiées; le bas/haut sur 52 semaines se réfère uniquement aux transactions boursières. **Monnaies/Métal et devises étrangères** données fournies par UBSGroup AG. Toutes les données sont sans garantie. **cours 13.04.2023 / 18.50 h CEIST**

«C'est notre argent que nous mettons en jeu»

HORLOGERIE Il est à la tête de l'une des quatre grandes marques indépendantes et conçoit l'un des modèles les plus prisés, la Nautilus. Thierry Stern, propriétaire de Patek Philippe, revendique son indépendance et les avantages qu'elle procure

PROPOS RECUEILLIS PAR FANNY NOGHERO
@FNoghero

Watches and Wonders, la grand-messe horlogère genevoise, a fermé ses portes le 2 avril dernier sur des chiffres record en matière de fréquentation. Patek Philippe fait partie des membres fondateurs de la Watches and Wonders Geneva Foundation mais aussi et surtout des «Big Four», ces quatre maisons horlogères indépendantes (avec Rolex, Audemars Piguet et Richard Mille) qui cumulent à elles seules 42% du chiffre d'affaires total de la branche. La marque emploie près de 3000 personnes et est l'un des plus gros contribuables de Genève. Thierry Stern, son propriétaire, détaille les avantages indéniables d'être indépendant et sa vision stratégique pour maintenir la valeur de ses produits.

INTERVIEW



Thierry Stern: «Le client veut s'assurer que la montre qu'il acquiert ne devienne pas la montre que tout le monde porte.» (GENÈVE, 10 SEPT. 2019/N. SCHOPFER POUR LE TEMPS)

Thierry Stern, un salon comme Watches and Wonders a-t-il encore vraiment du sens? Réunir tout le monde, c'est toujours un must, cela permet aux détaillants et à la presse du monde entier de tout voir en une seule fois. Pour les détaillants c'est vital, et pour nous cela permet d'avoir un retour en une semaine de tous nos marchés. C'est une masse d'informations spectaculaire.

L'investissement en vaut donc la chandelle? En ce qui concerne les lancements, nous n'avons pas besoin de salon pour vendre nos produits. En revanche, ils sont clairement indispensables pour recueillir les retours et mettre en valeur l'horlogerie.

Patek Philippe fait partie des «Big Four» de l'horlogerie suisse, qui enregistrent des performances spectaculaires. Quels sont les avantages d'être indépendants par rapport aux groupes? Nous manœuvrons plus vite et nous sommes plus réactifs. De surcroît, je n'ai pas d'actionnaires derrière moi qui me poussent à faire des produits juste pour gagner de l'argent rapidement. C'est un peu le problème des groupes qui ont d'autres contraintes que nous. Ce qui ne signifie pas que nous n'en ayons pas. Mais le plus gros avantage selon moi réside dans le fait de pouvoir travailler sur du long terme, de bien développer la marque et d'y investir.

Cela comporte également un certain nombre de risques... C'est notre argent que nous mettons en jeu, c'est très motivant, cela nous pousse à nous impliquer. Nous risquons gros, effectivement, mais si nous croyons dans notre marque, dans l'horlogerie, c'est quelque chose de fabuleux. Un autre avantage de l'indépendance consiste à pouvoir toujours maintenir la même stratégie. Cela nous confère une crédibilité

très importante auprès de nos détaillants et clients finaux. Ils savent que nous n'allons pas changer de ligne du jour au lendemain.

Vous devez être la proie des investisseurs? Lorsque j'étais jeune, oui, mais aujourd'hui on ne cherche plus à me racheter. Tout le monde sait que Patek Philippe n'est pas à vendre.

Il y a un modèle phare que tout le monde convoite, votre vaisseau amiral: la Nautilus... Les gens parlent toujours de la Nautilus, mais nous ne sommes en aucun cas une maison monoproduit. La force de Patek, c'est la réactivité en matière de création et l'évolution dans le temps de nos gammes. Nous ne poussons pas uniquement un modèle. A Watches and Wonders, nous avons présenté 17 nouvelles références, dont aucune Nautilus. Nous avons estimé que pour le moment, il y en a assez. Il y en aura d'autres dans le futur, mais il est primordial de savoir s'arrêter au bon moment. Il ne sert à rien de vouloir tout miser sur la même référence. J'adore créer des nouveautés et le client Patek veut aussi s'assurer que la montre qu'il acquiert ne devienne pas la montre que tout le monde porte à

poignet. Mon rôle est de conserver la valeur de toutes ces pièces. Lorsque vous achetez une Patek Philippe, vous voulez que la valeur se maintienne, voire augmente. Et pour ce faire, c'est simple, il faut conserver un niveau de rareté.

Ce qui signifie que vous limitez volontairement la production? Nous avons toujours limité la production. Il est fondamental de savoir à quel moment il faut cesser de produire une référence. Il n'y a pas un chiffre exact. Chaque pièce est différente. C'est quelque chose qui s'acquiert avec l'expérience, en connaissant les marchés. Il faut s'impliquer, visiter tous les détaillants, écouter le client final.

Comment vous prémunissez-vous contre les spéculateurs qui n'achètent une Patek Philippe que pour la revendre immédiatement à deux, trois, voire quatre fois son prix? Nous avons tissé des liens très étroits et des rapports de confiance avec nos détaillants. Nous avons toujours cultivé ces contacts et lorsque nous leur expliquons ce que nous attendons d'eux, ils nous écoutent. Pour éviter les achats spéculatifs, nous leur conseillons de travailler essentiellement avec la clientèle locale, qui leur est fidèle,

et non les touristes, où que ce soit dans le monde, en particulier pour les pièces les plus demandées. Nos détaillants connaissent bien leurs clients, ce qui limite les risques qu'une pièce ne se retrouve au poignet d'une personne qui va la revendre directement en sortant du magasin. Néanmoins, il faut être clair, il est impossible de tout contrôler à 100%. C'est la rançon du succès.

A l'instar de Rolex ou Zenith, seriez-vous enclin à lancer votre propre CPO (certifié pre-owned)? Pas du tout, ce n'est pas pour nous. J'observe, j'écoute, mais je ne bouge pas. Nous réparons toutes les montres de 1839 à aujourd'hui. C'est aussi ce qui confère sa valeur à une Patek Philippe. Nos clients savent qu'ils pourront toujours la faire réparer. Cela remplace en quelque sorte le CPO.

Pour une maison indépendante telle que la vôtre, la question de la succession revêt encore plus d'importance. Comment se prépare-t-elle? Lorsque j'ai commencé à travailler au sein de l'entreprise, j'avais 20 ans. Et je le voulais réellement. On ne reprend pas Patek par obligation. Ce n'est pas possible, tout simplement parce que les

équipes ne suivraient pas. Lorsque je suis arrivé, je suis passé par tous les ateliers, j'ai beaucoup appris, mais à un moment je me suis rendu compte que le décalage entre mon père et moi était trop grand. Ce qui est assez cocasse, c'est que mon père avait peur de me dire qu'il fallait un directeur général pour assurer la transition. Quant à moi, je redoutais de lui avouer que je n'étais pas à l'aise et que je craignais de ne pas y parvenir, faute de temps pour tout apprendre ensemble. Finalement, c'est mon père qui a fait le premier pas, à mon plus grand soulagement, en me suggérant d'engager quelqu'un. Nous avons recruté Claude Peny, qui nous a aidés à mettre Patek Philippe sur les rails d'une manière magistrale. Il a été l'intermédiaire qui a permis d'assurer la transition entre les générations.

Et en ce qui concerne votre succession? Aujourd'hui, nous avons entrepris les mêmes démarches avec nos deux fils qui ont 20 et 21 ans. Nous leur avons demandé si cela les intéressait, tout en leur faisant comprendre que jamais nous ne les pousserions ou ne leur mettrions la pression. Tous deux sont extrêmement motivés. La succession se prépare. Il en va de même pour la direction, puisqu'un nouveau directeur général – Laurent Bernasconi – travaille avec Claude Peny, qui se retire gentiment. Il a repris ce poste depuis cette année afin que la transition se fasse en douceur, mais nous n'avons pas fixé de délai pour cette passation.

En parlant de gouvernance, Unia s'est épanché dans les médias, faisant état d'une ambiance de travail délétère au sein des ateliers et les Prud'hommes ont conclu à un licenciement abusif à titre de représailles. Que vous inspire cette affaire? Cela m'ennuie profondément, en particulier pour Claude Peny. C'est un homme qui est sincèrement respecté à l'interne et qui a fait énormément de choses pour les gens chez Patek. Cette affaire a beaucoup affecté les équipes, qui ne comprennent pas les motivations de ces quelques personnes.

Les temps sont durs en matière de recrutement, peinez-vous également à trouver du personnel? Non, nous avons beaucoup recruté avant le covid au moment de l'ouverture de notre nouvelle manufacture. Ce qui est très dur, c'est de trouver des Genevois, mais nous ne sommes pas dans une situation critique. C'est un peu plus compliqué sur certains métiers ultra-précis, toutefois nous avons la chance de former aussi à l'interne. Et quoi qu'en dise Unia, nous sommes un employeur extrêmement attractif, comme en témoignent les classements en la matière. ■

PUBLICITÉ



PREMIÈRE FOIS EN SUISSE ROMANDE

26 AVRIL 2023
LAUSANNE, EPFL CAMPUS

FORUM DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Réorganisation des flux commerciaux: chaos ou opportunité?
Les recettes suisses du succès à l'international

SWITZERLAND GLOBAL ENTERPRISE

enabling new business



14 Carrières

Emploi
Hes·so GENÈVE
Haute Ecole Spécialisée
de Suisse occidentale

La HES-SO Genève ouvre, pour la filière Physiothérapie de la Haute école de santé, un poste de :

**Professeur-e HES associé-e
dans le domaine musculo-squelettique**

Taux d'activité : **80%**
 Délai de candidature : **5 mai 2023**
 Entrée en fonction : **1er septembre 2023**

Le profil détaillé de ce poste est disponible sur :
www.hesge.ch

Les dossiers de candidature complets sont à envoyer exclusivement par courrier électronique à :
rh-heds@hesge.ch

La HES-SO Genève/HEdS adopte une politique de recrutement en faveur de l'égalité des chances et de la diversité.



h e d s
Haute école de santé
Genève


RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



La République et Canton du Jura met au concours le poste suivant:

ARCHITECTE À 80%
Section des bâtiments et domaines du Service des infrastructures



Intéressé-e? Consultez notre site internet www.jura.ch/emplois pour de plus amples renseignements et transmettez-nous votre dossier de candidature.

Service des ressources humaines



Le Tribunal cantonal valaisan met au concours les postes suivants:

GREFFIER/GREFFIÈRE À 100%
ET
GREFFIER/GREFFIÈRE À 50%

auprès de la **Cour de droit fiscal** du Tribunal cantonal

Vos tâches	Votre profil
<p>Votre fonction consistera principalement à rédiger des projets de jugement pour la nouvelle Cour de droit fiscal.</p> <p>Vous collaborerez avec des juges dans le cadre de la procédure d'instruction des recours (recherches juridiques, tenue de procès-verbaux, motivation de projets de jugement, projets d'ordonnance etc.).</p> <p>Vous pourrez également être amené à, travailler pour la Cour de droit public, ainsi que la Cour des assurances sociales durant certaines périodes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Brevet d'avocat Les titulaires d'une licence, master ou doctorat en droit, ou d'un titre universitaire équivalent sont éligibles à condition de justifier d'une formation pratique suffisante. Plusieurs années d'expérience (pouvoir judiciaire, barreau ou administration) et connaissances approfondies en droit fiscal. Intérêt pour le droit administratif et les assurances sociales. Aisance rédactionnelle, très bon esprit d'analyse et de synthèse, autonomie, flexibilité, esprit d'équipe. Langue maternelle française avec de bonnes connaissances de la langue allemande.

Entrée en fonction
Le 1er septembre 2023 ou à convenir.

Renseignements
Le Secrétariat général des tribunaux répondra volontiers à vos questions au 027 606 53 00.

Intéressé-e par un nouveau challenge et envie de rejoindre une équipe dynamique dans une nouvelle Cour?

Les offres de service, accompagnées d'un curriculum vitae, des copies des diplômes et certificats, d'une photo, d'un extrait du casier judiciaire et du Registre des poursuites, devront être adressées au Tribunal cantonal, Secrétariat général, Case postale, 1950 Sion 2 Nord, jusqu'au 19 avril 2023 (date du timbre postal).

Sion, le 6 avril 2023


RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



En prévision du départ du titulaire, la Chancellerie d'Etat met au concours le poste de

Chef-fe du Service de l'information
et de la communication, porte-parole
du Gouvernement à 80-100%

Mission A la tête d'une petite équipe, vous dirigez la communication de l'Etat et soutenez le Gouvernement dans ses relations avec les médias et le public. Vous rédigez des communiqués, des argumentaires, des discours politiques et organisez des conférences de presse. Vous veillez à une présence cohérente des autorités et de l'Etat sur les réseaux sociaux. Vous participez à différents groupes de projet pour lesquels vous élaborez des plans de communication. Vous organisez des événements RP et des campagnes de communication visant à valoriser l'image du Jura à l'extérieur.

Profil Titre HE ou universitaire niveau Master, ou formation et expérience jugées équivalentes. Un diplôme post-grade dans un domaine lié à la communication représente un atout. Au minimum 2 à 4 ans d'expérience dans un poste à responsabilité. Sens de l'Etat et intérêt marqué pour la politique. Il faut pour ce poste exigeant un sens aigu des priorités et une grande polyvalence, une capacité à faire face à une importante charge de travail et à de nombreuses interruptions. La personne recherchée a des compétences avérées en gestion du personnel et en conduite de projets. Elle maîtrise les réseaux sociaux et les principaux enjeux liés aux nouveaux médias. Elle a le sens du contact et un esprit créatif. La compréhension de l'allemand est nécessaire, l'anglais est un atout.

Fonction de référence et classe de traitement Chef de service IIa / Classe 22.

Entrée en fonction 1er août 2023 ou à convenir.

Lieu de travail Delémont.

Renseignements Peuvent être obtenus auprès de M. Jean-Baptiste Maître, chancelier d'Etat, au 032 420 72 00.

Intéressé-e ? Téléchargez notre formulaire de CV sur notre site internet www.jura.ch/emplois et transmettez-le-nous avec votre lettre de motivation et les documents usuels. Vous pouvez également obtenir ce formulaire auprès de notre Service (032/420 58 80 ou postulation@jura.ch). Par souci de qualité et d'équité, nous avons rendu obligatoire le CV standardisé pour toutes nos offres.

Les candidat-e-s mentionneront leurs éventuelles activités accessoires dans la rubrique correspondante du formulaire de CV.

Les candidatures, accompagnées des documents usuels, doivent être envoyées par e-mail à l'adresse postulation@jura.ch (avec un seul fichier PDF en pièce jointe regroupant l'ensemble des documents) jusqu'au 5 mai 2023 et comporter la mention «Postulation Chef-fe SIC». Si vous n'avez pas la possibilité d'envoyer votre dossier de candidature par voie électronique, celui-ci peut être adressé par voie postale au Service des ressources humaines de la République et Canton du Jura, rue du 24-Septembre 2, 2800 Delémont.

www.jura.ch/emplois

PUBLICITÉ



WWW.HEIDI.NEWS
LES SCIENTIFIQUES DE L'INFO

INSCRIVEZ-VOUS

pour recevoir la
newsletter **gratuitement**





UN SUJET par jour | DEUX MINUTES pour comprendre

Vous méritez une place au sommet

Pour réserver cet emplacement
Le Temps - publicité
Tél. +41 22 575 80 50
E-mail: publicite@letemps.ch
www.letemps.ch/pub

Carrières

40%

CES DIX PROCHAINES ANNÉES, 40% ENVIRON DES ACTIFS OCCUPÉS TÉLÉTRAVAILLERONT régulièrement, selon une étude réalisée sur mandat de l'Office fédéral du logement publiée hier. Moins de 1% télétravaillaient au moins la moitié de leur temps en 2001.



Lara Skripitsky deviendra directrice suisse de McDonald's à partir du 1er juin. Elle remplacera Aglaë Strachwitz, qui deviendra la responsable des restaurants du groupe en France.

Votre prochain supplément Carrières: vendredi 28 avril

Les multilingues gardent la cote

MARCHÉ DU TRAVAIL Plus d'un tiers des annonces d'emploi en Suisse mentionnent la maîtrise de deux langues ou plus, a dévoilé hier l'Adecco Group Swiss Job Market Index. Qui confirme que l'allemand est davantage exigé en Suisse francophone que le contraire

JULIE EIGENMANN
@JulieEigenmann

Les intelligences artificielles qui font l'actualité impressionnent par leurs capacités de traduction, entre autres. De quoi susciter l'espoir de celles et ceux qui souffrent de lacunes en langues. Il ne faudrait pourtant pas qu'ils ou elles se réjouissent trop vite: plus d'un tiers des annonces d'emploi en Suisse demandent deux langues ou plus. Les personnes alliant ces connaissances sont donc particulièrement prisées, dévoilait jeudi l'enquête de l'Adecco Group Swiss Job Market Index, le Moniteur du marché de l'emploi suisse de l'Université de Zurich. Les combinaisons fréquentes sont l'allemand et l'anglais ou l'allemand et le français.

Une différence de rémunération jusqu'à 20%

François Grin, professeur à l'Université de Genève et directeur de l'Observatoire «économie, langues, formation», n'est pas surpris par ces données: «Le multilinguisme est depuis longtemps valorisé en Suisse, notamment au niveau salarial. Nous finalisons une étude qui montre que les personnes qui utilisent la langue locale et une autre langue nationale mais pas l'anglais vont en moyenne avoir une différence de rémunération de 11,5%, révèle-t-il au *Temps*. Pour ceux qui parlent la langue locale et l'anglais mais pas d'autre langue nationale, la prime monte à 17,9% et elle est de 20% lorsque les trois sont pratiquées.» L'enquête de l'Adecco Group Swiss Job Market Index se fait aussi l'écho d'une forme de Röstigraben: les offres d'emploi publiées en Suisse mentionnent des connaissances en allemand à 87%, en français (23%) et en italien (4%). Environ 1% des offres d'emploi mentionnent des capacités



(NUTHAWUT SOMSIK/ISTOCKPHOTO)

en suisse allemand, contre moins de 1% pour les connaissances en romanche. Logique: selon l'Office fédéral de la statistique, en 2021, 62% de la population suisse parlait l'allemand comme langue principale. Venaient ensuite le français (22,8%), l'italien (7,9%) et le romanche (0,5%).

Des annonces à la réalité du terrain

La maîtrise de l'allemand est davantage exigée en Suisse latine que ne l'est celle du français en Suisse alémanique, notamment en raison des cantons à la fois francophones et germanophones comme le Valais et Fribourg. Les chercheurs de l'Université de Zurich développent: «On constate aussi une demande plus forte de connaissances en allemand dans les cantons de Genève et de Vaud

par rapport aux compétences de français requises en Suisse alémanique. Pour les entreprises de la Suisse latine actives dans tout le pays, la partie germanophone joue un rôle décisif en raison de sa contribution importante au marché intérieur.»

Il faut se rappeler que la Suisse alémanique pèse beaucoup plus lourd sur l'ensemble du pays, commente François Grin. «Et les citoyens qui parlent la langue minoritaire ont tendance à davantage apprendre celle de la majorité.» Il estime aussi que la différence entre Romands et Alémaniques, ces derniers s'avérant souvent meilleurs en français, s'estompe. «Les Alémaniques investissent davantage dans l'anglais, et à mesure que la pratique de l'anglais se banalise, les Romands prennent conscience de la façon

dont l'allemand confère un avantage sur le marché du travail.»

Au-delà des annonces d'emploi, cette importance des idiomes se traduit-elle dans la pratique professionnelle au quotidien? «Nous

avons observé que les employés utilisent même davantage de langues au travail que ce qui leur avait été demandé formellement, note François Grin. Les employeurs tentent d'éviter de trop restreindre le bassin d'embauche avec des exigences trop importantes. C'est encore plus vrai lorsqu'il s'agit de recruter des cadres.»

Selon les chiffres Adecco, il est particulièrement attendu des cadres qu'ils aient de bonnes connaissances en anglais, mais beaucoup moins des langues régionales.

Pour ce qui est des autres idiomes, l'anglais (32%) est la deuxième langue la plus souvent mentionnée, supplantant donc le français. «Elle est considérée comme la langue mondiale des activités commerciales globales, détaille Sébastien Katz, respon-

sable de secteur Genève, La Côte, Neuchâtel et Jura chez Adecco. Même dans les entreprises présentes en Suisse romande et alémanique, la communication quotidienne entre les collaborateurs des différentes régions se fait souvent en anglais.»

Besoins dictés par les partenaires commerciaux

Environ 1% seulement des offres publiées au cours des neuf dernières années mentionnaient des connaissances dans d'autres langues étrangères, en premier lieu le portugais et l'espagnol. L'absence dans ces annonces du chinois ou de l'arabe, par exemple, interroge. «Ce n'est pas qu'elles ne sont jamais demandées ou utilisées, mais il s'agit seulement d'un effet de niche, qui laisse donc rarement des traces statistiques», réagit François Grin.

Cette rareté des autres langues s'explique par l'importance du marché intérieur en Suisse et par le fait que nos principaux partenaires commerciaux sont avant tout l'Allemagne, d'autres pays européens et les Etats-Unis, selon les chercheurs de l'Université de Zurich.

Le multilinguisme continuera-t-il d'être à ce point un atout, avec l'utilisation croissante de traducteurs automatiques comme DeepL? Sébastien Katz croit en une baisse de la demande des compétences écrites mais rappelle que la véritable compréhension présuppose que l'on communique verbalement dans la même langue.

«L'usage est différent, répond aussi François Grin. Un outil comme DeepL permet dans certains cas d'améliorer des connaissances existantes, dans d'autres, de vérifier un contenu qu'on ne comprend pas du tout, dans tous les cas par écrit. Il ne réduit en rien l'importance de pouvoir recourir à ses propres compétences.» ■

«Les citoyens qui parlent la langue minoritaire ont tendance à davantage apprendre celle de la majorité»

FRANÇOIS GRIN, DIRECTEUR DE L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIE - LANGUES - FORMATION

L'EXPERTE

Emploi: comment les jeunes font bouger les lignes



MARTINE GAUDERON
ALEC, FONDATRICE
DU CABINET
DE RECRUTEMENT ALEC
ALLAN ET ASSOCIÉS

Etre un acteur du recrutement externe en Suisse romande depuis de nombreuses années nous autorise quelques réflexions sur l'état du marché de l'emploi et son évolution. Nous mettons en lumière ici la catégorie des jeunes talents qui questionnent sans retenue le mécanisme de l'offre et la demande et qui en façonnent un nouvel équilibre. Ils sont généralement bien formés et osent affirmer leur choix. Voici quelques points saillants:

■ **Le travail à temps partiel** a longtemps été la demande des mères

de famille avec, à la clé, une connotation plutôt négative en termes de responsabilités et d'évolution. Lentement mais sûrement, au tournant des années 2000, la gent féminine dans son ensemble et la gent masculine se sont toutes deux mises à revendiquer cette possibilité sans toutefois en accepter les aspects négatifs. Vingt ans plus tard, cette tendance n'est plus une singularité, mais une composante régulière des demandes de la jeune génération. Force est de constater que les recruteurs ont intégré ce point dans les prérequis d'une recherche. Les employeurs eux-mêmes intègrent le temps partiel et y répondent favorablement de plus en plus souvent.

■ **Le télétravail** s'est développé diversement dans le monde, beaucoup plus rapidement dans les pays anglo-

saxons qu'en Europe, où il ne représente aujourd'hui encore que 10 à 20% des emplois. Il faut d'emblée préciser que la législation en vigueur en Europe, notamment la législation fiscale, agit encore comme un frein alors que dans d'autres régions du monde, on met tout en œuvre pour attirer les nomades digitaux. Nul doute que cette composante va évoluer dans le temps tout comme évolue rapidement l'organisation de l'espace travail ainsi que la digitalisation des entreprises.

■ **L'orientation éthique** constitue également un critère de poids dans le choix professionnel des jeunes talents. Il n'est pas rare que certains préfèrent renoncer à un emploi dans une industrie non compatible avec leurs considérations personnelles ou leurs vues du monde, surprenantes parfois ou à géométrie variable mais toujours

sincères. Ce qui était encore attirant voilà trente ans est aujourd'hui remis en cause ou tout simplement à fuir. Que l'on soit craintif ou affirmé dans ses prises de position, chaque parcours professionnel se doit de rester sans accroc et facilement transférable aujourd'hui. Les nouveaux talents sont moins prompts à prendre des risques ou tenter l'aventure, ils gèrent leur carrière, affirment leurs choix et sont plus libres qu'autrefois. Ainsi, le marché évolue et change de visage. Les entreprises s'adaptent et se voient poussées à développer leurs arguments de vente, leur marque employeur.

■ **La rémunération** constitue un élément déterminant dans le choix d'un emploi. Alors qu'on acceptait facilement le salaire proposé il y a quelques années, les jeunes talents s'informent aujourd'hui, urbi et orbi. Conscients

de leur valeur, ils négocient. La transparence des salaires n'est hélas pas encore une réalité en Suisse et ce manque de transparence constitue trop souvent la porte ouverte aux inégalités de traitement, une réalité qui a encore le cuir bien épais.

■ **L'équilibre homme-femme** est plus que jamais un sujet d'actualité. De jeunes candidats nous rapportent que pour réussir aujourd'hui il est préférable d'être une femme et que le mérite ou les compétences passent au second plan. L'équilibre parfait n'existe sans doute pas.

Nous nous réjouissons dans tous les cas de constater que la jeune génération a donné un coup de canif aux vieilles routines pour plus de transparence et un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée. ■

16 Sport

«Le HC Bienne était unique en son genre»

HOCKEY SUR GLACE En quête d'un quatrième titre national contre Genève-Servette, le club seelandais a conquis les trois premiers avant l'introduction des play-off. Une autre époque, raconte l'ancien défenseur Jakob Kölliker

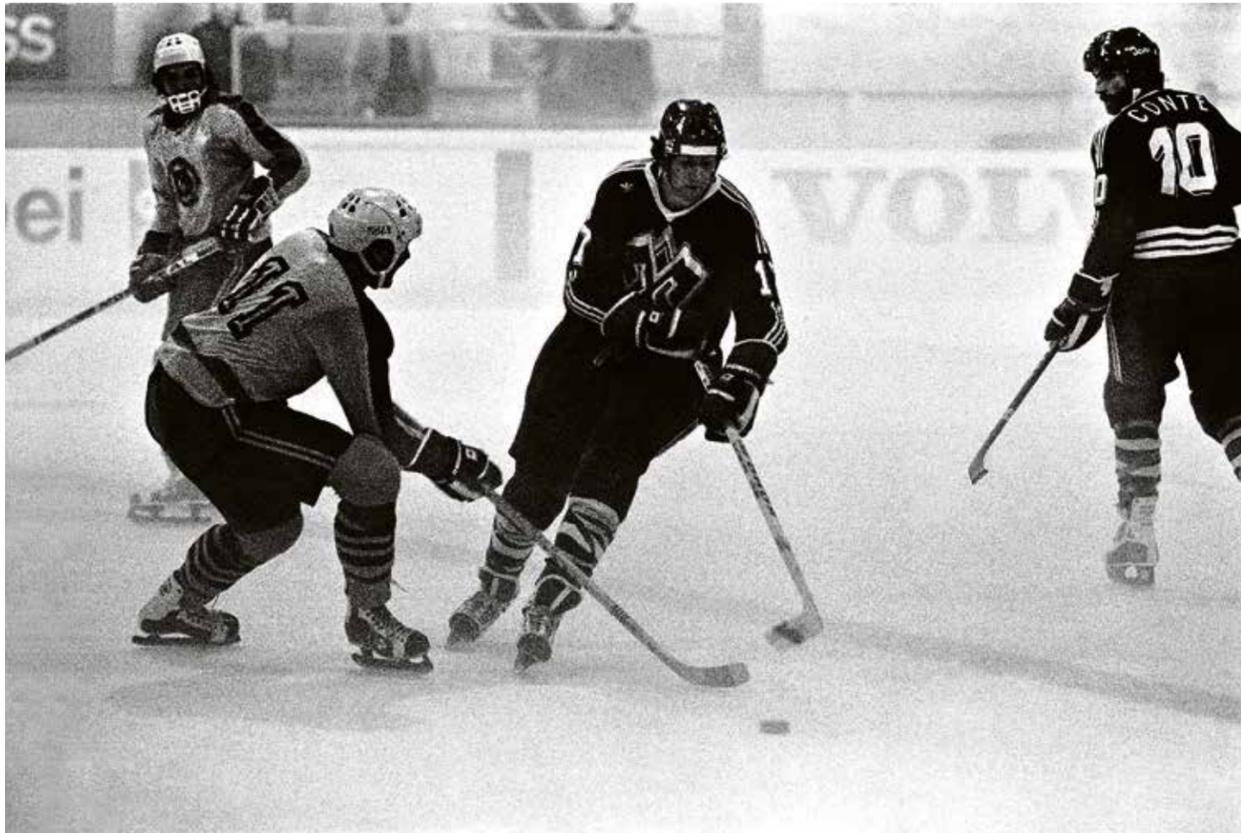
PROPOS RECUEILLIS
PAR LIONEL PITTET, WORB
@lionel_pittet

Le rendez-vous est fixé à la patinoire de Worb, tout près de Berne. C'est là que Jakob Kölliker a élu domicile en 1998, lorsqu'il est devenu l'assistant de Ralph Krueger à la tête de l'équipe nationale. La proximité des autoroutes: son rôle impliquait alors de sillonner le pays. Mais son cœur n'a jamais quitté Bienne: la ville l'a vu naître en 1953, commencer le hockey sur glace quatorze ans plus tard, puis devenir trois fois champion de Suisse en 1978, 1981 et 1983.

Une grande époque, que l'ancien défenseur aux 213 sélections internationales (69 ans) a accepté d'évoquer alors que le HC Bienne affronte dès ce vendredi Genève-Servette pour un quatrième titre. Une autre époque, aussi. A Bienne, la Tissot Arena a remplacé le Stade de Glace en 2015. En Suisse, les play-off sont venus coiffer le championnat dès la saison 1985-1986. Partout, les contrats du professionnalisme ont remplacé les poignées de main à valeur d'engagement. Mais en sport, une certaine continuité demeure malgré les ruptures.

S'ils gagnent la finale des play-off, les joueurs du HC Bienne auront-ils droit à un séjour de deux semaines aux Bahamas, comme votre équipe lors du premier titre en 1978? Ah, ça, je ne pense pas. Époque révolue! Ce voyage était exceptionnellement long parce que nous avions été champions, mais il faut savoir que nous partions en vacances chaque printemps après la fin du championnat. Le président Willy Gassmann invitait l'équipe une semaine à Majorque, à Rhodes... Il y avait aussi le chef matériel, le chronométrateur, le masseur, tout le staff proche, ce qui créait une vraie cohésion au sein du groupe. Cela nous paraissait normal parce que la tradition avait cours même avant la promotion en Ligue nationale A, survenue en 1975. Mais en fait, le HC Bienne était le seul club à faire ça. Il faut vraiment rendre hommage à M. Gassmann [qui fut président de 1956 à 1982]. Une personnalité exceptionnelle, à l'origine de toute la culture hockey qui existe aujourd'hui à Bienne. Sans sa passion, il n'y aurait pas eu les deux promotions de la 1re ligue à la LNA, pas de Stade de Glace non plus.

Quand vous étiez enfant, dans les années 1950, Bienne n'était donc pas



Köbi Kölliker (au centre) lors d'un match du HC Bienne contre les Langnau Tigers dans le cadre d'un tournoi amical. (LYSS (BE), septembre 1978/KEYSTONE/PHOTOPRESS-ARCHIV/STR)

une ville de hockey? Pas comme aujourd'hui, ni comme Viège ou Fribourg à l'époque. Le HC Bienne était une «souris grise» [une équipe qui passe inaperçue]. Moi, j'ai commencé à jouer par hasard,

à 14 ans. Avec six ou sept copains footballeurs, on traînait souvent à la patinoire en hiver, à s'amuser avec des vieilles cannes qu'on avait dû trouver au bord de la route. Un après-midi, un type est arrivé et nous a dit: «Hey, you! Tonight, hockey training!» C'était «Stu» Cruikshank, un entraîneur canadien malheureusement décédé aujourd'hui. Un sacré personnage, qui dégagait quelque chose de spécial. Nous avons été à l'entraînement. Je suis resté pour lui, et on a gagné le seul titre de champions de Suisse juniors du club à ce jour! Et à 17 ans, j'intégrais la première équipe.

Quel souvenir vous vient directement à l'esprit lorsque vous repensez à l'époque des trois titres nationaux? Le premier, bien sûr, en 1978. Il suffisait à Langnau, le favori et leader, de battre Berne lors du dernier match pour assurer le titre. Mais Langnau a perdu, tandis que nous avons gagné contre Kloten, de quoi passer devant au

classement. L'ambiance, c'était de la folie. Il y avait 9000 personnes au Stade de Glace, qui était plus vaste que la Tissot Arena et pas soumis aux normes de sécurité actuelles: tant que des gens pouvaient rentrer, ils rentraient. Après le match, tout le monde est descendu sur la glace pour danser, boire, fumer... Personne n'est parti avant que la coupe ne nous soit remise, or elle était à Langnau! Je me rappelle qu'André Perey, un vigneron vaudois qui était alors président de la Ligue nationale, avait dû traverser toute la campagne bernoise en catastrophe pour nous l'amener.

Le deuxième titre, en 1981, vous le gagnez avec sept points d'avance au classement... Oui. J'en ai moins de souvenirs. Parce qu'il n'y a pas eu ce final aussi émotionnel.

Un argument pour l'introduction des play-off! Bien sûr. Sportivement, le système de championnat classique est plus juste. Les play-off récompensent la meilleure équipe d'un moment, pas de la saison complète. Mais ils amènent un suspense et une tension qui plaisent aux joueurs, aux spectateurs, aux journalistes... et aux caissiers des clubs!



«La paie était un mélange entre le boulot à proprement parler et le hockey»

Et le troisième titre, en 1983? Je m'en souviens mieux, parce qu'à ce moment, tout le monde considérait que nous étions finis. Willy Gassmann était parti. Lugano venait de monter en LNA et le président Mantegazza était venu nous prendre cinq ou six joueurs. Mais nous étions parvenus à retrouver une alchimie, sous la direction de l'entraîneur canadien Kent Ruhne, arrivé en cours de saison de Zurich où il avait été

mis à la porte. Notre sacre avait la saveur d'une revanche.

Ça ressemblait à quoi, à cette époque, la vie de hockeyeur professionnel? Déjà, on n'était pas professionnels. On s'entraînait deux fois par semaine en LNB, peut-être trois et demi en LNA. Tout le monde travaillait à côté du hockey. Olivier Anken, le gardien, était installateur sanitaire. Moi, je voulais devenir graphiste mais je n'ai pas trouvé de place d'apprentissage donc je me suis rabattu sur le métier de typographe. Je composais les pages du *Bieler Tagblatt* et du *Journal du Jura*, deux titres qui appartenaient à Willy Gassmann. J'aimais bien être de service le dimanche soir, car c'était payé à double, compensé à double, et j'avais souvent l'occasion de traiter le compte rendu du match que nous avions disputé le samedi soir. Ça me permettait de le corriger!

Pardon? Désolé, mais parfois les journalistes se trompent dans le nom du joueur qui a fait l'assist, où ils disent que telle charge était très brutale alors qu'elle était somme toute classique. Alors je changeais quelques mots par-ci par-là. Mais M. Gassmann aussi

intervenant! Il regardait les titres et si c'était trop critique, il allait chercher le rédacteur en chef...

D'autres joueurs de l'équipe travaillaient pour le Groupe Gassmann? Il y avait un autre typographe, deux joueurs à la comptabilité, quelques-uns au bureau... Quand M. Gassmann voulait attirer un hockeyeur de Bâle ou de Moutier, il fallait bien qu'il trouve un travail dans la région; la solution la plus simple était de l'engager directement. La paie était alors un mélange entre le boulot à proprement parler et le hockey. A la fin de chaque saison, M. Gassmann me convoquait dans son bureau, on parlait un peu du championnat écoulé et il me proposait un montant pour la saison suivante. Je n'ai jamais ressenti le besoin de négocier. Je n'ai jamais signé de contrat non plus. On se serrait la main, voilà.

Vous n'avez donc jamais vécu du sport à 100%? Si, en quittant Bienne pour Ambri-Piotta. J'avais 32 ans, M. Gassmann n'était plus là et les nouveaux dirigeants m'ont dit que je pouvais rester, mais qu'il y avait des jeunes qui poussaient derrière. Je pensais arrêter le hockey et me concentrer sur le travail. Les journaux délaissaient le plomb pour des technologies plus modernes, j'avais suivi des formations... Mais je jouais encore en équipe nationale, et j'ai fini par me laisser convaincre de signer à Ambri pour un an. Je suis resté cinq saisons, je n'ai jamais aussi bien gagné ma vie, et sur le plan du hockey, c'était incroyable. Nous sommes montés en LNA, dont le club n'est jamais redescendu depuis. Ambri, c'est vraiment spécial. Je le dis souvent aux hockeyeurs que je croise: si tu n'as pas joué à Ambri, il manque un truc à ta carrière.

Vous y avez retrouvé un peu du caractère familial du HC Bienne de Willy Gassmann? Oui, exactement.

Aujourd'hui, vous êtes impliqué dans le développement du hockey féminin. En quoi cela vous intéresse-t-il? C'est nouveau, intéressant, tout est à faire! Je participe au transfert de l'équipe de BOMO Thoune, sur le point de devenir la section féminine du CP Berne. Le hockey féminin est au même stade que celui des hommes dans les années 1970 et 1980: les équipes s'entraînent peu, les joueuses travaillent à côté mais ont l'ambition de se consacrer de plus en plus au sport. Au fond, ça me rappelle aussi mes années au HC Bienne... ■

Le Tour de Romandie, un casse-tête organisationnel

CYCLISME Les contours de la 76e édition de la célèbre Boucle romande ont été dévoilés hier. Même si la course sera belle, la mettre sur pied se révèle de plus en plus compliqué, confient les organisateurs

CAROLINE CHRISTINAZ
@caroline_tinaz

«Le monde change.» Ce sont ces mots que Gregory Devaud, le président de la Fondation Tour de Romandie, a choisis hier en guise de préambule à la conférence de presse dédiée à la 76e édition de la course cycliste.

Si l'épreuve qui se déroulera du 25 au 30 avril sur les routes romandes s'an-

nonce sous de bons auspices, sa mise sur pied n'a pas épargné les organisateurs qui, alors que des flocons printaniers blanchissaient les rues de Châtel-Saint-Denis, ont d'emblée évoqué les difficultés rencontrées.

Vitesse et complexité

Difficile de ne pas penser à l'annulation, il y a un mois, du Tour du Pays de Vaud, épreuve certes plus modeste mais importante dans le paysage cycliste. «Le parallèle n'est pas mauvais, soutient Richard Chassot, le directeur de l'événement. On a tous affaire à des jeunes de plus en plus rapides, que l'on doit faire courir dans un terrain de jeu de plus en plus complexe.» Ce «terrain de jeu», c'est l'espace public.

«Les limitations de vitesse, les zones à 30 km/h, l'urbanisme en général compliquent terriblement notre travail, reprend Richard Chassot. A cela s'ajoutent les règles de sécurité de plus en plus strictes qu'impose l'UCI et qui demandent de plus en plus de forces sur le terrain.»

A titre d'exemple, le directeur brandit l'étape suisse du dernier Tour de France: «Deux mille personnes ont été mobilisées rien que pour sécuriser le tronçon. Sur le Tour de Romandie, notre effectif est nettement plus bas.» Alors, inévitablement, les budgets «prennent l'ascenseur». «Tout cela pour le même produit qu'avant», souffle-t-il.

Celui de cette année se compose de 22 équipes et 154 coureurs parmi les meil-

leurs au monde. Un prologue de 6,8 kilomètres, le mardi 25 avril, autour du Bouvet fera office de mise en jambes. Puis les cinq étapes se succéderont. Crisier-Vallée de Joux, en premier: 170 kilomètres, 2557 mètres de dénivelé. Morteau (France)-La Chaux-de-Fonds, en second: 3172 mètres de dénivelé sur 162,7 kilomètres. Troisième jour: contre-la-montre en boucle, entre Châtel-Saint-Denis et Les Paccots.

Le patrimoine mis en valeur

L'étape reine aura lieu le quatrième jour: Sion-Thyon 2000 (4345 mètres de dénivelé sur 161 kilomètres), un parcours qui rappelle l'épreuve terrible de l'an passé qui s'est déroulée sur ces pentes dans un

brouillard frigorifiant. «Cela ne pourra qu'être mieux», commente-t-on. C'est à Genève qu'aboutira le Tour, dimanche, après un départ de Vuflens-la-Ville.

Grand rendez-vous du cyclisme mondial, l'événement permet aussi une mise en valeur du patrimoine romand. «Ce qui est le plus difficile pour nous, reprend Richard Chassot, c'est de visiter toute la Romandie. Le public attend du Tour d'aller au fin fond du Jura, de sillonner le Valais et de mettre aussi Genève en valeur. En cinq-six jours avec un système de sécurité qui ne me permet plus de faire les mêmes étapes qu'avant, c'est un véritable casse-tête.» Le monde change peut-être, mais il faut croire que les miracles ont toujours lieu. ■

Erik Truffaz, une trompette au pays du 7e art

FESTIVAL Le musicien franco-suisse présente ce vendredi, en ouverture du 40e Cully Jazz, un enthousiasmant projet dédié aux musiques de films

STÉPHANE GOBBO
@stephgoobbo

Trente-deux ans après la sidération originelle de *La Sortie de l'usine Lumière à Lyon* et de *L'Arrivée d'un train en gare de La Ciotat*, le cinéma devenait sonore. Sorti en 1927, réalisé par Alan Crosland, *Le Chanteur de jazz* est le premier film parlant de l'histoire. Et il y est donc question de notes bleues, de cette musique d'une liberté absolue qui a depuis accompagné tant de films.

Gamin, Erik Truffaz découvre dans un même élan le jazz et le cinéma lorsque ses parents l'emmenent voir à Genève *Le Livre de la jungle*, un long métrage d'animation rythmé par une bande originale pleine de swing. «Je l'ai réécoulée récemment et je la trouve formidable, cette bande-son... Je pourrais peut-être en reprendre un titre», glisse le trompettiste franco-suisse, qui a grandi dans le Pays de Gex et avoue avoir assidûment fréquenté les Cinémas du Grütli à Genève et la Cinéma-thèque suisse à Lausanne, où il a dévoré de nombreuses rétrospectives. Aujourd'hui installé à Montmartre, il reste un adepte des petites salles.

Et c'est en cinéophile que le musicien retrouve ce vendredi soir le Cully Jazz Festival. En format quintet, avec le fidèle bassiste lausannois Marcello Giuliani, compagnon d'innombrables aventures, il vient défendre *Rollin'*, un album entièrement constitué de musiques de films, et qui connaîtra en fin d'an-

née une suite avec *Clap*. Ce projet est issu d'une commande du Festival du film francophone d'Angoulême et de sa déléguée générale Marie-France Brière, qui lui a proposé de construire un concert autour de bandes originales de production française.

De Jacques Tati à John Barry

Rollin', lui, élargit le spectre. On y trouve des longs métrages comme *Les Tontons flingueurs* (Georges Lautner, 1963), *Les Vacances de Monsieur Hulot* (Jacques Tati, 1953), *Ascenseur pour l'échafaud* (Louis Malle, 1958) et *César et Rosalie* (Claude Sautet, 1972), mais aussi un chef-d'œuvre de Fellini (*La strada*, 1954), un western d'Otto Preminger (*Rivière sans retour*, 1954) et un générique de légende composé par John Barry pour la série britannique *Amicalement vôtre* (1971-1972).

Le musicien explique avoir pris conscience de la puissance de la musique de film avec des vinyles du grand Ennio Morricone, qu'il écoutait avant même de découvrir le cinéma de Sergio Leone. Lorsqu'il a élaboré le programme de son concert à Angoulême, il lui fallait dès lors intégrer un morceau du compositeur italien. Puisant dans son répertoire francophone, il a opté pour un extrait du *Casse*, film de cambriolage réalisé en 1971 par Henri Verneuil. «La musique est supérieure au film, qui n'est pas incroyable», rigole Erik Truffaz. Dans la même veine, il a repris le thème de *Fantômas*, composé par Michel Magne pour la comédie policière tournée en 1964 par André Hunebelle. «Je ne vais pas vous mentir, si la musique m'intéressait, je ne suis pas arrivé au bout du film... *Les Tontons flingueurs*, c'est le contraire: j'adore



«Vous savez, tous les dix ans, il faut essayer de renouveler le son»

JAZZMAN

Le film et surtout ses dialogues; la musique n'est pas ce qu'il y a de plus fort, mais ça m'intéressait de tenter de la reprendre.»

Dès les premières notes de *La strada*, morceau de Nino Rota joué de manière dépouillée, Erik Truffaz nous happe totalement. Sa trompette a la dimension magique de la flûte de Hamelin, on est hypnotisé par sa capacité à passer de la mélancolie la plus bouleversante à la légèreté la plus enivrante. Ailleurs, le quintet qu'il dirige se montre plus pop. Pour le musicien, tout est une histoire de déconstruction et reconstruction. «On a soigneusement relevé les partitions originales à l'oreille, puis on a commencé à les jouer afin de voir ce qu'on pouvait garder et ce qu'on enlevait.»

Aux côtés du commandant Truffaz et du lieutenant Giuliani, on croise sur *Rollin'* le guitariste Matthijs Pascaud, le batteur Raphaël

Chassin et le pianiste Alexis Anérides. «Vous savez, tous les dix ans, il faut essayer de renouveler le son, explique le trompettiste quand on lui demande comment est née cette formation. Il se trouve qu'on connaissait bien Alexis parce qu'il joue avec Sophie Hunger, qui a le même management que nous [Two Gentlemen, à Lausanne]. Marcello m'a ensuite parlé de Raphaël, avec qui il avait joué dans des projets de pop française. Et Raphaël connaissait Matthijs...»

«Besoin de fraîcheur»

Sur *Rollin'*, on croise aussi Camélia Jordana, avec qui Erik Truffaz avait enregistré une merveilleuse reprise de Chet Baker, et qui chante ici divinement bien *One Silver Dollar*, une ballade interprétée sur la B.O. de *Rivière sans retour* par Marilyn Monroe. Plus loin, sur *César et Rosalie*, on entend Sandrine Bonnaire réciter une lettre lue dans le film par Romy Schneider.

Le musicien et la comédienne, qui sont en couple, ont ces dernières années multiplié les projets de concerts-lectures. «Grâce à Sandrine, j'ai pu manger avec Agnès Varda, c'est quand même pas mal», glisse le Franco-Suisse, qui, sur tous ses disques, essaie d'avoir des morceaux chantés. «J'aime bien qu'il y en ait au moins un qui vienne couper l'aspect instrumental; ça me fait du bien car au bout d'un moment, j'en ai marre d'entendre ma trompette, j'ai besoin de fraîcheur. C'est pour cela que mes jazzmen préférés sont Chet Baker et Louis Armstrong.»

Rollin' d'Erik Truffaz (Blue Note Records). En concert dans le cadre du Cully Jazz Festival, vendredi 14 avril au Chapiteau.

Décès de Mary Quant, qui popularisa la minijupe

DISPARITION Figure des «Swinging Sixties», la styliste londonienne avait révolutionné la mode en promouvant les coupes courtes et moulantes

ATS

La styliste londonienne Mary Quant est morte jeudi à l'âge de 93 ans. Elle avait révolutionné la mode en popularisant la minijupe, le maquillage coloré et les collants à motifs.

Si son titre de créatrice de la minijupe a fait l'objet de nombreuses querelles, notamment avec le Français André Courrèges, la Britannique a sans nul doute participé à la promotion internationale des coupes courtes et ajustées.

La personnalité et le style si reconnaissable de Mary Quant ont contribué à faire d'elle l'une des créatrices de mode les plus célèbres du Royaume-Uni. Les

femmes lui doivent pêle-mêle, le short, les imperméables en plastique, le maquillage «boîte de peinture» et le mascara waterproof.

Née le 11 février 1930 à Londres, elle fait ses débuts dans la mode avec celui qui allait devenir son mari, Alexander Plunket Greene. En 1955, le couple ouvre, avec un ami, sa première boutique, Bazaar, dans le quartier de Chelsea alors en pleine ébullition. Le magasin de vêtements et accessoires, ainsi que le restaurant en sous-sol deviennent le point de ralliement des jeunes et des artistes. On y retrouve Brigitte Bardot, Audrey Hepburn, les Beatles ou encore les Rolling Stones.

Interrogée l'année de ses 80 ans, elle confessait une certaine nostalgie pour «l'effervescence et l'innovation» du Londres des années 1960 mais jugeait qu'il était «merveilleux d'être une femme à l'heure actuelle». ■

Six réalisatrices et des revenants pour une Palme d'or

CINÉMA La sélection officielle du Festival de Cannes a été dévoilée hier. Elle compte 19 films en compétition, dont les nouvelles réalisations des déjà primés Ken Loach, Wim Wenders, Nanni Moretti, Nuri Bilge Ceylan et Hirokazu Kore-eda

Une année après la projection de *Top Gun: Maverick* avec un survol du Palais des Festivals par la Patrouille de France, c'est *Indiana Jones et le Cadran de la destinée*, de James Mangold qui, un peu plus d'un mois avant sa sortie le 28 juin, fera l'événement – hors compétition – du Festival de Cannes 2023. Et après une master class de Tom Cruise prise d'assaut par les accrédités, c'est ainsi Harrison Ford qui devrait longuement évoquer son travail alors qu'il reprend pour la cinquième fois, à 80 ans et pour la première fois sans Steven Spielberg derrière la caméra, le rôle le plus fameux de sa carrière.

Cette annonce avait déjà été faite, comme celle de la projection, en ouverture et également hors compétition, du film historique *Jeanne d'Arc*, réalisé par Maiwenn, qui s'est offert le rôle-titre au côté de Johnny Depp dans celui de Louis XV. Le film sortira dans les salles françaises et romandes simultanément, à savoir mardi 16 mai. On savait également, avant la conférence de presse parisienne qui s'est tenue jeudi en fin de matinée au cinéma UGC, que Martin Scorsese, 80 ans lui aussi, fera son grand retour en sélection officielle, près de quarante ans après la projection de *After Hours*, avec *Killers of the Flower Moon*, produit par

Paramount et les studios Apple, qui ont décidé de le sortir en salles (en octobre) avant de le mettre en ligne sur leur plateforme.

Si des ajouts seront encore effectués ces prochains jours, on connaît dorénavant les titres de 19 longs métrages qui concourront pour la Palme d'or, dont six sont réalisés par des femmes. On note en premier lieu que quatre réalisateurs peuvent espérer un deuxième sacre. Couronné en 2014 avec *Winter Sleep*, le Turc Nuri Bilge Ceylan retrouve la compétition avec *Les Herbes sèches*, «sur des gens qui s'interrogent sur le sens de la vie», commente le délégué général Thierry Frémaux; Nanni Moretti, grand habi-

Dans les différentes sections, une réjouissante présence africaine

tué d'une compétition qu'il a remportée en 2001 avec *La Chambre du fils*, revient avec *Il sol dell'avvenire*; récompensé en 1984 avec un film tourné aux Etats-Unis (*Paris, Texas*), l'Allemand Wim Wenders dévoilera *Perfect Days*, qui se déroule au Japon et raconte «l'histoire d'un homme déchu mais heureux, qui prend la vie du bon côté, nettoie les toilettes publiques de Tokyo et écoute du rock dans sa voiture»; enfin, après des films

français et coréens, Hirokazu Kore-eda – palmé en 2018 pour *Une Affaire de famille* – retrouve avec *Monster* son Japon natal.

Ken Loach pour des adieux

Le Britannique Ken Loach fait, quant à lui, déjà partie du club des doubles Palmes d'or. Le revoici avec ce qui devrait être sa dernière réalisation: *The Old Oak*, qui se déroule dans une petite ville galloise, parle de migration et des méfaits du néo-capitalisme. A 86 ans, le réalisateur de *Le vent se lève* (2006) et de *Moi, Daniel Blake* (2016) demeure un combattant. A l'autre bout du spectre, la Sénégalaise Ramata-Toulaye Sy accède à la compétition avec son premier long métrage, *Banel et Adama*. Et Thierry Frémaux de souligner, dans les différentes sections, une réjouissante présence africaine. La Tunisienne Kaouther Ben Hania concourra ainsi avec *Les Filles d'Olfa*, une œuvre humaniste et féministe à la lisière de la fiction et de l'essai, après avoir présenté *La Belle et la Meute* à Un Certain Regard.

Alors qu'elle sera dans une semaine une des grandes invitées du festival nyonnais Visions du Réel, l'Italienne Alice Rohrwacher revient pour la troisième fois en compétition avec *La chimera*, après avoir reçu le Grand Prix pour *Les Merveilles* (2014) et le Prix du scénario pour *Heureux comme Lazzaro* (2018). Quatre ans après *Little Joe* (Prix d'interprétation féminine pour Emily Beecham), l'Autrichienne Jessica Hausner dévoilera de son côté *Club Zero*, sur de jeunes militants éco-

logistes qui ont décidé, pour sauver le monde, d'arrêter de manger. Le reste de la compétition a fière allure avec les nouvelles réalisations de Jonathan Glazer (*The Zone of Interest*), Aki Kaurismäki (*Fallen Leaves*), Marco Bellocchio (*Rapito*), Catherine Breillat (*L'Été dernier*), Todd Haynes (*May December*), Justine Triet (*Anatomie d'une chute*) et Tran Anh Hung (*La Passion de Dodin bouffant*). Bonnes nouvelles encore avec le retour prévisible du cartoonesque Wes Anderson avec *Asteroid City*, et réjouissant du documentaire de création avec *Jeunesse*, nouvelle œuvre du Chinois Wang Bing.

Nombreux premiers films

Lauréat en 2017 du Léopard d'or du Locarno Film Festival avec *Mrs. Fang*, Wang Bing présentera hors compétition un second film plus radical, *Man in Black*, dans lequel un homme nu témoigne face caméra des méfaits de la Révolution culturelle. Wim Wenders a lui aussi droit à une deuxième exposition avec *Anselm (das Rauschen der Zeit)* portrait en 3D du sculpteur Anselm Kiefer. Un Certain Regard, deuxième section compétitive, mais consacrée à la relève et aux recherches formelles, montrera huit premiers longs métrages, dont *Les Meutes*, de Kamal Lazraq, mais aussi les dernières réalisations de Mona Chokri (*Simple comme Sylvain*), Thomas Chailley (*Le Règne animal*), Stéphanie Di Giusto (*Rosalie*) et Anthony Chen (*The Breaking Ice*). ■ S. G.

76e Festival de Cannes, du 16 au 27 mai.

PUBLICITE

VOYAGE ÉVÈNEMENT
avec Isabelle Moulin
Muséographe spécialisée dans l'histoire de la soie et du textile

INDE LA ROUTE DES ARTS TEXTILES :
Croisière fluviale au Bengale

DU 20 NOV. 2023 AU 7 DÉC. 2023
(17 JOURS)

- Être initié aux nombreuses techniques de tissage
- Rencontrer des artisans et designers, et visiter leurs ateliers
- Appréhender les anciennes civilisations d'Inde, par ses temples et palais
- Une croisière à bord d'un bateau luxueux sur les affluents du Gange, de Calcutta à Murshidabad

Prix par pers. : CHF 11'500.-
sur la base d'un groupe de 10 à 15 participants

Au Tigre Vanillé
Francine Milea • 021 566 74 92
francine@autigrevanille.ch
www.autigrevanille.ch

AU TIGRE VANILLÉ
CREATION DE VOYAGES

SATORY ACHETE CHER
MANTEAUX DE FOURRURE
ANTIQUITES

En tout état, robes de soirée, chaussures, sacs à main de marque vintage, vaisselle, verres en cristal, briquets de marque, vieux vins, pendules, argenterie, montres, bijoux, pièces de monnaie, statues, tapis anciens, art africain, asiatique, pianos, meubles anciens et modernes et beaucoup d'autres choses.

Tél. 078 268 68 73

«Ses racines sont courtes et fines, et sans ramifications. De quoi compromettre la fonction protectrice des forêts contre des risques naturels tels les éboulements»



PROFIL

1994 Six mois de travail de terrain en Amazonie équatorienne.

1997 Diplôme en sciences naturelles à l'ETH, et mémoire de fin d'études sur la distribution et le déplacement des fourmis indigènes et introduites sur l'île Floreana, aux Galapagos. Puis voyage en train à travers l'Asie.

1998 Collaborateur scientifique à l'Institut fédéral de recherche WSL au Tessin.

2012 Thèse de doctorat au Laboratoire d'écologie appliquée de l'Université de Naples Federico II.

Nous sommes à Solduno, à deux pas de Locarno, où un feu a ravagé ces jours un hectare d'une forêt essentiellement composée de palmiers, située près de résidences. Nous accompagnons Boris Pezzatti qui veut voir s'ils repousseront. «Le sud des Alpes constitue un laboratoire à ciel ouvert qui peut orienter sur de nouvelles dynamiques et, pour le futur, intéresser aussi le nord des Alpes», fait-il valoir. Collaborateur scientifique à l'Institut fédéral de recherche sur la forêt, la neige et le paysage (WSL), notre guide, c'est le «Monsieur Palmier» au sud des Alpes.

Récemment, le palmier chanvre (*Trachycarpus fortunei*), très présent au Tessin, faisait la une. L'Institut WSL s'inquiétait de la colonisation des espaces naturels par ce néophyte invasif. «Il ne stabilise pas les sols comme le font les essences indigènes; ses racines sont résistantes, mais courtes et fines, et sans ramifications. Il compromet ainsi la fonction protectrice des forêts contre des risques naturels tels les éboulements et les glissements de terrains superficiels...» explique le chercheur, précisant que les arbres autochtones possèdent un système racinaire plus complexe avec des racines ligneuses plus longues et d'un diamètre plus grand. De surcroît, le palmier menace la biodiversité: «Là où ils sont très nombreux, les autres espèces végétales sont plus rares.»

Des vaches et des abeilles

Tout petit, Boris Pezzatti était déjà fasciné par les sciences. A 14 ans, lorsqu'il a dû choisir entre la motocyclette et l'ordinateur, il a opté pour le second. Il a aussi toujours été proche de la nature. Son grand-père lui a transmis la passion pour les animaux. Aujourd'hui, à côté de ses activités de recherche, avec sa

femme Anna et son fils Zeno, il gère une petite activité agricole: ils élèvent quatre vaches piémontaises et s'occupent d'une quinzaine de ruches d'abeilles.

Pendant ses études, le jeune Boris a passé six mois dans la partie amazonienne de l'Equateur à collecter des informations sur comment atténuer les effets négatifs de l'exploitation pétrolière dans la région. Puis, dans le cadre d'un master en sciences de l'environnement à l'École polytechnique fédérale de Zurich, il a mené son travail de diplôme aux Galapagos avec Daniel Cherix, conservateur du Musée cantonal de zoologie à Lausanne. Déjà, il s'intéressait aux espèces invasives; il a étudié sur l'île Floreana l'impact des fourmis introduites sur les espèces insulaires.

Après quoi, il a mené un *road trip* d'un an. Il s'est rendu en train jusqu'en Turquie. Puis, en Iran, en Inde, au Népal, au Tibet, en Chine,

Monsieur Palmier

BORIS PEZZATTI

Sur cette espèce d'arbre envahissante au Tessin, le chercheur mène des projets pour mieux comprendre son impact et proposer des mesures visant à limiter ses effets négatifs

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT

en Russie... Il est rentré avec le Transsibérien. Suite à l'école de recrue, il a décidé de faire objection de conscience et a effectué son service civil à l'Institut WSL, où il a été le premier du genre. Depuis 1998, il y travaille, mais entre 2003 et 2006, il a fait une expérience dans le privé, au sein d'une société de conseil en environnement. En 2012, il a terminé une thèse de doctorat à l'Université de Naples Federico II sur les réponses de la biomasse végétale aux conditions environnementales et aux perturbations.

Ces dernières années, le Bureau tessinois de la nature et du paysage a remarqué le peuplement très dense de palmiers dans les forêts fluviales. Au même moment, il constatait leur présence dans les forêts protectrices, se demandant comment ce rôle pourrait continuer à être assuré avec toujours plus de palmiers. «Depuis ces deux points

de départ, nous avons élaboré des projets de recherches pour mieux comprendre l'impact de cette espèce et proposer des mesures pour limiter ses éventuels aspects problématiques», indique Boris Pezzatti.

Le palmier n'est cependant pas l'espèce la plus envahissante. «Par exemple, la Renouée du Japon ou l'ailante, on les taille et elles croissent alors en force. Si l'on coupe le palmier au sol, au-dessus de son cœur, il ne repousse plus.» Et c'en est fini du plus gros souci de la forêt tessinoise. «Là où la forêt sèche et n'arrive plus à se renouveler à cause du grand nombre de cerfs, les forestiers arrivent même à apprécier sa présence modérée sur les pentes raides, car ils peuvent protéger de la chute de petites pierres.»

Cet arbre tant aimé...

Il rappelle que le but de l'approche scientifique est d'être le plus objectif possible. «C'est très facile d'être «plantoxénophobe, sourit-il. Peut-être que le palmier a aussi des effets positifs. Il s'agit d'une plante fascinante qui s'adapte à beaucoup de conditions.»

Il n'y a pas un endroit au monde où la densité de palmiers est plus importante qu'au Tessin, souligne-t-il. Ce qu'il a de particulier, c'est qu'il est très aimé, contrairement à la plupart des espèces envahissantes. «Au nord des Alpes, il est considéré comme le symbole du Tessin, une icône, synonyme de soleil et de vacances.» Le problème, c'est qu'il est tellement présent dans les jardins que ses semences se retrouvent massivement dans les forêts périurbaines. «Légalement, les propriétaires devraient en couper l'inflorescence. En réalité, ce sont les humains qui sont responsables de son caractère envahissant.» ■

Un jour, une idée

A Lausanne, un jardin d'hiver au musée



(ÉTIENNE MALAPERT/MCBA)

ÉLÉONORE SULSER
@eleonoresulser

Pour la seconde fois, le Musée cantonal des beaux-arts (MCBA) de Lausanne ouvre son exposition biennale *Jardin d'hiver* – au sens de «pépinière» – à la jeune scène artistique vaudoise. Après l'historienne de l'art et curatrice Jill Gasparina qui y avait présenté en 2021 *Comment peut-on être (du village à côté) persan (martien)?*, c'est au tour de Simon Würsten Marin, lui aussi historien et curateur invité, de présenter dans ce *Jardin d'hiver #2*, les œuvres d'une douzaine d'artistes plus ou moins trentenaires qui, pour la plupart, ont étudié et parfois même enseigné, dans la région.

Le jeune curateur, auteur de nombreuses expositions mais dont c'est la première expérience

muséale, a proposé à ses invités de travailler à partir d'une magnifique création sonore de la musicienne contemporaine américaine Pauline Oliveros (1932-2016), intitulée *Poem of Change*.

«L'exposition parle de changement. Or la scène artistique d'ici est elle-même en mutation, explique Simon Würsten Marin. Ce n'est pas neuf: toute scène artistique suit les mutations du monde et c'est normal. Mais aujourd'hui, ce qui change, c'est la conscience de cette mutation, au point qu'elle devient un moteur, un élément du travail artistique. L'idée de cette exposition c'est de représenter ça. Nous nous sommes demandé: peut-on montrer le changement à travers une œuvre matérielle stable? Je ne sais pas si la réponse est oui ou non.»

Rien de définitif ou d'asséné, donc, dans la douzaine d'œuvres exposées ici: installations, tapis-

series, vidéos, graffitis, sculptures sonores et matérielles, parfois évolutives... Alfredo Aceto, Shirin Yousefi ou Gina Proenza, pour ne citer que quelques-uns des 11 artistes ou duos d'artistes réunis dans cette pépinière, sont trop conscients des ailleurs et de la précarité du monde pour se montrer sentencieux. Ils ouvrent, ils proposent, ils questionnent tantôt avec véhémence, tantôt avec humour. Parfois même avec une certaine tendresse, à l'image de *Hochets* de Lucas Erin, de grands punching-balls qui réclament d'être enlacés; ou de ce réseau lumineux installé sur un mur par Manon Wertenbroek, intitulé *Conatus...* ■

Jardin d'hiver #2: Poems of Change, Musée cantonal des beaux-arts, place de la Gare 16, Lausanne, tél. 021 318 44 00, ma-di 10-18h (je 20h), jusqu'au 21 mai, www.mcba.ch